

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 195
FIN SEPTEMBRE 95

23 F



STOP ESSAIS !



Tombola : la dernière ligne droite ! (1)

UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE

Talon à retourner rempli à :
Silence, 4 rue Bodin, 69001 Lyon

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

COMMUNE :

☐ Je souhaite recevoir gratuitement
un numéro spécimen de la revue
Silence

N° :

Le tirage de la tombola aura lieu le 1er décembre 1995.
Les résultats seront publiés dans la n° 196 Silence de janvier 1996.

TOMBOLA «UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE»

Plus de 20 000 F de lots !

1er prix :

Un voyage de 15 jours au
Sénégal au printemps 1996
fourni par ARVEL 31 cours
E. Zola 69100 Villeurbanne
Valeur : 6000 F

2ème prix :

Un frigo basse consommation
GRAM LER 200 fourni
par les Etablissements Nallet
Le Bois 86190 Benuges
Valeur : 4600 F

3ème prix :

Puits, laine, literie
fourni par
ARDELAIN
07190 St-Pierre-ville
Valeur : 1500 F

N° :

4-5-6ème prix : un jeu «Oikos Logos»
offert par Holokos. Valeur : 300 F ex.
7-8-9-10ème prix : un jeu «Schtroumpfs la
Terre» offert par Holokos. Valeur : 200 F ex.
11ème au 50ème prix : un avis de 50 F sur
l'achat de livres-série de Silence.
51ème au 250ème prix : un numéro sur papier
spécial du n°200 de Silence à paraître en février
1996. Valeur : 35 F.

SPECIMEN

Cette tombola est destinée à financer la participation de la revue Silence à l'achat d'un local associatif. Il est possible de commander des carnets de 10 billets contre 100 F (envoi à : Silence, 4 rue Bodin, 69001 Lyon). Le tirage de la tombola aura lieu le 1er décembre 1995. Les résultats seront publiés dans la n° 196 Silence de janvier 1996.

Le tirage de la tombola aura lieu le 1er décembre. Nous attaquerons donc le dernier trimestre de cette palpitante course contre le temps : les héros qui font cette revue arriveront-ils à réunir la somme initialement prévue (100 000 F) ? Arriveront-ils à tenir leurs

engagements concernant leur participation à l'achat du local de la rue Dumenge ? Les lecteurs et les lectrices de Silence trouveront-ils ou t-elles où ils ou elles ont rangé leur carnet de chèque ? Le suspens est à son comble en cette fin de siècle !

Il manque encore environ 70 000 F alors dites-vous bien qu'il ne reste plus que 700 carnets à vendre. Et le record à battre est toujours à 10 carnets pour un individu et à 3000 F pour un don (voir liste dans le précédent numéro). On attend votre courrier !

(1) Pourquoi droite ?
Et pourquoi pas gauche ou ni-ni ?

Sommaire

Environnement.....	page 4
• Vallée d'Aspe : la lutte continue	
• L'incinérateur d'Antibes	
Alternatives.....	page 6
• Presse en difficulté	
Nord-Sud.....	page 7
• Pillage du patrimoine génétique	
Paix.....	page 8
• Israël : liberté pour Vanunu	

Essais nucléaires : Atomisez !

Dossier collectif (paginé de I à XXIV)

• L'art de la simplification.....	page 10
• Sondage.....	page 11
• Riposte graduée.....	page 12
• Pourquoi et contre qui ?.....	page 13
• Les traités.....	page 14
• L'irréversibilité ambiguë.....	page 15
• Un peu d'histoire.....	page 16
• Quelle guerre.....	page 18
• L'art de la simulation.....	page 19
• La simulation alibi.....	page 20
• Aux armes citoyens.....	page 21
• L'information confisquée.....	page 22
• Les essais et la santé.....	page 24
• Champignons radioactifs.....	page 25
• Ping-pong CEE-CEA.....	page 26
• Le nucléaire civilitaire.....	page 28
• Du rififi au CEA.....	page 29
• Les acteurs du nucléaire.....	page 30
• Du civil au militaire.....	page 30
• Kilotonnes, mégatonnes.....	page 32

Société.....	page 33
• Activités de loisirs	
Livres.....	page 34
Courrier.....	page 36

TOMBOLA : MODE D'EMPLOI

1 - Tout le monde peut participer : La tombola a été conçue pour que ceux qui n'ont pas d'argent (mais souvent du temps) puissent participer à cette collecte de fonds. Le carnet de 10 billets de 10 F vous est envoyé contre **100 F** franco. Si vous revendez tous les billets, cela ne vous coûte rien.

Si vous n'avez pas le temps ou pas l'envie de participer à la tombola, vous pouvez verser un don.

2 - Tous les lots sont "intelligents" : les lots ont été collectés auprès de nos annonceurs en échange de publicités dans la revue.

1er prix : un voyage au Sénégal (valeur 6000 F)

2ème prix : un frigo économe (valeur 4500 F)

3ème prix : un bon d'achat de 1500 F chez Ardelaine...

Ensuite, des jeux écolos, des tirés à parts de Silence...

3 - Tout le monde gagne : cette tombola n'est pas un jeu de hasard : sur le talon du billet figure une case à cocher "Je souhaite recevoir gratuitement un numéro spécimen de la revue Silence". Cela signifie que pour tout achat d'un billet de 10 F, on peut recevoir un numéro d'une valeur de 23 F ! En diffusant ces billets, et en faisant cocher cette case, **vous nous aidez à faire connaître la revue** à un plus grand nombre de personnes : on leur enverra le numéro avec les résultats de la tombola en janvier 1996.

La tombola dure jusqu'au 1er décembre 1995. Merci de nous retourner les souches des carnets remplis pour participer au tirage

Chèques à l'ordre de "Un toit pour l'Écologie" (en indiquant "tombola" ou "don") à retourner à : Silence, 9 Rue Dumenge 69004 Lyon.

SILENCE

"Écologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, 69004 LYON
Tel: 78.39.55.33.
CCP 550 39 Y LYON

imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans
chlorure par Atelier 26 - Lorient - Tel : 75.85.51.00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
auteurs. La reproduction des textes est autorisée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom des
auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 3ème trimestre 1995

Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Pertine
Trésorière : Myriam Cognard
Administrateur : Jacques Caclin

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda

Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité : Michel Janu

Relations commerciales : Eve Malafosse

Documentation : Claude Crotel

Rédaction : Christian Glasson

Francis Vergier

Sylviane Poulenard

Michèle Dussault-Delorme

Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard

Richard Grantham

Jacques Grinevald

Henri Persat

Henri Pezerat

André Picot

Dessinateurs : Aliho

Mulio

Lasserpe

Correçtrice : Thérèse Régné

Hubert Plisson

Expédition : Maloin

Deborah Bloche

Christiane Chopon

Loïc Gaudin

Leila Lachachi

Bernard Pérez

Vincent Martin

Xavier Sérédine

Georges David

Alain Claude-Gallié

Réné Hamm

Eric Marquis

José Oria

Mireille Oria

Jeon-Luc Thierry

Acirad

Charlie-Hebdo

Damocles

Gazette Nucléaire

Greenpeace

L'Impatiënt

Nitassinon

Non-Violence Actualité

Observez

Politis

Témoignage Chrétien

WISE

Photos de couverture :

© Greenpeace + Cabu

Pour participer au journal

N°196 - Octobre

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 2 septembre à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 8 septembre à 12 h

Expédition :

vendredi 22 septembre à 19 h

N°197 - Novembre

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 30 septembre à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 6 octobre à 12 h

Expédition :

vendredi 20 octobre à 19 h

Ce journal est réalisé en grande partie par
des bénévoles.

Vous pouvez y participer.

Pour faire connaissance,

vous êtes invités aux expéditions.

Un repas à 22h30 est offert par Silence.

Le mois de **LASSERPE**



EDITORIAL

Terrorisme

Les attentats à la bombe se sont multipliés pendant l'été. Les forces de l'ordre se déploient dans la métropole. Une prime d'un million de francs est offerte à celui qui dénoncera les poseurs de bombes.

Après une longue enquête, je suis en mesure de vous donner les responsables des prochaines bombes qui vont péter sur le territoire français. Le groupe terroriste que j'ai réussi à retrouver se réunit dans le plus grand secret, dans une ancienne chapelle au Nord de Dijon au lieu-dit "Valduc". Selon les renseignements recueillis, ce sont huit nouvelles bombes qu'ils envisagent maintenant de faire exploser.

Ce groupe terroriste a réussi également à réparer un vieux bâtiment construit à une autre époque sur la commune de Malville, dans l'Isère. Ce bâtiment abritait autrefois un réacteur nucléaire mais il sert aujourd'hui essentiellement de stockage pour leur plutonium.

Car en effet les prochaines bombes qui exploseront seront nucléaires.

Leur porte-parole officiel est un certain Jacques C. à qui ils font croire qu'il dirige le mouvement. En fait, ce groupe qui se fait appeler le CEA (peut-être Cellule Extrémiste Armée ?) serait dirigé par des militaires.

Il ne semble pas que le CEA ait de rapports avec le GIA, mais sait-on jamais : ils présentent de nombreux points communs : nationalisme, mépris de la démocratie, recours à la force, demande d'obéissance absolue, fanatisme... et passéisme.

Pour remonter la filière, une enquête au Ministère de la Défense devrait vous permettre de repérer leurs responsables.

Monsieur Juppé, merci de m'envoyer le million de francs !

Francis VERGIER



ENVIRONNEMENT

INDE : GREVE DE LA FAIM CONTRE UN BARRAGE

Le 6 mai, Sunderlal Bahuguna, l'un des leaders écologistes et pacifistes indiens, s'inspirant des méthodes de Gandhi, entame une grève de la faim pour protester contre la reprise des travaux en avril 1995 du barrage de Terhi. Ce barrage menace le lieu de vie d'une centaine de milliers de personnes.

Situé dans l'Etat indien Uttar Pradesh, zone sismique bien connue, il pourrait provoquer une inondation dramatique en libérant brutalement les eaux du Gange. La réalisation même du barrage doit déplacer 100 000 personnes et noyer 27 000 hectares des terres les plus fertiles de la région. Le gouvernement indien, à la suite de nombreuses manifestations, s'était engagé à entreprendre une commission

indépendante. Mais le gouvernement a finalement décidé de reprendre les travaux sans consultation. Est-ce parce que les travaux sont confiés à l'entreprise "Lanco Construction" qui appartient à Reddy Rajshcher, parlementaire et ami du premier ministre P.V. Narasimha Rao ?

Le 19 juin, ce premier ministre était à Paris, au siège de l'UNESCO, pour fêter le 125ème anniversaire de la

naissance de Gandhi. Alors qu'il était en train de retracer la vie du leader non-violent, quatre activistes d'Ecoropa et de Fian ont réussi à monter à la tribune, à interrompre le discours et à annoncer à la salle médusée que le successeur de Gandhi, Sunderlal Bahuguna, en était à son 42ème jour de grève de la faim. Les militants ont bénéficié de l'aide d'un agent de service qui croyant distribuer le programme original a en fait distribué le dossier de presse concernant le barrage à toute la salle. Les militants ont été rapidement expulsés et la presse indienne s'est fait l'écho de l'incident... en soulignant essentiellement le manque de sécurité à l'UNESCO.

Contact : FIAN / Ecoropa, 23 rue de l'Ermitage, 75020 Paris, tél : (1) 40 33 48 58.

VALLEE D'ASPE : PETETIN EN PRISON, LA LUTTE CONTINUE

L'opposition au tunnel du Somport a connu un nouveau souffle avec la mobilisation de Greenpeace et du WWF pour racheter les terrains menacés par le passage de l'autoroute. Par contre sur le terrain, le "vaste" rassemblement de Pentecôte organisé par la coordination autonome n'a réuni que quelques centaines de manifestants, tout juste de quoi organiser un blocage de la route. L'occasion pour la gendarmerie d'arrêter Eric Pétetin une nouvelle fois pour avoir "dégradé" la voiture d'un des maires du coin (arrachage des essuies-glaces). Eric Pétetin a été condamné immédiatement à trois mois de prison fermes. La coordination autonome s'est désolidarisée de Pétetin en publiant le communiqué suivant : "Enfermé dans la médiatisation de son rôle de leader, sauveur de la vallée, se sentant déchu de son rôle de vedette, Pétetin s'est livré à des gestes qui n'engagent que lui. La coordination autonome ne peut indéfiniment soutenir un individu qui ne s'est jamais inscrit dans une démarche collective d'opposition aux travaux du Somport et dont les actes nuisent au mouvement engagé par l'ensemble des



acteurs de la lutte". Eric Pétetin est sorti de prison le 23 août.

Le faible écho de la manifestation a provoqué une certaine hésitation de la part des manifestants et il a fallu attendre la mi-août pour que des actions reprennent. Le mercredi 16 août, une cinquantaine de personnes organisaient un barrage filant sur la nationale attirant à eux les for-

ces de l'ordre. Pendant ce temps, un deuxième groupe profitait de la diversion pour se glisser sur le chantier et grimper sur un coffrage de béton, douze personnes réussissaient à s'enchaîner. Ce sont les ouvriers du chantier qui ont réagi d'une part en évacuant les manifestants en force et d'autre part en expulsant une équipe de télévision, le tout sous le regard des

gendarmes qui ne sont intervenus qu'après pour arrêter les manifestants. Les douze personnes ont été inculpées pour "entrave au chantier" et passeront en procès le 9 octobre à 17 h au tribunal de Pau. Une manifestation est organisée à cette occasion. Pendant ce temps sur la route, un camion à béton était bloqué par les manifestants assis devant lui. La gendarmerie donnait l'ordre au chauffeur de rouler sur les manifestants. Celui-ci obéissait et une personne a été blessée au dos, une autre au pied. Cela provoquait une pluie de pierres contre le chauffeur. Celui-ci a finalement fait demi-tour. Un Anglais interpellé par les gendarmes a été passé à tabac avant d'être relâché.

Pour acheter des parts de terrain :

- Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.
- Alternatives Somport, BP 310, 64003 Pau.

Pour connaître les prochaines actions sur le terrain :

- Coordination autonome chez Gérard Dufays et Muriel Wagner, Quartier de Gey, 64490 Sarrance, tél : 59 34 55 16.

JURA : LA DECHARGE QUI POLLUE LE DOUBS

Depuis un an, la commune du Clos du Doubs, dans le Jura Suisse, accueille dans ses anciennes mines de craie, les déchets industriels toxiques de la confédération. Une association locale a procédé à des tests de coloration pour savoir où allaient les eaux d'écoulement. Résultat : 75 mn après le début du test, les colorants avaient atteint le Doubs qui coule en contrebas. Montbéliard et les environs dépendent de l'eau de cette rivière. Ce sont 200 000 habitants qui risquent l'empoisonnement. Fin juin, Greenpeace est intervenu pour bloquer l'entrée de la décharge. Les élus de Montbéliard, toutes tendances confondues, ont apporté leur soutien. Un accord a été finalement passé avec les responsables du site : les dépôts ont été suspendus jusqu'à fin septembre, en attendant la réalisation d'un rapport confié à des experts dont un a été choisi par Greenpeace. (source Politis, plusieurs numéros de juin et juillet).

NOUVELLE CALEDONIE : PROJET HOTELIER

Le premier parc naturel en France n'est pas celui de la Vanoise (1963) car il en existait déjà un en Nouvelle-Calédonie depuis 1950 sur l'île des Pins.

En 1980, suite à des pressions de promoteurs immobiliers, très discrètement, les autorités locales déclassent une partie du parc pour permettre l'érection d'un hôtel de luxe. Le soulèvement des Kanak va provoquer une mise en veilleuse du projet jusqu'en 1992.

Depuis cette date, le projet a refait jour et un accord a été conclu ce printemps, après trois ans de discussions avec la tribu Touéte pour construire le complexe hôtelier.

Les lois en vigueur en France sur la protection de l'environnement ne s'appliquant pas sur les territoires d'outre-mer, aucune étude d'impact n'a été réalisée. C'est la chaîne "Méridien" qui mène le projet. Une cam-

pagne contre ce projet est en cours. Contact : Action Biosphère, BP 120 Mont Dore 98810 Nouvelle-Calédonie ou en France : Robin des Bois, 35 rue du Bourg Tibourg, 75004 Paris, tél : (1) 48 04 95 78.

LOIRE : CONFERENCES SCIENTIFIQUES

Neuf conférences d'information scientifique et technique, accessibles aussi aux non-scientifiques, se dérouleront, les mercredis de 14 h à 17 h, en 1995-1996, au centre local IUFM de St-

Etienne (institut universitaire de formation des maîtres). Au programme : le bruit (27 septembre), l'eau milieu de vie (25 octobre), l'éducation à l'environnement (22 novembre), les déchets nucléaires (6 décembre), les déchets hospitaliers (24 janvier), risque de pollutions dans les laboratoires (14 février), épuration des eaux industrielles (27 mars), huiles de vidange (26 avril), protection des populations (date à fixer).

Programme complet : Henri Amadéi, IUFM, 90 rue Richelandière, 42100 St-Etienne.

SAONE-ET-LOIRE : GRAVIERE A ARTAIX

Une enquête publique vient de se dérouler à Artaix pour l'ouverture d'une carrière de gravier dans le lit de la Loire. Rien de bien banal si le lieu envisagé n'était classé en ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique pour la faune et la flore) et en ZICO (zone d'intérêt pour la conservation des oiseaux). Les associations de protection de la nature montent au créneau. Contact : Marie-Laure Delauf, 71110 Artaix, tél : 85 25 29 27.

ANTIBES : GREENPEACE CONTRE L'INCINERATEUR

Le 30-mai, à partir de 8 heures, des militants de Greenpeace, grâce à un système ingénieux d'attache, ont pu barrer la route aux camions amenant les déchets à l'incinérateur d'Antibes. Deux grimpeurs sont allés accrocher une immense banderole de 15 m portant l'inscription : "Incineration = dioxines" sur la cheminée. Alors que le discours officiel présente encore l'incinération comme un moyen de destruction des déchets ménagers, hospitaliers ou industriels, on sait aujourd'hui qu'il n'en est rien : la combustion dégage des nuages de produits toxiques (dioxines, furanes, PCB) et les mâchefer comme les filtres des cheminées concentrent les produits toxiques présents au départ dans les déchets, les métaux lourds en particulier (plomb, cadmium, mercure...). Si l'incinération permet la récupération d'énergie, elle ne résout en rien la question des déchets. Le seul incinérateur d'Antibes a relâché pour 1992, plus de 200 tonnes de composés soufrés dans l'environnement. La plupart de ces vapeurs vont ensuite se déposer en mer, contribuant à polluer davantage la Méditerranée, déjà au bord de l'asphyxie. Renseignements complémentaires : Pierre-Emmanuel Neurhor, Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89. (photos P.E. Weck)





PETITES PHRASES

"Il nous faut cesser de faire erreur sur une crise économique et sociale que seuls les sophismes de toute nature érigent en fatalité. L'humanité n'a jamais été aussi riche en moyens pour s'accomplir de toutes les manières : argent, sciences, technologies, moyens de communication et de déplacement... Mais tout cela constitue, selon le sentiment qu'on en a, un potentiel extraordinaire pour un futur sans précédent, ou bien une sorte de fatras qui encombre nos vies et nos esprits et ne sert que la rapacité". Pierre Rabhi, avril 1995.

ALLEMAGNE : FESTIVAL DU FILM ECOLOGIQUE

La 12ème édition d'Ökomédia, le festival international du film écologique, se tiendra du 8 au 12 novembre à Freiburg, en Allemagne, autour du thème "Année européenne de la protection de la nature". 300 films de 44 pays sont au programme dans les catégories suivantes : "Enfants et jeunes", "Nature", "Europe de l'Est", "Reportages de télévisions européennes", "films internationaux contemporains". Programme complet : Ökomédia Institute, Angela Luthje, Habsburger Str. 9a, 79104 Freiburg, tél : (49) 761 52024.

ESPAGNE : LES PETITS RUISSEAUX...

Depuis 1987 s'est développée à Alozaina, en Andalousie, une collectivité rurale libertaire essayant de mettre en pratique les principes de l'écologie sociale. Cette année, une sécheresse sans précédent a réduit de près des deux tiers les ressources en eau, malgré les efforts d'économie mis en place (permaculture, mulching) et

500 arbres fruitiers habituellement en irrigation, ont beaucoup souffert. Pour éviter que se renouvelle cette situation, il est possible de réaliser un puits de pompage en aval des habitations et de remonter l'eau dans une citerne. Mais le coût (50 000 F) est trop élevé pour le groupe et une souscription est ouverte. Pour le coup, ils espèrent réellement que les petits ruisseaux feront les grandes rivières. Chèques avec la mention "Un puits pour Los Arenalejos" à envoyer à :

- En France : Ecole libertaire

Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

- En Belgique : Journal Alternative Libertaire, 2 rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.

- En Espagne et pour les autres pays : Collectividad Los Arenalejos, Lista de Correos, 29567 Alozaina (Malaga).

RHONE : LA GERMINOISE

La 5ème foire écobio-logique La Germinoise aura

lieu cette année les 21 et 22 octobre à la salle Polyvalente de Saint-Germain au Mont d'Or. Foire exposition, restauration, conférences sur le jardinage biologique, la production de fruits exotiques bio, l'hépatite B et la vaccination, l'étiquetage des produits bio, les amalgames dentaires.

Programme complet : Nature et Progrès, Suzanne Allart, 82 rue du Marjolet, 69540 Irigny, tél : 78 51 66 21.

ILLE ET VILAINE : SALON BIO DE GUICHEN

Centrée uniquement sur l'agriculture biologique, la 4ème édition du Salon agrobiologique de Guichen (sud de Rennes) se tiendra le week-end du 21 et 22 octobre avec une cinquantaine d'exposants.

Renseignements : Louis Ribault, Mairie de Guichen, tél : 99 05 75 75.

PRESSE EN DIFFICULTE

Si la presse militante (comme Silence, Non-Violence Actualité...) arrive toujours à plus ou moins bien équilibrer des budgets qui restent modestes, il n'en est pas de même de la presse différente qui tente

numéros parus) qui lançait un cri d'alarme. Une campagne de recherche d'abonnements est actuellement en cours, mais la situation reste fragile.

Deux revues écologiques sont actuellement dans le rouge. "Fourmi verte", la superbe revue destinée aux "enfants nature", n'est pas parue pendant l'été et cherche actuellement un repreneur. Pour ceux qui ne connaissent pas encore cette revue qui devrait être présente

Les "Réalités de l'Ecologie", qui existe maintenant depuis 6 ans, ont également senti venir le danger de l'été, moment toujours creux dans les recettes financières, et s'est lancée dans une campagne d'affichage à la fin mai... mais sans réel succès.

Pour toutes ces revues, la meilleure aide est encore l'abonnement.

- L'Impatient, 9 rue Saulnier, 75009 Paris (abonnement : 320 F pour un an)

- Fourmi Verte, 6 B place André Malraux, 63200 Riom (50 F les 5 anciens n°s)

- Réalités de l'Ecologie, 33 route de Bessières, 31240 L'Union (abonnement : 240 F pour un an).



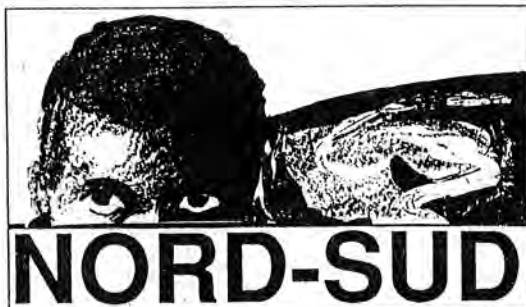
la diffusion en kiosques. Nécessitant des tirages importants (il existe plus de 30 000 points de vente en France), ces revues sont dans l'obligation d'avoir une communication importante et ce n'est pas facile lorsque l'on est indépendant.

Au début de l'année, c'est L'Impatient, la revue "Alternative Santé" (plus de 210



dans toutes les familles ayant des enfants de 7 à 77 ans, il est possible de les aider en achetant pour 50 F les 5 derniers numéros.





MALI : BOURSE AUX CEREALES

Soixante-dix organisations paysannes se sont regroupées pour organiser à la mi-avril, au Mali, la première "bourses aux céréales". 5500 tonnes de céréales se sont ainsi échangées dans une première organisation Sud-Sud : ainsi des entreprises sénégalaises ont pu venir combler le déficit du Sénégal de cette récolte sans avoir à passer par les opérateurs du Nord. Cette opération avait reçu le soutien d'Afrique Verte, une opération montée par des ONG comme Frères des Hommes qui cherchent à favoriser l'autoorganisation des pays du Sud. (source : Peuples en Marche, mai 1995)

QUAND NESTLE SOUTIENT LES SCOUTS !

Tous les moyens sont bons pour la multinationale Nestlé pour continuer à distribuer son lait en poudre dans les pays du Sud et de l'Est. Rappelons qu'une campagne de boycott est menée contre cette firme qui par ses pratiques viole les consignes de l'OMS, organisation mondiale de la santé. L'OMS déconseille l'emploi de lait en poudre, le lait maternel étant toujours source d'une moindre mortalité infantile.

Les Scouts de Cluse croyant sans doute bien faire ont multiplié les distributions de lait en poudre (fourni gracieusement par Nestlé) pendant l'été 1994. Dans un tract que l'on nous a communiqué, sous le titre "Opération Solidarité" "pensez à ceux qui ne mangent pas à leur faim", ces fameux scouts ont envoyé du lait en poudre en Haïti, en Bosnie (27 tonnes !), au Burkina, à Madagascar, en Pologne, à Tchernobyl (25 tonnes ! vous voulez les achever ?), en

Albanie... Il serait temps que les Scouts prennent contact avec les associations tiers-mondistes avant de faire n'importe quoi !

BOYCOTT DE NIKE

99 % de la production de Nike est réalisée dans les pays du sud-est asiatique comme la Chine et l'Indonésie. Reebok, Adidas et Levi Strauss ont la même politique, mais Nike a été choisi pour le boycott car c'est le premier producteur

de chaussures au monde. Pour 142 F payés dans un magasin, 1 F seulement est payé au travailleur asiatique ! La campagne de boycott est coordonnée par : "Komitee Indonesia", Postbox 92066, 1090 AB Amsterdam, The Pays Bas.

RWANDA : LES CAMPS EN OTAGE

Les camps de réfugiés accueillent pour moitié des enfants de moins de 15 ans et pour un quart des femmes. C'est parmi le quart d'hommes restant que se cachent effectivement d'anciens dirigeants responsables des massacres de l'année dernière. Ces derniers font tout pour maintenir ces camps en place, ce qui leur permet d'échapper aux vengeances mais également d'espérer pouvoir mener une contre-attaque. De nombreuses ONG sont

partis, prétextant parfois le manque de perspectives dans les camps alors que la réalité est simplement que les dons pour les camps se sont taris et ne permettent plus de financer leur présence. Ce départ des organisations humanitaires a eu pour effet de faire déjà baisser de moitié les ressources alimentaires et la famine menace. Pour contrer le contrôle par les anciens dirigeants de ces camps, les dernières ONG présentes ont provoqué des élections de représentants, ce qui a permis de retrouver dans les camps un niveau de sécurité acceptable. Mais le dialogue avec les nouveaux dirigeants de Kigali semble toujours impossible et les rumeurs invérifiables continuent à alimenter la peur. Les trafics d'armes laissent craindre une contre-offensive revancharde dans les mois à venir. (source : Défis-Sud, juin 1995).

PILLAGE DU PATRIMOINE GENETIQUE

On avait tout pris aux pauvres du Sud... Tout, non car il leur restait encore quelque chose : leur patrimoine génétique. Constatant que certaines ethnies semblent mieux résister que d'autres à certaines maladies, les laboratoires de recherche américains n'hésitent plus à se rendre dans les pays du Sud pour faire des prises de sang aux personnes hospitalisées et ainsi prélever des molécules et des gènes. Bien sûr, cela n'est pas douloureux, ne coûte rien aux personnes ponctionnées... mais les découvertes éventuelles seront brevetées et les bénéfices qui suivront appartiendront uniquement aux firmes qui financent les recherches. Cela pose un problème éthique évident... mais que personne n'ose affronter aujourd'hui. (source : Courrier International, 8 juin 1995)





PETITES PHRASES

"Pour la première fois dans l'histoire, la communauté internationale, grâce à la volonté des cinq Etats dotés d'armes nucléaires, a décidé d'engager des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires universel et vérifiable. Il doit contribuer à la prévention de la prolifération des armes nucléaires ainsi qu'au désarmement. Cette volonté est partagée par l'ensemble de la communauté internationale. Les pays membres de l'Union Européenne sont résolus à soutenir la poursuite de cette négociation qui constitue la plus haute priorité pour la Conférence du Désarmement. Sa conclusion doit intervenir sans retard". Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, 18 avril 1995 lors de l'ouverture à New-York de la conférence sur le Traité de Non-Prolifération. Hypocrite ? ... (source : Stop-Essais, avril 1995)

L'ARME NUCLEAIRE ILLEGALE ?

L'Organisation Mondiale de la Santé a demandé à la Cour Internationale de Justice de se prononcer sur la légalité de l'arme nucléaire (voir Silence n°188). La procédure d'enquête étant maintenant terminée, la cour internationale de justice a annoncé l'ouverture des audiences pour le 30 octobre 1995. De nombreux Etats ayant demandé à s'exprimer, l'audience devrait durer des mois.

VIET-NAM : LES REGRETS DE MAC NAMARA

Dans un livre publié ce printemps aux Etats-Unis, Robert Mac Namara, ancien ministre de la défense américaine, entre 1963 et 1968, reconnaît que la guerre du Viet-Nam a été une erreur, que la menace du communisme a été soigneusement amplifiée et qu'en conséquence cette guerre a fait des milliers de victimes pour rien.

Cet aveu arrive un peu tard et on attendra maintenant un livre de regrets sur les autres morts provoquées par la suite de sa carrière : il a été ensuite dirigeant de la Banque Mondiale et l'un des principaux responsables de la politique d'endettement des pays du Sud.

ISRAEL : LIBERTE POUR VANUNU

Mordechai Vanunu a été enlevé à Rome le 30 septembre 1986 et ramené en Israël par les services secrets israéliens et condamné à la prison pour haute trahison : il avait révélé au monde la possession de l'arme nucléaire par Israël (voir notre numéro de février 1995).

Le 12 décembre dernier, le jour même où Arafat, Rabin et Pères recevaient le prix Nobel de la Paix à Oslo, une délégation conduite par Sir Ray Shaw, du conseil des Arts britannique et différentes personnalités arrivaient en Israël, se rendaient à la prison Ashkelon et demandaient à pouvoir rencontrer Vanunu pour lui remettre la médaille de la paix Sean Mc Bride attribuée chaque année par le Bureau International de la Paix qui siège à Genève. Les membres de la délégation rapidement cernés par la police ont eu leurs passeports confisqués.

Au même moment, des militants pacifistes ont organisé des sit-in devant les consulats israéliens des Etats-Unis à Philadelphie, Los Angeles, San-Francisco, Chicago, New-York et Washington. Enfin, à Oslo, une reproduction de la cellule de prison de Vanunu était placée à proximité du lieu de cérémonie.

Le lendemain, le président Weitzman a finalement accepté de recevoir la délégation internationale mais a refusé de prendre un quelconque engagement à propos de Vanunu. L'actrice Suzannah York, membre de la délégation, est intervenue pendant le journal télévisé, provoquant un vaste débat public.

Le président du comité constitutionnel de la Knesset, le député Meretz Dedi Zucker, a décidé de porter sur la place publique les conditions de détention de Vanunu. Il demande entre autres que lui soit accordé un droit de visite. Zucker a rendu visite à Vanunu, la première visite non-familiale depuis huit ans. On peut lui écrire : Mordechai Vanunu, prison Ashkelon, POB 17, Ashkelon... mais il n'a pas toujours la possibilité de répondre. Pour en savoir plus :

- Comité de soutien à Vanunu, POB 7323, Jérusalem 91072 Israël
- IPB, rue de Zurich, 41 CH-1201 Genève.

(source : The Other Israël, février-mars 1995)



EX-YOUGOSLAVIE : LES FEMMES EN NOIR DE BELGRADE

Avant que n'éclate le conflit yougoslave, il existait un service militaire de 12 mois pour les jeunes du pays.

A partir de 1991, la Serbie va mobiliser plus largement pour faire la guerre.

Dès juillet 1991, quelques femmes issues du mouvement féministe et du mouvement pacifiste se retrouvent dans les rues de Belgrade, la capitale de la Serbie, pour dénoncer silencieusement les méfaits de la guerre. Elles portent des pancartes demandant que s'ouvre le dialogue et que l'on refuse l'usage de la violence. Les pancartes critiquent non seulement la guerre mais aussi le régime

militariste qui génère la haine. Elles se retrouvent une fois par semaine, entre 10 et 50 selon les semaines. Elles ont parfois été victimes d'actions de l'extrême-droite, mais leur silence leur a toujours évité de trop grandes violences.

Généralement, la police laisse la manifestation se dérouler.

Les "femmes en noir" lancent aujourd'hui un appel pour que les actions menées par les opposants à la guerre soient plus valorisées dans les médias étrangers, pour que l'on sache que de petits groupes existent qui proposent dialogue et convivialité.

Contact : Zene U Crnom Protiv Rata (Women in black against war), Marka Kraljevic 12/IV, 1100 Belgrade, Serbie, fédération yougoslave.

Atomisez

Fabriquée en France - Testée « là-bas »

L'art de la simplification	II
63 % contre les essais	III
Riposte graduée	IV
Pourquoi et contre qui ?	V
Les Traités	VI
L'irréversibilité ambiguë	VII
Un peu d'histoire	VIII
Quelle guerre ?	X
L'art de la simulation	XI
La simulation alibi	XII
Aux armes citoyens	XIII
L'information confisquée	XIV
Les essais et la santé	XVI
Champignons radioactifs	XVII
Ping pong CEE-CEA	XVIII
Le nucléaire civilitaire	XX
Du rififi au CEA	XXI
Les acteurs du nucléaire	XXII
Du civil au militaire	XXII
Kilotonnes, mégatonnes	XXIV

Essais nucléaire, du 2 juillet 1966, du nom d'Aldébaran,
à Moruroa, essais aérien sur barge d'une puissance de 200 kt

L'art de la simplification

Observer

Chantal Malherbe

Des scientifiques australiens et néo-zélandais minimisent l'impact des essais nucléaires français sur l'environnement

AUCKLAND
de notre correspondante
Coup de théâtre à la réunion des ministres de l'Environnement du Pacifique sud, à Brisbane, en Australie : tandis que l'on s'attendait à entendre une condamnation en

ronnement, John Faulkner. Le lendemain, tandis que le rapport était présenté aux ministres de la région, deux des scientifiques impliqués dans cette recherche en rendaient compte aux médias. « L'impact sur la santé des gens dans le Pacifique ne

Wellington, avait révélé l'existence d'un rapport officiel selon lequel le taux de radioactivité sur l'atoll de Mururoa serait inférieur au taux en Nouvelle-Zélande, rapport destiné au premier ministre, Jim Bolger, et réalisé par le bureau d'étude gou-

Le contenu de ce rapport n'est pas en soi une révélation : récemment, un journaliste australien, invité à visiter le site de Mururoa, avait fait ses propres relevés de radioactivité sur l'atoll pour en arriver à la conclusion que celle-ci était in-

cument -, et risquée, car un échec aurait pour effet de « légitimer » les essais français. Le souvenir des représailles commerciales de la France, notamment l'embargo sur la viande d'agneau, après l'affaire du Rainbow Warrior, explique aussi

Mise au point des professeurs Helen Garnett et Peter Davies, membres de la Commission consultative scientifique du Forum des ministres de l'Environnement des pays du Pacifique Sud, suite aux commentaires des médias concernant le « fameux » rapport présenté le 16 août à Brisbane en Nouvelle-Zélande.

« Nous sommes préoccupés par le fait que certains journalistes ayant assisté au briefing des médias scientifiques, cet après-midi, aient pu mal comprendre une partie du Rapport présenté au Forum des ministres de l'Environnement des pays du Pacifique Sud qui se tient actuellement à Brisbane.

Une confusion entre les répercussions sur la santé et les répercussions sur l'environnement semble être à l'origine de cette interprétation.

Au sujet des répercussions sur la santé, le Rapport dit :

« Les conséquences de la fuite d'éléments radioactifs provenant d'essais souterrains sur la santé de la population de Mururoa, des îles environnantes habitées et de la population de Polynésie française, sont incertaines. Cependant les conséquences seront probablement peu importantes et limitées aux écosystèmes de Mururoa et des îles avoisinantes. »

Toutefois, le Rapport révèle clairement qu'à ce jour le programme d'essais a eu des conséquences défavorables sur l'environnement, les plus notables étant des dégâts physiques sur la structure des atolls, dont des fissures, des affaissements et des glissements de terrain sous-marins au large de l'atoll. En outre, il y aurait des fractures localisées de la roche autour de chaque site d'essai.

La communauté scientifique ne dispose pas de données suffisantes pour pouvoir quantifier le degré des dégradations ou pour prévoir l'aggravation des dégâts que les essais prévus pourraient provoquer.

Mais nous manifestons notre inquiétude au sujet de l'environnement en soulignant dans le Rapport le problème du stockage.

Par suite des essais nucléaires souterrains, Mururoa et Fangataufa sont des dépôts de matières radioactives. Pourtant, les atolls ne répondent à aucune des caractéristiques techniques ou géologiques d'un dépôt de déchets nucléaires. La forme des déchets n'est pas

contrôlable, la cavité remplie d'eau est couronnée d'une cheminée poreuse et aussi bien la cheminée que la cavité sont entourées d'une roche hétérogène et faillée, saturée d'eau.

D'autre part, on sait que les essais atmosphériques, les tests de sécurité et les accidents liés au programme d'essais ont contaminé une partie du lagon à l'intérieur de l'atoll.

Des fuites radioactives sont fortement probables à long terme. Le Rapport prévoit que les effets de toute fuite radioactive seront vraisemblablement limités à l'écosystème de Mururoa et des atolls voisins. Cependant, les données disponibles ne permettent pas de prévoir avec précision la durée, le taux de fuite et la composition exacte en radioéléments du résidu ni son impact réel sur l'environnement. *

Curieusement ce communiqué de presse, immédiatement et largement diffusé, n'a pas été repris. Pourtant la veille certains journaux français consacraient leur une à ce fameux rapport. Sans oublier les chaînes de télévision françaises

qui ne manquèrent pas, en prime time, de souligner que ce rapport, on ne pouvait plus rassurant, émanait de scientifiques australiens indépendants. Tout en précisant qu'il rejoignait par là même les missions indépendantes déjà effectuées. Ce qui est au demeurant fort logique puisque **ce rapport s'appuie uniquement sur les rapports déjà effectués et non pas sur une étude de terrain, par ailleurs réclamée par ces scientifiques.**

Et les opposants à la reprise des essais nucléaires français de se demander de qui dépendaient ces scientifiques !

D'autant plus que simultanément la diplomatie australienne se félicitait de la décision de Jacques Chirac de renoncer définitivement aux essais nucléaires... après cette série de huit essais. Ces diplomates ne devaient pas avoir écouté la déclaration du 13 juin 1995 !

Prouvant par là même que les intérêts australiens et français finiront par se rejoindre et qu'il faudra enterrer la hache de guerre...

Ainsi, la présentation largement médiatisée de ce rapport, et ses conclusions telles qu'elles ont été interprétées, permettent déjà au Gouvernement australien d'essayer de désamorcer la bombe dans l'attente que l'opinion publique australienne rallie ce jeu diplomatique. Cela, seul l'avenir nous le dira.

* (Traduction : Thierry Perrin et Barbara Pagel).

TERRORISME D'ÉTAT



Greenpeace/Millex

Début juillet 1995, le général Lesquer a été élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur. Une information somme toute banale, sauf que ce général, alors colonel, était l'un des responsables de la mission française dirigée contre le Rainbow Warrior et qui coûta la vie à Fernando Pereira. Une distinction supplémentaire attribuée à l'un des protagonistes de cette affaire, puisque les agents « secrets » Mafart et Prieur furent aussi promus : Mafart, en tant que colonel se vit attribuer l'Ordre national du Mérite et le capitaine Prieur fut élevée au rang de commandant.

L'ambassade de France à Wellington (Nouvelle-Zélande) a déclaré, concernant la décoration du général Lesquer, au cours d'un point presse qu'il s'agissait d'une « promotion de routine » et que « le Rainbow Warrior s'inscrivait dans leur carrière au même titre que leurs précédentes et futures actions ».

Est-il besoin de rappeler que Dominique Prieur et Alain Mafart, reconnus coupables de cet attentat meurtrier, ont été, après une condamnation à 10 ans de prison par la justice néo-zélandaise, transférés à Hao (Polynésie française) pour purger normalement une peine de détention de 3 ans.

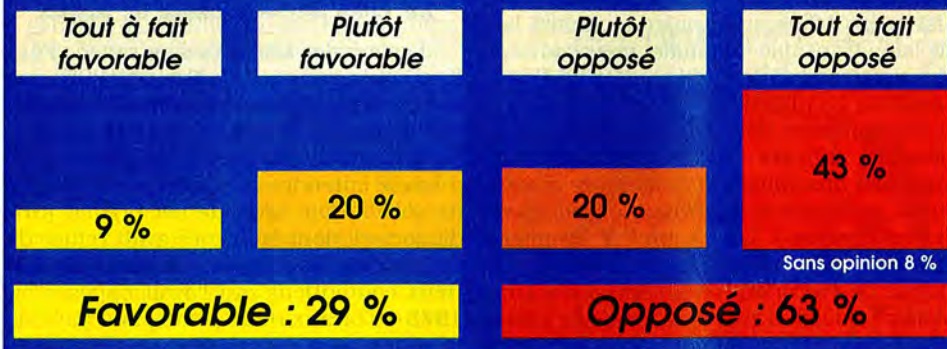
Transfert par avion particulièrement bien arrosé, au champagne comme il se doit, et arrivée à l'aéroport de Wallis, le 22 juillet 1986, on ne peut plus protocolaire et chaleureuse, puisqu'on notait la présence de : Gaston Flosse (représentant le Premier ministre Jacques Chirac), le préfet Clauzel ainsi que le directeur de cabinet du ministre de la Défense. De cette détention on retiendra, un séjour véritablement estival qui se termina le 11 décembre 1987 pour un certain Serge Quillien, alias Alain Mafart, et en mai 1988 pour Dominique Prieur, alors enceinte.

63 % contre les essais

GREENPEACE

Sondage exclusif BVA - Greenpeace - Observez

Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique décidée par Jacques Chirac ?

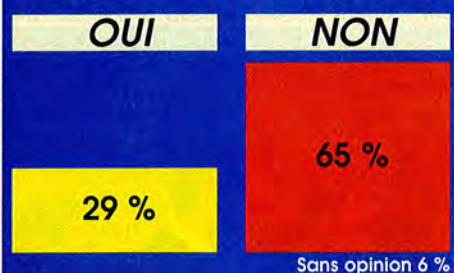


64 % des Français réclament un référendum

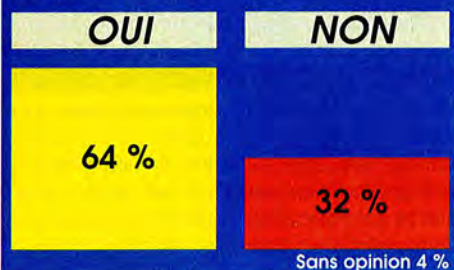
Ils sont donc largement majoritaires à réclamer un référendum sur la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique.

80 % de sympathisants socialistes, mais surtout 48 % de RPR et 47 % d'UDF, autant dire que les troupes ne suivent pas totalement leur président et ce, quatre mois seulement après son élection.

Estimez-vous que le président de la République pouvait décider seul, sans débat parlementaire ni référendum, de la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique ?



Souhaitez-vous l'organisation d'un référendum sur la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique ?



78 % disent non

à la course aux armements nucléaires

Contrairement à ce qu'écrivait *Libération* le 20 août dernier, en tenant compte du dernier sondage du service de presse des Armées, les Français ne sont pas pour la bombe, enfin pas n'importe laquelle.

Si l'enquête du *Sirpa* révélait que 67 % des Français considèrent la possession de l'arme nucléaire comme un point fort, il faut désormais opposer à ce chiffre celui de **78 % de la population qui refuse le développement de nouvelles armes nucléaires**. Prouvant par là que, même s'ils acceptent la situation présente en matière de défense, politique du fait accompli, **ils sont tout à fait hostiles à la poursuite de cette course à l'armement nucléaire**.

Ce chiffre de 78 % est d'autant significatif, **que même les sympathisants UDF ou RPR sont contre ce développement d'armes nouvelles nucléaires à 65 % pour l'UDF et 68 % pour le RPR**, pourcentage on ne peut plus révélateur du malaise provoqué depuis la déclaration de Jacques Chirac le 13 juin 95. À noter que chez les sympathisants socialistes, ils sont 90 % à répondre non à cette question.

Et même si l'enquête *Sirpa* atténuait son propos en déclarant que 33 % seulement (contre 35 % en 1994) considéraient que « l'outil devrait être constamment modernisé », soit selon leur chiffre 67 % contre cette modernisation, il apparaît, selon notre sondage, que ce pourcentage aurait évolué en deux mois. Bien entendu il ne s'agit pas de la même question et il serait intéressant d'analyser le pourquoi de cette différence. À croire que la décision de Jacques Chirac n'a fait qu'amplifier un sentiment latent des Français.

Fort d'un modeste 39 % d'opinion favorable, notre président ne doit-il pas aujourd'hui reconsidérer sa décision « irrévocable » ? Et tenir compte au plus vite du souhait des Français.

63 % des Français contre la reprise des essais nucléaires

Il est clair, au vu des chiffres de cette enquête, que **63 % des Français ne souhaitent toujours pas** - à noter qu'ils n'étaient que 56 % selon le sondage CSA/Le Parisien/Aujourd'hui début août - **la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, ce à une écrasante majorité**.

Il est d'ailleurs important de remarquer que si 22 % des électeurs RPR sont "tout à fait favorables", 40 % ne sont que "plutôt favorables", même analyse pour l'UDF avec respectivement 15 et 37 %. Alors que dans le même temps, les électeurs de gauche sont "tout à fait opposés" à 64 % pour le PS et 78 % pour le PC, 23 % et 15 % y étant "plutôt opposés". Autant dire qu'au sein de la majorité, le débat est loin d'être clos, alors qu'à gauche les positions sont fermes et déjà tranchées.

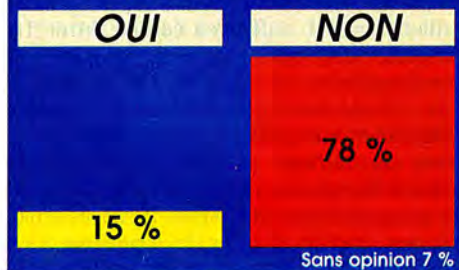
Pour 65 % des Français, Jacques Chirac ne pouvait décider seul

En effet, 65 % des sondés estiment qu'il n'avait pas à décider seul de la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique. Parmi ses sympathisants, ils sont 46 % à se déclarer opposés à ce pouvoir de décision.

Ainsi, même si la Constitution de 1958, donne au président de la République le pouvoir de décider seul au nom des intérêts suprêmes de la Nation sur ce sujet - quoiqu'un recours en Conseil d'État ait été introduit par Greenpeace pour excès de pouvoir - **il n'en est pas moins vrai qu'une large majorité de Français estime qu'une telle décision ne doit pas être prise sans débat parlementaire ou public par voie référendaire**.

Enquête BVA, réalisée par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de la population française, 958 personnes interrogées, âgées de 18 ans et plus, les 25 et 26 août 1995. Échantillonnage par la méthode des quotas.

Compte tenu de l'évolution du contexte politique international et notamment de la fin des régimes communistes de l'Est, considérez-vous qu'il est aujourd'hui nécessaire de développer de nouvelles armes nucléaires ?



Riposte graduée

SILENCE

René Hamm

Jamais depuis 1945 une annonce formulée par un chef d'État occidental n'avait suscité un tollé de cette ampleur à l'étranger. Nonobstant les protestations officielles, de pianissimo à fortissimo, des mesures de rétorsion économique ainsi que de multiples initiatives extra-gouvernementales, le président de la République, drapé, à l'instar de ses prédécesseurs, dans la certitude de servir « les intérêts supérieurs de la Nation », se mure dans une inflexibilité de mauvais aloi.

Jacques Le Blanc fut sans doute l'un des premiers à subir directement le contrecoup de la déclaration chiraquienne : le ministre néo-zélandais des Affaires étrangères, mit, le 14 juin, à la porte de son bureau l'ambassadeur de France à Wellington venu lui présenter « ses piètres excuses » et appela son homologue français pour l'informer que son pays se sentait « nettement insulté » de n'avoir pas été prévenu des intentions élyséennes. Dans la foulée, le Premier ministre, indiqua qu'il romprait avec la France les relations dans le domaine militaire, une attitude qu'adopta également l'Australie.

À Tokyo, le ministre des Affaires étrangères, insista dans une conversation téléphonique avec Hervé de Charette sur « la trahison de la confiance » qu'avaient placée « dans la France les nations non-nucléaires ».

Atterrement

Le *Daily Telegraph Mirror* de Sydney avait, le 15 juin, étiqueté Jacques Chirac de « Monsieur le Bomb », en le caricaturant appuyé sur une ogive, coiffée d'un bonnet phrygien. Le même jour, la plupart des délégués des 36 pays siégeant avec la France à la conférence permanente sur le désarmement à Genève ne dissimulèrent pas leurs préoccupations, voire leur courroux.

La veille, le Parlement européen se déclara « outré » et pria « la France de revenir sur sa décision » : 126 députés votèrent en faveur du texte, 76 contre.

Le 11 juillet, dans la même enceinte « Chirac, la marionnette du lobby nucléaire, fut conspué comme un petit écolier », selon les termes d'une journaliste allemande. La présidente du groupe socialiste, fustigea la reprise des tirs en Polynésie en parlant de « crime à l'égard de la dignité humaine ».

Dans une résolution adoptée le 12 juillet par 331 suffrages contre 74 et 18 abstentions, les députés européens condamnèrent la volonté du Président qui « compromet l'efficacité du futur traité d'interdiction totale et constitue une menace immédiate pour l'environnement dans le Pacifique... ». La Nouvelle-Zélande se range également à cette thèse et émet le vœu que la France, le Royaume Uni ainsi que les États-Unis signent immé-

diatement, en gage de bonne foi, le protocole du traité de Rarotonga (îles Cook) où, le 5 août 1985, le Forum du Pacifique Sud adopta un projet de zone dénucléarisée pour la région. Gareth Evans, ministre des Affaires étrangères, qualifia la décision française de « d'inutile, provocatrice, dangereuse, indéfendable » (*Daily Telegraph* du 15 juillet).

Le ministre des Affaires étrangères canadien affirma que les tests prévus nuisent « absolument à l'intérêt de la sécurité mondiale et pourraient encourager la prolifération ». Le 19 juin, le Premier ministre nippon demanda à Jacques Chirac de « reconsidérer sa décision ». Un mois plus tard, il réitéra le terme de « trahison » et indiqua que le Japon incitera les Nations unies à arrêter contre la France une résolution à laquelle l'Australie œuvre également.

Improbable tant la « langue de coton » semble la vulgate usuelle sur le parquet de la diplomatie mondiale. Lors d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères le 17 juillet à Bruxelles, Lena Hjelm Walen, ministre suédoise, estima que « la décision française contrevient à la stabilité et à la crédibilité de l'Union européenne en tant qu'acteur politique ». La susnommée ainsi que ses collègues autrichiens, danois, finlandais, irlandais, luxembourgeois et néerlandais exprimèrent leur « atterrement ».

Le 10 juillet, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères précisa que si elle « ne réjouit pas le gouvernement allemand », il s'agit d'une « mesure nationale qui n'implique ni l'Union de l'Europe occidentale, ni l'OTAN ». Une antienne reprise aussi bien par son supérieur, Klaus Kinkel,

que par Helmut Kohl, qui ne souhaite pas plus fâcher Jacques Chirac que son « ami François ».

La Cour internationale de justice

Le premier ministre australien, Paul Keating, a annoncé, le 6 août 1995, que son pays tenterait de profiter de la Cour internationale de Justice à La Haye comme d'une tribune. Le 8 août, Jim Bolger a laissé entendre que la Nouvelle-Zélande solliciterait l'avis de cet organe juridictionnel, dont la France avait refusé de reconnaître la compétence depuis le sérieux contentieux qui l'avait opposée en 1973-1974 aux deux principaux pays de l'Océanie, à propos des essais atmosphériques. Et même si entre-temps l'Australie à quelque peu modifié son comportement, de son côté la Nouvelle-Zélande a bien soumis le 21 août ce grief auprès de la Cour de La Haye.

Oscar Temaru, leader du Parti indépendantiste Tavini Huiaatira, plaide non seulement en faveur du boycott, mais désire également précipiter la fin de la domination française sur la Polynésie.

Au delà de la reprise effective des expérimentations « grandeur nature », les questions d'ordre géostratégiques méritent, aujourd'hui comme hier, au minimum une vigilance intellectuelle. Car comme l'écrit Éric Chauvistré, chercheur au Département des relations internationales à l'université de Canberra « La préséance des intérêts militaires est sauvegardée à Genève. Un projet de réarmement qualitatif est considéré comme une étape vers le désarmement. George Orwell se réjouirait ».



Selon Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, le président a trouvé « le prétexte pour relancer la course aux armements ». Mais comment désigner les orientations en matière de défense de l'ère mitterrandienne, que le maire de Lille inaugura le 21 mai 1981 en qualité de Premier ministre ? Et d'oublier que pendant près de dix années les ministres et parlementaires socialistes se sont succédés à Moruroa pour assister aux essais, comme en témoigne cette visite, en Concorde, de 1985.

Pourquoi et contre qui ?

Politis

Roger Tréfeu, rédacteur en chef adjoint

« **F**orce de dissuasion : force de frappe nucléaire d'un pays, dont l'existence elle-même doit dissuader un ennemi potentiel d'engager les hostilités ». C'est sur cette définition que le général de Gaulle a construit la force de frappe française, qualifiée de « dissuasion du faible au fort » et devant déboucher sur « une destruction totale mutuellement assurée » en cas d'attaque. Cette frappe aurait été tellement puissante que son emploi en était finalement... interdit sous peine de représailles et donc d'autodestruction. C'est cette logique qui, élargie au niveau des superpuissances, a permis « l'équilibre de la terreur ». Un équilibre qui s'est effectivement maintenu pendant des décennies, même s'il n'a pas empêché la multiplication des conflits régionaux...

Officiellement, c'est toujours sur cette même logique que s'appuie la stratégie dissuasive de la France et c'est pour en assurer la fiabilité qu'il convient de reprendre les essais nucléaires.

Mais ce qui était valable en 1960, au moment du premier essai français, l'est-il toujours en 1995 ? Trente-cinq ans d'écart, c'est une éternité. La guerre froide est terminée, le mur de Berlin s'est effondré et le bloc soviétique a disparu. Alors, quel serait aujourd'hui le « fort » que la « faible » France devrait dissuader ?

De nouveaux ennemis ?

En peine de catastrophisme, les « experts » répondent que la Russie, la Chine, ou d'autres, peuvent, demain, devenir ou redevenir menaçants et qu'il pourrait être utile de leur agiter une grosse bombe sous le nez pour leur ôter toute envie de nous embêter. Soit ! Mais la France ne dispose-t-elle pas, déjà, d'une telle puissance de destruction qu'il est inutile de l'accroître encore ? C'est vrai, admettent les « experts », mais il convient, ajoutent-ils, d'en éviter le vieillissement au-delà de 2005-2010.

Mais alors pourquoi ne procéder qu'à sept ou huit essais et pourquoi s'engager, comme vient de le promettre le président Chirac, « à signer le traité d'interdiction complète des essais nucléaires à l'automne 1996 » ? Mais aura-t-on retardé le « vieillissement » ? Pas très cohérent, tout ça ! Or ce ne sont là que quelques-unes des incohérences dont fourmille ce dossier où on dit tout et son contraire, avec toujours la même imperturbable assurance.

En fait, les choses s'éclairent quelque peu si l'on estime que la France n'est plus dans la stratégie classique, gaulienne, de la dissuasion. Les plus hautes autorités politiques et militaires le nient ; mais peuvent-elles faire autrement sans risquer de choquer, de mobiliser une opi-

MURUROA : FERMETURE EN 96

♪ C'EST LA DERNIÈRE SÉANCE, C'EST LA DERNIÈRE SÉQUENCE... ♪



nion publique déjà bien remuante ? En revanche, le *Livre blanc sur la défense* l'admet plus ou moins clairement : « Aux frappes massives anti-cités des missiles lourds d'hier, devront s'ajouter des armes nucléaires d'un nouveau type, plus précises, plus souples d'emploi et capables de frapper des cibles militaires avec le minimum d'effets collatéraux ».

Des armes utilisables

C'est là un changement fondamental : il ne s'agirait plus d'armes lourdes, destinées à ne pas être utilisées parce que la menace de leur emploi suffit à dissuader tout ennemi potentiel ; il s'agirait d'armes de champ de bataille, « décapitantes », destinées à être utilisées de manière sélective et ponctuelle contre des cibles très localisées.

Bien que le mot de « dissuasion » ne soit plus très adapté à cet usage, on pourrait parler de « dissuasion du fort au faible dangereux ». Et qui serait ce faible dangereux ? Le *Livre blanc* n'hésite pas à le montrer du doigt : « **Le sud, démographiquement proliférant, est nécessairement guerrier. Décidément bien instructif, ce petit Livre blanc. Mais explosif...** »

On entre là dans une toute autre logique dont les conséquences, pour incalculables qu'elles puissent encore être, seront redoutables. La miniaturisation de ces armes nouvelles en rendra la prolifération et donc la dissémination presque inévitable ; beaucoup d'États « faibles » voudront se les procurer, soit en les fabriquant, soit plus vraisemblablement en les achetant - voir ce qui se passe déjà

dans les pays de l'ex-Union soviétique avec le commerce de matières radioactives.

Et que dire des groupes terroristes ? Au mois de juin, les autorités slovaques ont découvert, dans une cache, plus de trente kilos d'uranium 235. La secte japonaise Aum, très bien implantée en Russie, serait en possession d'ogives nucléaires. Il faut, bien sûr, énormément d'argent et des connaissances scientifiques très poussées pour pouvoir acheter puis utiliser des bombes atomiques ; mais il en faudrait déjà un peu moins s'il ne s'agissait plus que de bombinettes. Ce scénario est sans doute improbable, espérons-le tout du moins, mais il n'est pas impossible ; pour revenir à la secte Aum, on sait qu'elle a beaucoup d'argent, qu'elle s'est acquise les services de scientifiques de haut niveau et que l'apocalypse ne lui fait pas peur, au contraire...

Restent les raisons « politiques » de reprendre les essais. Il s'agissait, dit Charles Millon, de prouver que la France « reste une grande puissance ». Faire du de Gaulle en quelque sorte. Mais, en trente-cinq ans, le monde a changé, les moyens de communication et la sensibilité de l'opinion publique aussi. En 1960, la plupart des grandes îles du Pacifique comme Fidji, Samoa ou Vanuatu n'avaient pas encore acquis leur indépendance ; aujourd'hui, les seules colonies importantes qui subsistent dans la région sont françaises : la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie.

En reprenant ses essais nucléaires à Mururoa, la France se comporte donc en puissance coloniale... Et on voudrait, sans même parler des problèmes écologiques, que les États du Pacifique ne se sentent pas humiliés ? Même remarque, mais pour des raisons différentes, en ce qui concerne la grogne allemande.

Et si Jacques Chirac, énervé de la suprématie économique allemande, avait voulu montrer que la France est « une grande puissance » militaire, justifiant ainsi son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU ? Et s'il avait voulu, tout bêtement, faire la nique à Helmut Kohl ? Ce serait dérisoire mais il n'est pourtant pas impossible que ce soit le cas. C'est du moins ce qu'on pense outre-Rhin...

Ce qui est certain, c'est que la décision de reprendre les essais nucléaires est militairement contestable, inquiétante même, et politiquement très coûteuse. Jacques Chirac aurait dû s'en rendre compte plus tôt...

Les Traités

TEMOIGNAGE
CHRETIEN

Régis Grateau

La prolongation pour une durée indéterminée du Traité de non prolifération, en mai dernier, a été présentée comme une grande victoire pour les 175 adhérents. En fait, à cause des contradictions et des failles du traité, il y a bien multiplication des armes nucléaires.



Préparation d'un conteneur de tir à Moruroa.

« **C**haque des parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. » Ainsi, en 1967, s'engageaient les États-Unis, suivis par la Grande-Bretagne et l'URSS, en rédigeant le Traité de non prolifération nucléaire (TNP).

Le TNP faisait suite à une série d'accords concernant essentiellement, à l'époque, les puissances nucléaires. Il y avait eu en 1957 la création de l'AIEA, puis en 1963 le traité d'interdiction partielle des essais, les supprimant dans l'atmosphère, dans l'espace et sous la mer. Le TNP est entré en application en 1970.

Article 4 : je nucléaire

Les États nucléaires (art. 1) s'engagent à ne pas transférer, fabriquer ou inciter à fabriquer des « armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs ».

Les états non nucléaires (art. 2) acceptent de ne pas les rechercher.

Les signataires sans armes nucléaires acceptent, dans le troisième article, les contrôles de l'AIEA sur les installations civiles et les matières fissiles produites afin d'empêcher un détournement des fonctions civiles du nucléaire. Aucune vente ou exportation ne peut avoir lieu si elle ne répond pas à ce critère.

L'accès à « l'énergie nucléaire à des fins pacifiques » doit être libre pour tous les adhérents. Les échanges d'informations sont vivement recommandés (art. 4 et 5). Le droit de se retirer est admis, par l'article 10, en cas « d'événements extraordinaires » concernant les « intérêts suprêmes » d'un pays.

Sans avoir été un échec total, le Traité de non prolifération n'a pas non plus été une franche réussite. Au moment de son entrée en application, les experts es-

timaient qu'à la fin des années quatre-vingts, une vingtaine d'États seraient devenus des puissances nucléaires.

En fait, en plus des cinq pays, les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, déjà nucléarisés au moment de la ratification du TNP, on estime que seuls six États sont ou ont été proches de ce statut. Israël, l'Inde et le Pakistan, seraient en possession de l'arme atomique. Aucun de ces pays n'est signataire du TNP. L'Inde a même procédé à un essai en 1974. Elle a toujours soutenu que c'était uniquement pour des recherches civiles.

On peut ajouter à cette liste : la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran. D'autres États ont aussi à un moment cherché à devenir des puissances nucléaires, pour finir par y renoncer. L'Afrique du Sud a adhéré au TNP en 1991, suivi la même année par le Brésil et l'Argentine. En outre, ces deux pays ont signé le traité de Tlatelolco, qui prévoit la dénucléarisation de l'Amérique latine.

Si le TNP n'a pas eu le succès escompté par ses promoteurs, c'est en grande partie à cause de ses propres limites.

La première critique qui a été adressée au Traité est d'être discriminatoire. Il institue, en effet, une nette distinction entre les « États dotés d'armes nucléaires » et les « États non dotés d'armes nucléaires. » Appartiennent à la première catégorie ceux qui ont procédé à des explosions nucléaires avant le 1^{er} juillet 1967, date de la mise au point du texte du TNP. Ils gardent leurs arsenaux, et rien ne leur interdit de les moderniser. Même si l'article 6 prévoit la fin de la course aux armement et la rédaction d'un traité de désarmement général, il ne

fixe aucune date limite. Il se réfère uniquement à « la bonne foi » des contractants, qui en ont profité pour continuer à s'armer.

Article 4 : nous nucléarisons

De plus à aucun moment le Traité ne prend la peine de définir ce qu'est une arme nucléaire. Alors qu'il existe plusieurs filières de production communes et qu'il n'y a souvent qu'un pas entre les matières utilisées pour des activités militaires et civiles. **Ainsi tant sur l'accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques qui doit être libre, qu'au principe du transfert d'informations qui est vivement recommandé, il est clair que ces dispositions ont pu favoriser la prolifération de produits et des connaissances nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires.**

Enfin, on a souvent posé le problème du contrôle des installations et de leur efficacité.

AIEA : vous nucléarisez

Tous les signataires s'engagent à laisser l'AIEA inspecter leurs installations et contrôler la quantité et l'usage des matériaux nucléaires produits. Mais l'agence ne peut se rendre que chez les adhérents au TNP. Elle n'a pas le pouvoir d'effectuer des vérifications chez les non-adhérents. Ce qui explique que l'Inde, le Pakistan et Israël refusent toujours de le signer. Ils peuvent en toute liberté développer leur programme atomique, réserve faite de la discrétion nécessaire à ce genre d'opération. C'est exactement pour les mêmes raisons que la France n'a rejoint le TNP qu'en août 1992, l'annonce

Dès le 5 janvier 1956, avec la divergence du réacteur de Marcoule, nucléai



ayant été faite un peu plus d'un an auparavant.

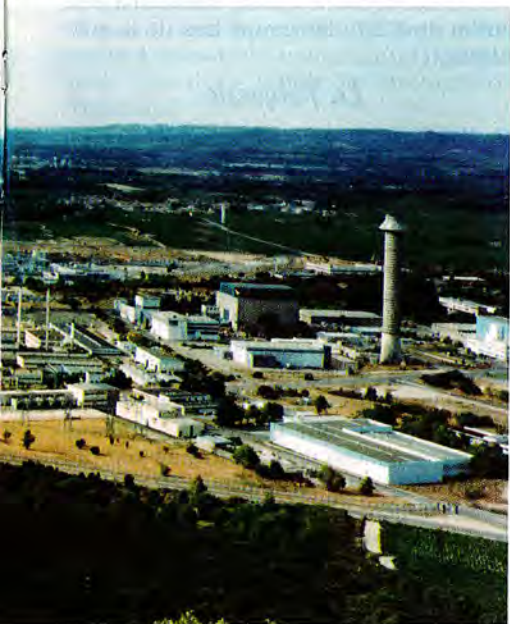
Mais le plus grand choc pour les membres du TNP a été, à la fin de la guerre du Golfe, la découverte des travaux irakiens. L'Irak, qui a signé le Traité en 1969 et est entré à l'AIEA en 1972, était près d'obtenir la bombe. Même s'il avait employé des techniques parfois anciennes, il n'en reste pas moins qu'il a pu enrichir de l'uranium, fabriquer des amorces, des missiles balistiques... Il semble qu'il ne lui manquait plus que deux à trois ans pour détenir une bombe opérationnelle.

Les carences de l'Agence sont alors apparues en plein jour.

Elle ne peut procéder aux inspections que chez les pays membres. Mais elle ne peut pas en contrôler les installations non déclarées, quand elle en apprend l'existence de manière indirecte. Elle ne peut pas non plus effectuer des inspections imprévues de manière à déjouer d'éventuelles mises en scènes. L'AIEA n'a pas de pouvoir de contrainte. En cas de violation du TNP, elle ne peut qu'alerter les Nations Unies qui, elles, décideront des sanctions. Procédure lente et affectée par les intérêts politiques des uns et des autres. Enfin elle manque de personnels et de moyens. Son budget annuel tourne autour de 200 millions de dollars.

Quant aux réunions de bilan, elles n'ont guère eu d'effets, à part celle du mois de mai dernier, coïncidant avec la réunion de renouvellement du TNP, prévue au bout de vingt-cinq ans. Les États non alignés avaient déjà, par le passé, demandé l'élaboration d'un Traité d'interdiction totale des essais (TICE), ou *Comprehensive Test Ban Treaty* (CTBT), comme signe de la bonne volonté réelle des cinq grands de désarmer. Lors de cette réunion, une motion a été adoptée à l'initiative de l'Afrique du Sud. Elle rappelle, entre autres, l'universalité du Traité, l'importance du désarmement nucléaire et demande que l'accord sur l'interdiction totale des essais intervienne au plus tard en 1996. Difficile pour le moment de dire ce qu'il en adviendra.

civil et militaire liaient leur destin.



L'irréversibilité ambiguë

Observez

Régis Sauvanet

Gérard Errera, ambassadeur chargé des négociations françaises à Genève dans le cadre du CTBT, n'affirme-t-il pas, le 29 juin 1995, que la France n'hésiterait pas à se retirer de ce Traité, même après l'avoir signé, si elle jugeait nécessaire de reprendre ses essais pour le maintien de la sécurité et de la fiabilité de son arsenal nucléaire ?

Signalons que « sécurité » et « fiabilité » des armes nucléaires sont des termes utilisés pour déterminer si les têtes nucléaires conservent leur capacité explosive initiale, et qu'il ne s'agit en aucun cas d'une opération visant à prévenir tout risque d'accident comme les mots utilisés pourraient le laisser penser.

Et Gérard Errera de déclarer le 10 août 1995 que la France demandait officiellement à ce que le traité d'interdiction totale, en cours de négociation, n'offre pas la possibilité de pouvoir recourir à des essais de faible puissance.

Jacques Chirac n'avait-il pourtant pas affirmé, le 13 juin 1995, que la France procéderait à ses huit derniers essais avant de ratifier en 1996, sans réserve, ce traité d'interdiction totale ?

Et de confirmer le 14 juillet que la France ne proposerait pas à ses partenaires : « Un seuil bas ou inférieur en deçà duquel les explosions pourraient se faire ».

Alors pourquoi une telle gesticulation médiatique au lendemain du 10 août, particulièrement bien relayée par certains de nos confrères, deux mois après

la première déclaration du chef de l'État ? Y avait-il volonté de démobiliser les opposants à la reprise des essais nucléaires ? **Ou n'y a-t-il pas eu volte-face de Jacques Chirac devant la mobilisation internationale contre la reprise des essais nucléaires ?** Car si rien ne justifiait une quelconque précision à son irrévocable déclaration du 13 juin 1995. À moins qu'habilement le chef de l'État n'ait pris soin de jouer sur les mots en considérant que les essais subkilotonniques ne puissent être considérés comme des essais nucléaires pour la simple raison qu'ils restent, faute d'un réseau mondial et régional maillé de détection sismique, indécélables à ce jour !

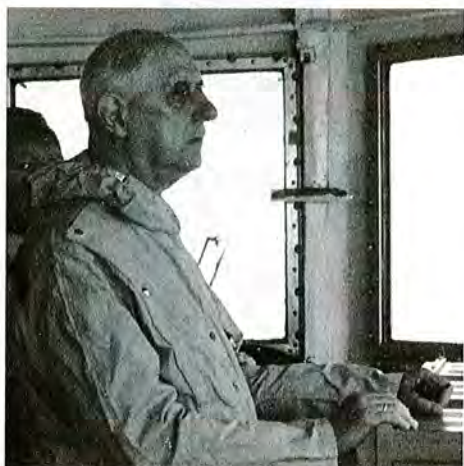
Ce qui expliquerait que Jacques Boucharde ait déclaré en juillet dernier devant la Commission défense de l'Assemblée nationale : « Pour des essais à très faible énergie, d'autres possibilités pourraient être envisagées au plan technique, y compris en métropole ».

Quant à la déclaration américaine, elle est de son côté fort claire, puisque si le président américain déclare souhaiter qu'aucune clause concernant des essais de faible puissance ne soit prévue dans le CTBT, dans le même temps il n'hésite pourtant pas à réaffirmer qu'en tout état de cause les États-Unis se réservaient la faculté de se retirer d'un tel traité pour des raisons de sécurité et d'intérêt suprême de la nation, rejoignant en tous points la déclaration française.

Un peu d'histoire

Observez

Philippe Marie



De la tentation à la tentative

En octobre 1945, le général de Gaulle, alors président du Gouvernement provisoire, décide la création d'un organisme de statut civil consacré aux applications de la fission nucléaire : le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Cet organisme, placé sous l'autorité directe du président du Conseil, obtient une autonomie administrative et financière hors du commun dans la réglementation française et sa priorité, quoique non officielle, sera la mise en œuvre, en collaboration avec l'armée, de la première bombe atomique « *made in France* ».

L'adhésion au très privilégié « club atomique » en dépend. Adhésion qui s'annonce difficile puisqu'il existe un accord tacite au sein de ce club qui affiche complet : « trois membres et pas un de plus ! ». L'un d'eux, les États-Unis, vient, il y a tout juste deux mois, les 6 et 9 août

1945, de lancer sur Hiroshima et Nagasaki, au Japon, les deux seules bombes atomiques ayant été utilisées dans un contexte de guerre. Des centaines de milliers de personnes, civiles et militaires, meurent dans les secondes, les heures, les semaines, les années qui suivent le drame. Chiffre officiel japonais : 192 020 morts.

Le Japon impuissant capitule le lendemain de l'explosion de Nagasaki. Désormais, la guerre entre Nations sera « froide » et la stratégie de dissuasion, basée sur l'intimidation nucléaire. Très vite, tous les pays, la France en tête, n'auront qu'un seul objectif prioritaire : se procurer « La » bombe.

L'Algérie

Dans cette course à l'armement, la France franchit la ligne d'arrivée le 13 février 1960 à 7 h 04, lorsque *Gerboise bleue* explose en plein ciel dans le Sahara, à Hammoudia, près de Reggane, où opère le Centre saharien d'expérimentation militaire (CSEM). Le Sahara avait été choisi en 1957, lorsque le choix des îles Kerguelen avait été définitivement écarté en raison des difficultés d'accès. Il s'agit bien du tout premier essai nucléaire français, qui s'effectue dans l'atmosphère au moment même où les autres possesseurs de la bombe « A » sont engagés depuis plusieurs mois dans la voie d'un moratoire interdisant les essais aériens.

L'Algérie va bientôt retrouver son indépendance et, situation politique oblige, la France, après quatre autres tirs aériens, décide de remettre à plus tard et ailleurs ses expériences atmosphériques.

« Les vieux chinois avaient raison, on ne peut pas faire n'importe quoi. »

Albert Einstein.

Hiroshima, 6 août 1945, 8 h 15.



A.A./Hiroshima Peace Culture Foundation

Elle entame cependant à partir de 1961 une série de treize essais nucléaires souterrains qui s'achève en 1966. Cette série a lieu plus au sud, à 150 km de Tamanrasset, à In Ecker, où opère maintenant le Centre d'expérimentations militaires des oasis (CEMO). Suivant les « Accords d'Evian », l'Algérie redevient propriétaire de tous ces sites après « décontamination » en 1967.

Entre-temps, la France installe discrètement, en 1963, son Centre d'Expérimentations, on n'ose toujours pas dire « nucléaire », du Pacifique (CEP) sur deux atolls des îles Tuamotu : Fangataufa et Moruroa (rebaptisé à l'occasion par les militaires « Mururoa »). Ces deux atolls, qui se trouvent à 17 000 km de Paris ne présentent que des « avantages » aux yeux des experts : loin de la capitale, isolés, peu fréquentés, et géologiquement constitués d'une couche de basalte adéquat pour « capturer » les éléments radioactifs. De plus, le Pacifique est un lieu géostratégique important. Les États-Unis et la Grande-Bretagne y font déjà leurs essais et possèdent par ailleurs des bases militaires d'observation.

Le CEP a un double objectif : prendre immédiatement le relais des mains du CEMO et préparer les essais de la filière thermonucléaire. Les essais atmosphériques français reprennent donc dès juillet 1966, sitôt après la fermeture des sites algériens. À partir de juillet 1968 commencent les essais thermonucléaires, beaucoup plus puissants et beaucoup plus dangereux mais toujours effectués dans l'atmosphère. Cela fait pourtant six ans que Russes, Américains et Anglais ont concrétisé leur moratoire en signant ensemble le « Traité de Moscou » portant sur l'interdiction totale des essais atmosphériques et maritimes.

De la Polynésie « française » à l'installation du CEP : les coups bas de la colonisation !

La Polynésie

Il apparaît très clairement aujourd'hui que l'intérêt de la France pour la Polynésie à la fin des années cinquante, et notamment sa volonté de s'impliquer, de s'imposer politiquement dans la gestion administrative de ce territoire, n'a eu pour seules et réelles motivations que la création, à terme, d'une nouvelle base militaire pour ses essais nucléaires. Or, la naissance de la Polynésie française en était une condition primaire.

Rappelons tout d'abord les circonstances dans lesquelles la France, ou précisément le général de Gaulle, a réussi le 28 septembre 1958 à obtenir le « OUI » à 64,4 % de la population polynésienne : impossibilité pour le leader indépendantiste Pouvana, député à l'Assemblée nationale, vice-président du Conseil de

Gouvernement et Conseil territorial, de communiquer avec les îles des archipels pour prôner le « NON ». La radio d'État lui étant interdite et les goélettes étant étrangement bloquées. D'autre part, tout Français de passage, qu'il fut vacancier ou de la marine marchande, était autorisé à s'inscrire sur les listes.

Après les résultats du référendum, quelques vives bagarres déclenchées par les indépendantistes mécontents, seront la raison suffisante pour arrêter Pouvana, qui sera finalement enfermé à la prison des Baumettes. Condamné à huit ans de réclusion pour « possession d'armes et tentative de destruction d'édifices », Pouvana écarté, le Gouvernement français va pouvoir agir sans se soucier des indépendantistes décimés.

Lorsqu'ils annoncent la construction d'un aérodrome, les hommes politiques se réjouissent et pensent naturellement au développement du tourisme. Ce qu'ils ignorent, c'est que cet aérodrome est le premier maillon permettant d'affréter la logistique nécessaire pour installer une base nucléaire.

Jacques Gervais, initiateur de l'hebdo local, *Les Débats*, publie en juillet 62 un numéro relatant les informations qu'il a lu dans la presse métropolitaine. Dans son article il fait part des rumeurs concernant l'implantation prochaine d'un site nucléaire aux îles Gambier. Aussitôt, le gouverneur Grimald ordonne la saisie du journal et expulse Gervais du territoire avec interdiction d'y revenir. Strictement aucune loi existante ne le lui permettait pourtant !

Le décideur et la décision

Le 3 janvier 1963, de Gaulle annonce à une délégation de conseillers territoriaux qu'une base expérimentale sera créée dans leur territoire. Le conseiller Jacques-Denis Drollet rapporte à l'Assemblée territoriale quelques jours plus tard : « nous avons purement et simplement été informés. Il (le général) ne nous a pas demandé notre avis. Il a décidé. »

Il faut attendre le 29 mars 1963 pour que la nouvelle soit enfin rendue publique. Après avoir nié pendant toutes ces années, les hautes autorités de l'État avouent : une base militaire sera effectivement construite non pas aux Gambier, mais sur deux atolls de l'archipel des Tuamotu.

On promet alors que le CEP sera un apport économique considérable pour la Polynésie et que toutes les précautions de sécurité seront prises. Très vite, Louis Jacquinot, ministre de la France d'Outre-Mer rend visite aux conseillers territoriaux inquiets, puisque celui-ci avait déclaré deux ans auparavant qu'aucun essai nucléaire français n'aurait lieu en Polynésie. Mais après un rapide tour de l'île et quelques colliers de fleurs, il repart sans avoir rassuré les élus locaux, qui découvrent en plus un budget 1964 dans lequel ne figurent nullement les subventions promises. C'est à cette époque que les généraux et amiraux du CEP expliquent que les deux atolls ne présentent aucun problème juridique, prétextant qu'ils n'appartiennent



« Nous nous sommes aperçus que l'industrie nucléaire était la plus gigantesque fraude dont l'humanité ait jamais été victime ».

Déclaration au journal *Le Sauvage* de J.T. Goffman, physicien atomiste américain, chef de laboratoire à l'Atomic Energy Commission et l'un des pères de la bombe H. Avril 73.

ment à personne et sont inhabitées.

La France s'approprie Moruroa et Fangataufa après une démarche non conforme, puisque sans le vote obligatoire de l'Assemblée territoriale. D'autant plus que la question posée portait sur la gratuité ou non de cette cession de territoire et non sur le bien fondé de cette cession.

Certains élus protestent, mais à quoi bon, puisqu'il s'agissait simplement d'une régularisation administrative, le CEA occupant déjà Moruroa



Dernier essai... souterrain... français au Sahara.

Les explosions du CEP

Le général Pierre Billotte, nouveau ministre des DOM-TOM assiste le 2 juillet 1966 au premier essai nucléaire du CEP, nommé *Aldébaran*, qui a lieu dans le ciel de Moruroa et annonce une charge identique à celle de *Little Boy* lancée sur Hiroshima : faux ! sa charge était cinq fois supérieure. Quant à *Tamuré*, la deuxième bombe de Moruroa, elle explose alors que deux astronautes américains de la mission *Gemini* se trouvent dans l'espace au dessus du Pacifique. La NASA leur donne l'ordre de fermer les yeux durant les dix secondes fatales, pour ne pas être aveuglés par l'éclair nucléaire.

De Gaulle, lors d'un tour du monde d'usage, s'arrête à Moruroa pour assister au quatrième essai, *Bételgeuse*, le 11 septembre 1966. Il est déçu car il ne s'agit pas d'un engin dopé en éléments thermonucléaires. Ce sera par contre le

cas de l'essai suivant, à Fangataufa (Moruroa étant trop contaminé) *Rigel*, de son nom, fait partie des trois essais qui selon le professeur Gérard Martin, chef du Service Mixte de Sécurité Radiologique du CEA, a donné suite à un début sérieux de contamination.

Tout en niant ces retombées radioactives, le CEP construit des abris antiatomiques en tôles ondulées sur l'île de Mangareva pour inviter la population à s'y « protéger ».

Les essais thermonucléaires commencent avec *Canopus*, en août 1968. Vont exploser à partir de cette période les plus fortes charges expérimentées par la France : 2,6 mégatonnes !

La crise politique liée aux événements de mai 68 et au référendum de 69 implique qu'aucune expérimentation n'est faite cette année-là, ce qui explique certainement pourquoi le CEP met les bouchées doubles en 1970. Selon le CEA : « À partir de 1972, il est envisagé de passer de nouveau aux essais souterrains, ce qui allait permettre de se mettre en conformité avec le Traité de Moscou ».

Pourtant, le dernier essai aérien, le quarante et unième, très puissant lui aussi, a lieu le 14 septembre 1974, donc en marge de la signature française de ce traité. Avec une cadence moyenne de huit essais par an, la France va ensuite procéder à cent trente-quatre tirs souterrains de 1975 à 1992, année du moratoire imposé par François Mitterrand, qui suspend les expériences nucléaires françaises.

Au total, la France compte 204 tirs déclarés, dont douze essais de sécurité, quarante cinq tirs atmosphériques, et cent quarante-sept tirs souterrains. Dix-sept ont eu lieu en Algérie, douze à Fangataufa et cent soixante-trois à Moruroa.

ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS (chiffres officiellement reconnus par le CEA)

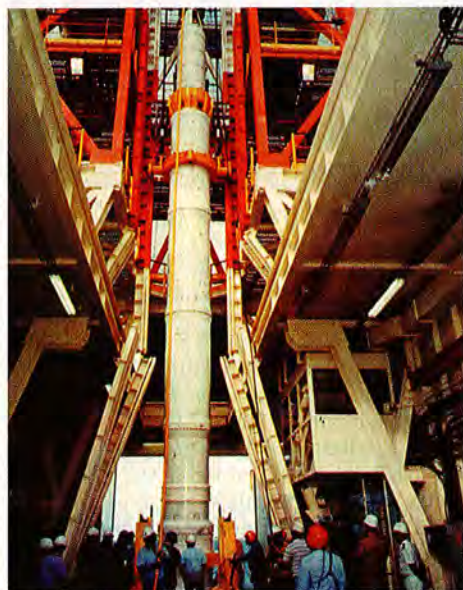
	Aériens	Souterrains	Total
Algérie	4	13	17
Moruroa	37	126	163
Fangataufa	4	8	12
Total	45	147	192

+ 12 essais de sécurité = 204 essais

Quelle guerre ?

Observer

Régis Sauvanet



Comme on le constate, la situation en matière de stratégie nucléaire n'a absolument pas évolué, chaque État reste sur ses positions et nul ne peut aujourd'hui affirmer que la raison l'ait emporté, bien au contraire.

Les essais simulés sont et demeureront des essais nucléaires au sens même du mot, s'agissant en l'occurrence de mettre au point de nouvelles armes et bien entendu de maintenir en l'état celles actuellement fabriquées.

Tout laissait pourtant penser, au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est, que nous pouvions espérer une totale décrispation et pourquoi pas un accord international d'arrêt définitif de développement de nouvelles armes. Car l'enjeu n'est pas le maintien ou le démantèlement des armes nucléaires actuellement mises en place, mais bien la conception d'armes répondant à une stratégie géopolitique nouvelle.

Une épée de Damoclès sur nos têtes

Il est vrai que l'application du traité START-1, entré en vigueur en décembre 1994, a modifié totalement la stratégie militaire des deux grandes puissances. Les États-Unis réduisant de façon significative le nombre de têtes nucléaires sur le sol européen, « tout au plus 500 têtes nucléaires » en lieu et place des 7000 du temps des années de gloire de la guerre froide. L'ex-URSS démantelant bon nombre de têtes nucléaires, mais étant dans l'incapacité financière de faire face au calendrier prévu. Retardant par là même la mise en place du traité START-2 qui au mieux ne serait effectif qu'à l'horizon 2003.

À l'échéance de celui-ci, près de 70 % des têtes nucléaires des années 80 seraient désarmées, mais ces deux

pays disposeraient alors, chacun, de 2950 à 3490 têtes nucléaires. Il ne faut pas oublier qu'en 1985, l'arsenal stratégique de dissuasion nucléaire était de 2853 mégatonnes, soit l'équivalent de 190200 bombes de la puissance d'Hiroshima pour les États-Unis et de 4664 mégatonnes, soit 310900 bombes comparables à Hiroshima pour l'URSS.

Le « reliquat » de bombes encore opérationnelles, prouve que ces deux grandes puissances n'ont toujours pas renoncé à se « neutraliser » par missiles interposés, ni même à remettre en cause leur politique de menace permanente.

Il s'agit tout simplement d'un redéploiement et réajustement des forces nucléaires et conventionnelles, mais surtout de la conception de nouvelles armes nucléaires et tactiques. De missiles visibles et fixes au sol, donc vulnérables et surtout contestés par les populations locales, on est passé aux armes furtives de grande précision embarquées à bord d'avions et d'hélicoptères ou mieux encore de sous-marins nucléaires lance-missiles.

Budget : armée = école

Cette situation amène les Gouvernements français depuis 1991, date de signature du traité START-1, à revendiquer haut et fort le statut de puissance nucléaire et à refuser toute négociation sur une éventuelle réduction de ses armes nucléaires. **Certes la France reste un nain face à ces deux blocs, mais forte de 470 têtes nucléaires et d'un budget militaire annuel moyen de 240 milliards de francs**, elle entend moderniser à court terme son arsenal militaire et ce malgré quelques restrictions budgétaires, ayant plus comme effet une réduction du nombre d'appelés que la remise en cause des programmes d'équipement jugés prioritaires.

Il ne faut pas oublier qu'en France l'industrie de l'armement c'est plus de 300000 emplois pour un chiffre d'affaires supérieur à 100 milliards de francs pour les achats directement effectués par la France et 40 milliards à l'export. Que le coût d'un sous-marin nucléaire nouvelle génération dépasse les 20 milliards de francs sans équipements et plus de 40 milliards de francs avec ses missiles, celui du porte-avions *Charles de Gaulle* est de 15 milliards de francs, mais que cela reste dérisoire comparé aux 200 milliards de francs des 320 avions *Rafale* que l'armée souhaite acquérir dans les 15 ans à venir.

À titre de comparaison, le budget 95 de l'Éducation nationale est de 262 milliards de francs pour l'enseignement scolaire et de 42 milliards pour l'enseignement supérieur.

L'art de

Observer

Régis Sa

Le 27 avril 93, La DAM déclare à l'Assemblée nationale que la France a procédé à 161 essais. Se ravisant, suite à une requête formulée par Greenpeace, le CEA rectifie et communique en décembre 93 le chiffre de 192 essais, nouveau chiffre confirmé 18 décembre 93 par le député René Galy-Dejean. Aujourd'hui la liste « officielle » fait bien apparaître ces 192, mais où se situe vraiment la réalité ?

Bien évidemment, certains de relever que nous ne sommes plus à un essai près ni même à une affirmation erronée du CEA. D'autres de se demander pourquoi le CEA dans sa volonté de transparence chercherait à dissimuler certains essais ? **Mais alors pourquoi l'essai atmosphérique de Moruroa du 29 juillet 1974, de très forte puissance, signalé par l'agence de presse américaine UPI n'est-il pas répertorié ?**

Pourquoi la puissance exacte des essais réalisés, n'a-t-elle toujours pas été communiquée officiellement ? Et ce ne sont pas les échelles de valeurs du CEA qui ont de quoi informer. Puisqu'à la lecture du tome II des ouvrages CEA/DAM, on décèle de nombreux essais atmosphériques mégatonniques, alors qu'officiellement la France annonce seulement deux essais mégatonniques. **Seule une interprétation des échelles de valeurs communiquées par le CEA permet de supposer que < à 1000 kT = 1 Mt. Ce qui porterait dans ce cas le nombre d'essais aériens mégatonniques à 10 pour Moruroa et à 2 pour Fangataufa.**

Fangataufa, un atoll sacrifié ?

À la lecture du tome III, il apparaît clairement que l'atoll de Fangataufa a été le plus touché et pourtant il n'a pas été - et de loin - le plus utilisé.

Cet atoll, de par sa structure géologique, qui pourtant semble comparable à Moruroa ou par sa taille réduite - 3 fois plus petit que Moruroa - supporterait-il moins le feu nucléaire que son voisin Moruroa ? Ou tout simplement, Fangataufa n'aurait-il pas été plus particulièrement utilisé à d'autres fins que de « simples » essais et que l'on ait choisi résolument de « sacrifier » cet atoll ?

On s'agit-il simplement d'accidents de parcours ? Comme l'essai du 24 septembre 66 du nom de Rigel, qui même aux dires du CEA a particulièrement contaminé l'atoll, puisque le professeur Martin, du CEA, déclare le 27 juillet 1995 « C'est à l'occasion d'un de ces tirs sur barge, en septembre 1966, que s'est produit le seul incident grave de contamination. Le nuage radioactif de cet essai baptisé Rigel a contaminé une partie de l'atoll de Fangataufa ».

Certes la plus importante explosion nucléaire atmosphérique française a

a simulation

anet

eu lieu à Fangataufa, plus de 2,6 Mt, soit 185 fois la puissance d'Hiroshima, le 24 août 68, mais cela n'explique pas les dégâts auxquels cet atoll a dû faire face. Atoll qui semble avoir été déserté par les militaires dès 1975 pour un repli total sur Moruroa.

Fangataufa n'est plus fréquenté qu'au moment des essais où seules les barges de forage sont occupées. Sans oublier l'île aux Oiseaux et une zone d'essais décontaminée réservée aux invités et notamment aux journalistes. Pour compléter ces interrogations, il ne faut pas perdre de vue que parmi les huit essais programmés dès septembre, les plus puissants seraient effectués à Fangataufa. Mais cela pourrait aussi s'expliquer par le fait que le socle basaltique de cet atoll pourrait, par contre, être moins touché que celui de Moruroa.

Des dégâts minimisés par le CEA

Néanmoins, le CEA reconnaît que les essais aériens ont eu des conséquences directes dans les atolls : « De 1966 à 1967, des essais de faible à moyenne énergie (d'une dizaine à quelques centaines de kilotonnes), exécutés sur barges flottantes, puis en altitude, ont provoqué des dégâts limités dans le milieu terrestre, mais plus notables dans le milieu marin... En 1968, deux essais mégatonniques en altitude ont eu des effets plus marqués, en particulier sur le milieu terrestre ». Et d'écrire que les essais sur barges ont eu des conséquences non négligeables : « Cette technique a conduit à des retombées radioactives contraignantes... Pour limiter les retombées, la technique des expérimentations sous ballon captif a été développée », mais aussi : « les effets proches dans le lagon - mécaniques et retombées radioactives - ont été relativement importants ».

Tout en assurant que tout a été parfaitement maîtrisé et qu'aucun risque majeur n'est à souligner tant sur l'environnement que pour les populations locales, ce qui tranche avec les déclarations américaines. Suite aux essais atmosphériques de Bikini, le docteur Konrad Kotrady du Brookhaven Radiation Laboratory écrit dans son rapport : « Nous croyions à cette époque que les habitants d'Utirik avaient reçu une dose si faible qu'il était inutile de les surveiller. Mais la découverte aujourd'hui de tous ces cancers de la thyroïde, prouve que nous nous sommes trompés. Les gens nous demandent maintenant s'il n'est pas concevable que nous ayons commis d'autres erreurs ».

À noter que le dernier essai atmosphérique de Bikini a eu lieu le 22 juillet 1958, soit 19 ans avant cette déclaration on ne peut plus révélatrice à la fois des



risques reconnus liés aux explosions nucléaires aériennes, mais aussi de l'ignorance des savants et des services de santé en la matière.

Une ignorance simulée ?

Ignorance à mettre en parallèle avec la « surprise » du docteur Ramsey au lendemain d'Hiroshima, car selon le *New York Times* : « **Au cours des discussions entre les savants qui travaillaient au projet (Manhattan), personne n'avait envisagé le problème des radiations** » et les scientifiques et militaires de qualifier le premier rapport du docteur Ramsey sur les décès et les maladies causées par les radiations de « canular ou de propagande » parce que cela ne correspondait « à aucune expérience connue ici ».

Certes il serait de mauvaise foi et on ne pourrait plus révisionniste de prétendre que les essais atmosphériques polynésiens puissent être comparés à l'ampleur des dégâts d'Hiroshima sur les populations. **Mais peut-on raisonnablement affirmer, comme le fait le CEA, que les explosions atmosphériques françaises cumulées, d'une puissance 900 fois supérieure à la puissance d'Hiroshima, n'aient aucune conséquence sur l'environnement et les populations ?**

Les témoignages prouvant ces risques ne manquent pas, et de relever celui de Philippe Krynen, sergent-chef, maître pilote d'hélicoptère de 1966 à 1968 en Polynésie : « C'était pendant la campagne de tirs de juillet 1967, à Mururoa ; on essayait trois bombes à faible puissance, dont la contamination est très inférieure à celle de la bombe A, et surtout de la bombe H. Les deux premières avaient explosé

sous ballon. Mais la troisième, par suite d'un incident technique, a dû éclater en surface, ce qui augmentait les risques. Deux jours après, je suis allé sur l'atoll de Tureia, à 300 kilomètres au nord de Mururoa, pour prendre deux météorologistes qui étaient restés pendant les tirs avec la population, une soixante de personnes. On m'avait interdit la combinaison orange, antiradiante, pour ne pas inquiéter les gens. J'avais cependant chaussé les surbottes et gardé les gants de protection. Je me suis posé trois minutes sur l'atoll : le temps d'embarquer les deux météo. De retour sur le porte-hélicoptères, nous sommes passés en décontamination : douche et shampoing spécial, puis j'ai pu rejoindre les camarades, tandis que les deux météo devaient rester à l'infirmerie du bord. Avant d'aller en permission à Papeete, toutefois, j'ai subi une radio spéciale. Or, elle a révélé des dépôts d'iode radioactifs dans la thyroïde : une dose nullement inquiétante, mais qui a quand même justifié trois jours de surveillance. Quant aux deux météo, ils sont restés isolés pendant une semaine à l'infirmerie de Hao. Alors je m'interroge : si moi, qui ai passé trois minutes à Tureia, ai dû être décontaminé, si les deux techniciens, qui y ont séjourné un mois, ont eu besoin de soins plus étendus, quelle dose de radiation ont pu emmagasiner les habitants de l'île ? On ne les a pas évacués, on ne leur a prescrit aucune mesure de protection pour l'avenir. Ils continuent à manger le poisson du lagon, à utiliser les palmiers et les noix de coco, à jouer avec les galets ; ils vivent dans un contexte radioactif ».

(Témoignage recueilli par Jean Toulat en 1969 et publié chez Fayard, dans le livre *La bombe ou la vie*).

La simulation alibi

Observer

Régis Sauvanet

Ou la grande farce des essais destinés à préparer officiellement la simulation.

À la lumière de tous les rapports et des déclarations de nos responsables politiques, la reprise des essais est justifiée par la mise au point de nouvelles têtes nucléaires, en l'occurrence la TN 100.



Observer

Lorsque le CEA prétend que les huit prochains essais ont comme but de valider les charges nucléaires actuellement disponibles, et surtout de permettre d'effectuer les mesures nécessaires afin de recourir dorénavant à des essais simulés, **il oublie de préciser à l'opinion publique que le missile de longue portée M 5 nécessitera pour être vraiment opérationnel et performant, selon les militaires, d'être équipé de la nouvelle tête nucléaire TN 100** et que faute d'essais spécifiques il ne serait pourvu que de la tête TN 75.

Autant dire que le missile M 5, d'une portée de 8000 km, ne répondrait pas à l'évolution technologique recherchée sans cette nouvelle tête nucléaire ! Le rapport d'information de la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale de préciser à sujet : « La fiche programme du M 5 qui prévoyait les caractéristiques de cette arme pourra-t-elle être respectée en l'absence d'essais ? La tête correspondante serait alors nécessairement différente, moins performante et plus volumineuse... Le CEA reprendra l'étude de filières qu'il avait abandonné, (soit) car elles étaient trop lourdes (...). Il s'agira inévitablement d'une régression ».

Essais = nouvelles armes

Jacques Chirac n'étant nullement opposé à la fabrication de ce missile - dont le coût du programme est supérieur à 75 milliards de francs - puisqu'il déclarait, le 3 mars 1994 : « **Il me paraît urgent de lancer le programme M 5 qui est un missile longue portée embarqué par les sous-marins de la nouvelle génération** ».

François Léotard, alors ministre de la Défense, de surenchérir en évoquant la nécessité de la reprise des essais nucléaires afin d'assurer la mise au point de la TN 100.

Il apparaîtrait logique, dans ce contexte, que si l'un des huit essais nucléaires prévu consiste bien en un tir de qualification de la version militarisée de la charge TN 75 - ce que personne ne conteste - alors que déjà 22 essais ont été effectués pour la mise au point de cette charge, un ou plusieurs essais de la tête TN 100 soient effectués.

Superphénix bis

Sachant que les nouvelles têtes nucléaires américaines ont nécessité tout au plus 8 essais avant validation, grâce aux modélisations déjà mises en place aux États-Unis, **on peut légitimement s'étonner de la capacité française actuelle en matière de simulation au regard du nombre d'essais nécessaires pour que la France valide définitivement une charge.**

Dans l'incapacité de simuler

Et de constater, que la reprise des essais concerne nécessairement la mise au point d'armes nucléaires nouvelles et miniaturisées et non pas seu-

lement la question d'études de simulation, puisque le CEA ne semble pas maîtriser ce sujet et qu'à terme, il sera sans doute obligé de collaborer avec les États-Unis dans ce domaine.

Ces aspects corroborant les conclusions du Rapport d'information de la Commission Défense de l'Assemblée nationale qui considère que la reprise des essais ne devrait avoir lieu qu'après 1995 pour répondre aux besoins même de la simulation et que s'il était décidé une reprise avant cette date, elle n'aurait que des implications politiques liées à l'ouverture à Genève, dès 1994, des négociations sur l'arrêt total des essais.

Essais simulés, méthodes de calculs

Hé non votre mac n'est pas assez puissant pour simuler, quoique...

Selon la Commission Défense de l'Assemblée nationale : « **Aujourd'hui, ces ordinateurs* qui seront au minimum cinquante fois plus puissants et plus rapides que les ordinateurs actuels, n'existent pas sur le marché y compris aux États-Unis...** Le CEA s'oriente aujourd'hui vers l'achat de trois types d'ordinateurs. Dans un premier temps a été décidée l'acquisition d'une première machine CRAY T3D à 128 processeurs. En 1995 devrait être disponible un ordinateur vectoriel qu'il faudra acquérir avant de savoir si ce type d'ordinateur est le mieux adapté. Dans l'affirmative, des ordinateurs de la même famille seront achetés, sinon, le CEA se dotera à partir de 1997 d'ordinateurs d'un nouveau type... »

* Car le programme PALEN demande de super calculateurs, autant dire que question calculs, la DAM devra toujours ressortir ses bouliers !



Aux armes citoyens

Observer

Régis Sauvanet



Sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) Le Triomphant. Selon militaires et politiques, pour une plus grande « efficacité » les futurs SNLE devraient être équipés des missiles M 5.

Avant même que Jacques Chirac ne prenne sa décision et surtout ne soit élu président de la République, la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, nouvellement élue, avait décidé le 28 octobre 1993 de créer une mission d'information sur la simulation des essais nucléaires.

Car depuis le 8 avril 1992, date de la déclaration de Pierre Bérégovoy devant l'Assemblée nationale, annonçant le moratoire, nombreuses avaient été les réactions à l'intérieur de l'hémicycle.

Une commission de principe

De cette commission on retiendra que les autorités scientifiques et militaires auditionnées ont été : Roger Baléras, directeur de la DAM, l'amiral Jacques Lanxade, chef d'Etat-major des armées, Henri Conze, délégué général pour l'armement, Robert Dautray, haut commissaire à l'énergie atomique et Hubert Curien, ancien ministre de la Recherche et de la Technologie et de relever qu'aucun physicien ou mathématicien « indépendant » n'a été consulté. On ne s'étonnera

donc nullement que cette commission rapporte que : « la couche corallienne tendre de quelques centaines de mètres d'épaisseur repose sur un énorme socle basaltique qui peut supporter, sans se modifier, des tirs pouvant aller jusqu'à 150 kt, soit beaucoup plus puissants que ceux que la France y a réalisés ». **Alors qu'aucun géologue indépendant du CEA n'a été interrogé sur ce sujet, sachant pourtant qu'il subsiste en la matière de nombreuses controverses.**

Quant à l'aspect médical, on relève : « il faut souligner que la situation cancérologique est meilleure en Polynésie qu'en métropole et que la surveillance médicale intensive des populations a permis d'améliorer sensiblement une santé publique dégradée, notamment dans les atolls ».

Faisant référence à la pollution domestique et industrielle de toute nature, y compris chimique, qui a pollué les atolls et a entraîné le développement de certaines maladies de la faune aquatique, comme la ciguatera.

Il est admis, de façon implicite, que la demande du CEA concerne également la mise au point de nouvelles armes, puisque dans l'hypothèse où la France aurait réalisé 20 essais, seuls dix essais seraient liés au programme PALEN : « Au sein de la vingtaine d'essais nucléaires qui était estimée comme raisonnablement indispensable dans les années à venir, une dizaine pourrait être consacrée au programme PALEN ».

Sans oublier qu'il est clairement précisé que seule une reprise des essais après 1995 aurait une utilité dans le cadre de la mise au point des programmes de simulation : « Si le seul objet des essais résidait dans la mise au point du programme PALEN, il n'est pas certain qu'une reprise rapide des tirs soit nécessaire. Il est au contraire vraisemblable que l'essentiel des essais liés à ce programme seront réellement utiles après 1995 ».

6 essais = 20 tests ?

Comme on le constate, le terrain était déjà bien préparé, et d'être particulièrement étonnés que Jacques Chirac n'ait pas tenu compte de l'avis de cette commission en ne retenant que huit essais, alors qu'il paraissait évidemment que vingt essais étaient nécessaires selon les travaux de cette commission.

À moins que les huit essais annoncés ne mettent en œuvre plusieurs essais simultanés, voire groupés, et qu'en définitive la France réalise les vingt essais prévus, voire plus, tout en n'en déclarant officiellement que huit puisqu'il sera impossible aux sismographes de déceler pareil exercice de style.

Jacques Bouchard déclare à la Commission de l'Assemblée nationale en juillet dernier : « Le budget de la défense pour 1995 prévoyait des crédits destinés à la réalisation d'un certain nombre d'essais nucléaires. Dans le cas où l'ensemble des crédits prévus pour le CEA au titre de ce budget ne serait pas mis à sa disposition, il pourrait être envisagé de ralentir la mise en place des outils de simulation ». Outre l'affirmation que le budget 95, voté sous le gouvernement Balladur, prévoyait déjà avant la décision présidentielle du 13 juin 1995, l'éventualité d'une reprise des essais nucléaires, pour Jacques Bouchard il est clair qu'en cas d'insuffisance de budget ou de non mise à disposition du budget prévu, le CEA n'hésiterait pas à rogner sur les finances destinées initialement au programme de simulation et donc à retarder la mise en place de celui-ci.

Cela ne renforçant pas l'argumentaire du CEA consistant à prétendre que les essais ont comme finalité, entre autres, la validation d'armes atomiques avant simulation puisque le CEA n'hésiterait pas à ponctionner déjà sur le budget de 10 milliards de francs du programme de simulation PALEN, retardant par là même celui-ci.

À noter que la part du budget 95, pour le maintien en l'état du site et du dispositif d'essais nucléaires de Moruroo; ce, sans considérer les coûts annexes, était globalement de 2 milliards de francs. Quant au coût de la campagne des huit essais annoncés, elle serait, si l'on se réfère aux chiffres communiqués par le ministre de la Défense pour la campagne des huit tirs de 1990, supérieure à 4072 millions de francs, et de toute façon bien supérieur aux 100 millions de francs par essai annoncés par Charles Millon. Relevons que le budget du nucléaire militaire, sur les 6 ans de la loi de programmation, est de 129,8 milliards de francs, hors frais annexes.



L'information confisquée

LA
GAZETTE
NUCLÉAIRE

Monique Sené, GSIEN

L'argumentaire justifiant la reprise des essais repose sur deux points :
- les experts ont établi un rapport affirmant la nécessité de la reprise des essais pour assurer la crédibilité de la défense française,

- le suivi de l'environnement ne révèle aucun effet aussi bien pour les hommes que pour les atolls. Ceci est confirmé par les rapports des trois missions confiées à des experts indépendants.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il s'agit d'un raccourci saisissant de la réalité.

D'une part, les fameux experts sont tous du sérail et il eut été bizarre qu'ils ne se donnent pas raison. D'autre part, en ce qui concerne l'état de l'environnement, les quatre missions (Tazieff en 1982, Atkinson en 1983, Cousteau en 1987, AMFPGN en 1992) n'ont pas permis de conclure de manière rigoureuse à l'innocuité des essais. Bien au contraire, la lecture des différents rapports, et surtout de leurs annexes, n'est pas rassurante du tout.

Seule certitude, admise par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), le site contient des déchets radioactifs. Il en contient même suffisamment pour devoir faire partie de l'inventaire des sites dont l'ANDRA doit assurer la surveillance. Et le rapport Cousteau de souligner en ce qui concerne le stockage de déchets radioactifs à Moruroa : « L'un des critères les plus importants est l'absence d'eau, et surtout d'eau circulante. En tout état de cause, le socle volcanique d'un atoll, totalement gorgé d'eau, est le plus mal choisi ! Un autre critère important est l'absence de faille. Or, en plus des failles naturelles qui affectent le socle volcanique, l'explosion provoque la formation autour du site de stockage d'un véritable réseau de fissures.... »

L'atoll de Mururoa est par conséquent un très mauvais site de stockage de déchets radioactifs ».

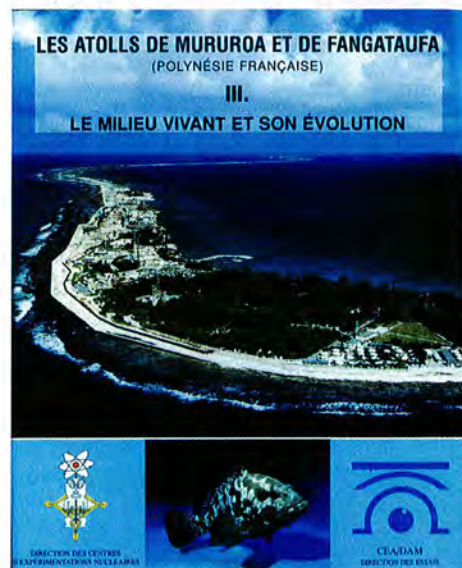
Les missions

Les trois premières missions n'ont duré que quelques jours, 3 à 5 jours tout au plus, et l'on peut s'étonner de leur brièveté pour mener à bien des études exploratoires sur un site de plusieurs centaines d'hectares et avec toutes les implications liées aux essais nucléaires. **Études pilotées, sur les sites, par le CEA, avec refus d'accès à la côte Nord de Moruroa et aux sites même des essais atmosphériques.**

Chaque rapport se déclare donc le résultat d'une mission exploratoire et demande la mise en place d'une étude de longue durée, comme Tazieff en 1982 : « Les différentes observations contenues dans ce rapport devront être prises en compte pour définir le programme de la mission longue qui doit faire suite à cette mission exploratoire ». Étude de longue durée, et sans restriction de mouvement sur et à proximité des sites, qui n'a toujours pas eu lieu aussi bien au plan suivi de santé qu'environnemental.

L'état de santé des travailleurs épistémologiques iliens n'a pas fait l'objet d'études connues et celui des populations non plus.

L'état géologique inquiétant des atolls dont le massif corallien est fissuré, affaissé, est reconnu par les trois rapports. En ce qui concerne la sortie des produits radioactifs de ce massif fracturé, le rapport Tazieff rapportait « Il m'a été assuré que 99,9 % des produits de fission résultant d'un essai sont piégés.. », alors que pour le rapport Cousteau il s'agit seulement de 75 %. Atkinson est encore plus dubitatif : « il n'y a aucune raison de croire les chiffres communiqués selon lesquels plus



Moruroa et Fangataufa, vus par le CEA, l'un des 3 tomes de la « bible » officielle.

de 99 % de la radioactivité est maintenue dans des matières vitrifiées ».

Il reste cette évidence : à chaque tir des produits radioactifs sont produits lors de la fission. Restent-ils sur place dans les cavernes avec la partie non négligeable du plutonium (de l'ordre de 2 kg) qui ne fissionne pas ou sortent-ils ? Si on en croit les mesures faites par la mission Cousteau ils s'en échappent car ils ont décelé du césium 134, élément à vie courte provenant obligatoirement de l'explosion. Certes il est affirmé que ce sont « des traces infimes » mais cela ne change rien aux conclusions.

Faire un état de l'environnement s'impose ne serait-ce que pour vérifier : « Si l'onde de choc d'une explosion ne modifie pas le confinement des produits radioactifs des tirs précédents entraînant une fissuration des réservoirs vitrifiés » (rapport Cousteau) et pour confirmer : « Une migration des produits de fission volatils et gazeux se produit au moment du tir depuis la cavité de l'explosion. Il y a des raisons de penser que les quantités sont plus importantes que celles qu'on s'attendrait simplement à trouver à travers un bourrage de puits de tir... pas tout à fait parfait. » (Atkinson)

Bien lire les annexes

Une annexe du rapport Tazieff concluait : « On peut retenir que les évolutions du cadre géologique qui se sont produites sous l'effet des expériences sont de même nature que celles qui se seraient, ou auraient pu se produire, dans une évolution spontanée, dans un délai beaucoup plus long. On ne saurait, cependant, réduire l'effet des expériences à une accélération du déroulement du temps, les différents effets se comportant très différemment à cet égard ».



Atkinson avait précisé : « **La variation dans l'épaisseur et la composition de la zone de transition jette un doute sur son aptitude à se comporter soit comme une barrière pour la migration des radio nucléides, soit pour amortir et canaliser l'énergie sismique due à l'explosion nucléaire** ».

Plus loin, il est indiqué, qu'« une surveillance routinière qui ne constate qu'une décroissance générale devrait être complétée par un bilan radio écologique plus complet, tous les 2 ou 3 ans.... **Nous insistons sur l'insuffisance des connaissances en courantologie et en écologie du plancton** ».

On peut relever dans l'annexe 7 que : « l'entraînement de 10 à 20 kg de plutonium ne semble pas avoir fait l'objet d'études particulières » et « l'absence d'investigations systématiques sur l'eau du point ».

Il n'y a pas de suivi, pas d'analyses, donc pas de fuites ! Et pour couronner le tout, notons : « Le fait que seul un nombre limité d'agents soient équipés de dosimètres lorsqu'ils sont appelés dans des zones à risques. ».

Pourquoi ce nombre limité de dosimètres auprès des travailleurs du nucléaire ?

À quand une vraie mission ?

En 1992 la délégation des médecins a demandé une mission de longue durée pour pouvoir mener une véritable enquête car les données sur la santé restaient peu fiables et difficiles à analyser. En 1995 *Médecins sans frontières* émet un avis sévère et juge inquiétante « *L'absen-*

ce de préoccupation des autorités françaises quant à la santé » d'autant plus que « ces informations (sur la santé) s'appuient sur des mesures dans l'environnement et non sur l'homme ». Ces cinq missions n'ont finalement pas permis de statuer sur la dégradation et la radioactivité du milieu et, donc, son impact sur les populations. Elles ont permis de se rendre compte du peu d'informations dont on pouvait disposer quand on interroge les experts militaires, pour exemple la mission Cousteau qui relève « *Aucun document scientifique ne nous a été communiqué, ni au cours de notre séjour à Mururoa, ni après...* Il faut lever dans le domaine scientifique et médical le secret défense qui entoure les expériences nucléaires ». Elles soulignent le mauvais état géologique des atolls ainsi que la possibilité de retour de produits radioactifs dans l'environnement.

Il est sans intérêt de refaire une énième mission de quelques jours et qui ne pourrait avoir accès aux zones sensibles.

Seul un programme d'études pluridisciplinaire avec : étude des atolls au plan géologique, hydrologique, courantologie, mais aussi des planctons et des algues, pourrait apporter une réponse sérieuse aux questions qui restent posées. Bien évidemment une enquête épidémiologique devrait être également pilotée.

Ce programme d'études doit être réalisé, que les essais reprennent ou non. Ces études pourraient être des éléments d'appréciation des travaux à mener avant de rendre les atolls à leur population d'origine.



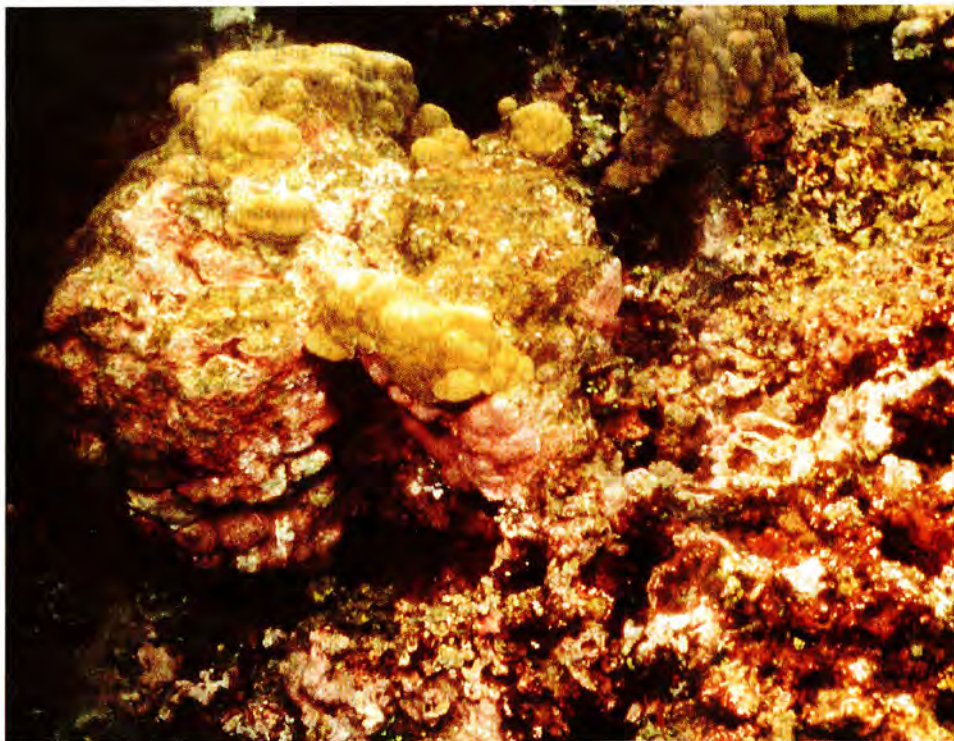
Obsérvez.

LA CIGUATERA

Toute agression naturelle (cyclones), anthropique (activités humaines), perturbatrice (essai atomique ou construction d'infrastructures) ou insertion d'éléments nouveaux (déchets) à l'encontre du complexe récifal, favorise le développement de la ciguatera.

Selon une étude menée par une équipe japonaise dans les années 70, au nom de l'OMS, la ciguatera, plus couramment appelé *la gratte*, ne semble pas directement liée aux essais nucléaires, mais il apparaît pourtant, toujours selon cette étude que ce type d'intoxication n'a atteint un niveau conséquent qu'après le début des essais nucléaires. Le parlement européen a également constaté que les cas de ciguatera étaient surtout observés sur les îles où l'armée française avait déversé et déposé des déchets et où les navires de guerre français étaient régulièrement nettoyés après avoir été exposés aux rayonnements, ou tout simplement par le rejet des opérations régulières et de détartrage des circuits d'eau comme le précise le CEA par ailleurs.

Ce type d'intoxication, provoquant des maux de tête, de la fièvre, la paralysie, voire la mort, est due à la consommation de poissons devenus toxiques suite à l'absorption de micro-organismes poussant sur les coraux brisés ou endommagés, aussi bien par les travaux nécessaires à l'implantation des infrastructures que des suites des essais nucléaires. Lorsque l'on sait que le 25 juillet 1979 une tête nucléaire d'une puissance supérieure à 150 kt, bloquée à 400 mètres, a, en explosant, arraché une partie du flanc extérieur de l'atoll estimée à un million de m³. L'on peut ainsi mesurer l'état des dégâts subis par les coraux, puisque cet incident a provoqué un raz-de-marée, blessant six personnes, traversant les 1 500 km sur lesquels s'étend l'archipel des Touamotous, puisque la station sismique de Rarotonga enregistra un tremblement de terre d'amplitude 6,3 sur l'échelle de Richter. Alors que, selon le CEA, qui reconnaît malgré tout que la tête n'a pu atteindre le fond du forage, « l'expérience se déroula tout à fait normalement à 987 m ».



Greenpeace/Doreboom.

« **À Fangataufa... de 0 à 2000 m, la structure des pâtés a subi quelques dommages... À cette distance, presque toutes les colonies coralliennes et les mollusques de la partie supérieure du pâtre sont morts** ».

« **Les deux premières expériences mégatonniques ont provoqué des dommages importants à la faune corallienne et aux peuplements d'animaux marins du lagon et du platier externe** ».

Extrait du tome III du CEA.

Les essais et la santé

DAMOCLES

Bruno Barrillot



Bruno Barrillot.

L'innocuité des essais nucléaires sur la santé fait partie du discours sans cesse répété par les autorités françaises depuis le début du programme d'essais en Polynésie (1966) jusqu'aux dernières déclarations de Jacques Chirac. En fait, les autorités n'ont jamais apporté de preuves sérieuses à l'appui de leurs affirmations.

Il tombe sous le sens - et Tchernobyl en a apporté la confirmation - que les essais effectués dans l'atmosphère ont été les plus nocifs, à court terme. Or les conséquences des retombées des 41 expériences atmosphériques effectuées sur Moruroa et Fangataufa ne peuvent s'évaluer qu'à long terme. Des éléments radioactifs produits par les explosions comme le strontium 90 et le césium 137 ont une demi-vie d'une trentaine d'années et ont des répercussions importantes sur le développement des cancers. Dès 1966, les autorités de la Direction des centres d'expérimentations nucléaires (DIRCEN), étaient bien conscientes du problème et ont cherché à le minimiser. Les auteurs du rapport officiel français transmis aux Nations unies pour les années 1967 et 1968 sur les retombées radioactives écrivent : « **Comme on pouvait s'y attendre, c'est l'irradiation de la thyroïde du nourrisson qui est le problème essentiel dans l'étude des risques, consécutifs aux retombées nucléaires troposphériques, en raison d'une part, de la relative abondance des produits à vie courte comme l'iode dans ce type de retombée, en raison de la forte consommation du vecteur lait par le nourrisson, enfin en raison de la faible masse de la thyroïde de ce dernier.**

Encore faut-il tenir compte du fait qu'à Tahiti la dose évaluée à partir de l'iode 131 dans le lait ne peut s'appliquer qu'à une fraction infime de la population, la production locale de lait ne représentant qu'une très petite partie de la consommation, laquelle est à base de produits importés.

Il faut remarquer que ces doses sont inférieures d'un facteur 3 à 7 à celles enregistrées au cours de la campagne 1966. »

La progression du cancer en Polynésie

En 1995, il est donc tout à fait légitime de s'interroger sur l'évolution du cancer en Polynésie. Non pour faire directement le lien de cause à effet mais pour tenter d'évaluer la progression de cette maladie dans ce territoire insulaire qui, avant l'implantation des sites d'essais, ne semblait pas - aux dires de ses habitants - fortement atteint par le cancer. Au cours d'une recherche effectuée à Tahiti en janvier et février 1995, nous avons tenté de rassembler et d'analyser la documentation disponible sur le cancer en Polynésie.

Il est vrai que certains types de cancers sont caractéristiques des conséquences d'une exposition à la radioactivité où à l'ingestion de produits radioactifs. Mais, ces types de cancers ne sont pas les seuls causés par la radioactivité.

En 1980, à la demande des pays du Forum du Pacifique Sud, le Gouvernement de Polynésie a décidé de mettre en place un Registre du cancer établi selon les critères reconnus de l'OMS. Les choses ont mis du temps à se mettre en place : il fallait que les médecins se décident à déclarer régulièrement les maladies de leurs patients à la Caisse de protection sociale de Polynésie et que les statisticiens des services de Santé soient suffisamment formés à ce travail minutieux.

De l'avis même des autorités du ministère Territorial de la Santé, les données du Registre du cancer ne commencent à être fiables qu'à partir de 1988. Si l'on veut se reporter aux années antérieures, on ne dispose que de données parcellaires, notamment celles qui ont été effectuées par quelques médecins de l'hôpital civil de Mamao à Tahiti. Selon les données disponibles, on compte pour

1992, en Polynésie, 185 décès par cancer sur un nombre total de 1044 décès. Bien que les données antérieures soient partielles, on peut cependant comparer ces chiffres à ceux de 1969 : 70 décès par cancer pour un total de 977 décès. Quant aux cas de cancers déclarés - c'est à dire, les personnes atteintes et soignées pour un cancer - on en dénombre 311 pour l'année 1991, alors les déclarations pour 1980 sont évaluées aux environs de 90 cas.

Il est bien évident que les chiffres cités ne tiennent compte que des données recueillies par les autorités sanitaires de la Polynésie. Toutes les informations sur les cas de cancer, les soins pour cancer et les décès concernant les personnels civils et militaires ayant travaillé sur les sites nucléaires de Moruroa et Fangataufa n'ont jamais été rendues publiques : médecins et hôpitaux militaires se chargent de ces malades, le tout recouvert du sceau du secret.

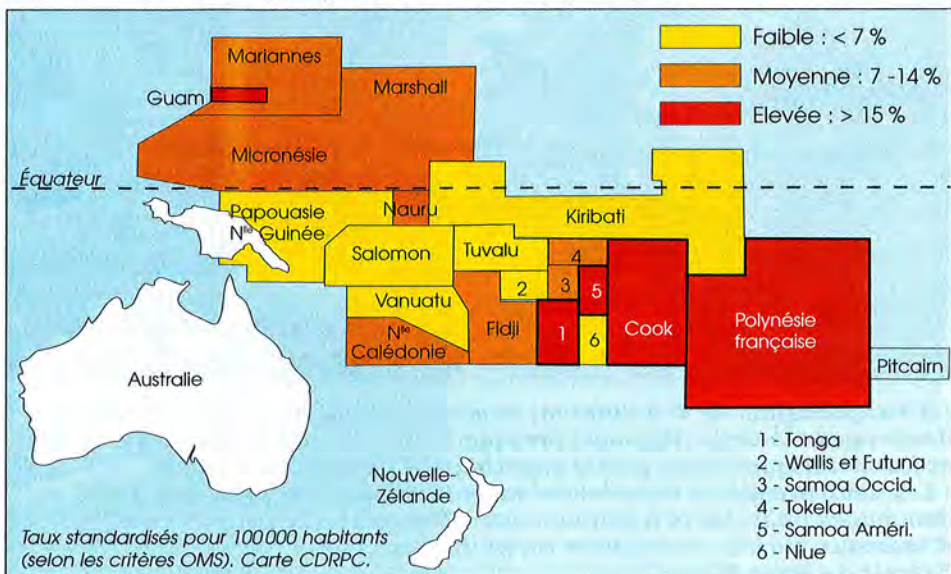
Sous les retombées, le cancer

Les États du Forum du Pacifique Sud ont également mis en place leurs propres Registres du cancer selon les mêmes normes qu'à Tahiti.

Un rapport d'intercomparaison a été publié en 1985 : il classe la Polynésie et les États insulaires les plus proches parmi ceux qui ont les plus forts taux de mortalité par cancer.

Si l'on compare la carte des décès par cancer dans les États insulaires du Pacifique Sud au passage du « nuage radioactif » qui produisait des retombées à chaque essai atmosphérique, on peut en déduire que plus on se trouve à proximité des sites d'essais, plus on a de « malchances » de mourir du cancer.

Mortalité proportionnelle imputable au cancer





Champignons radioactifs

ACIRAD
Centre

Anne-Marie Pieux-Gilède

En mai 1986, les lichens pompent l'air avec l'énergie des shadoks. Un festin exceptionnel : une piquante entrée à l'iode 131, de grandes goulées de gaz rares et radioactifs. Tchernobyl fume encore. C'est le printemps, les épinards et le thym mettent les bouchées doubles avec le césium 134 et le césium 137.

Le professeur Pellerin, illustre protecteur de la santé des Français contre les radiations ionisantes, analyse la radioactivité de quelques champignons. Il n'exprime pas la moindre inquiétude : « Pas de différence notable avec les niveaux précédents » affirme-t-il en octobre 1987.

Il dénonce les « interprétations alarmistes d'associations », mais les populations ne sont pas dupes. L'Allemagne et l'URSS avaient d'ailleurs conseillé de restreindre la consommation de champignons.

Un secret militaire en forme de champignon

En fait, les ministres français de la Santé qui se succédèrent depuis les premiers essais atomiques jusqu'à aujourd'hui auraient pu donner le même conseil ! Car Pellerin n'a pas tout faux dans son communiqué. En minimisant les risques de l'énergie atomique civile, il reconnaît que l'énergie nucléaire militaire pollue le sol français depuis longtemps.

Un aveu enfin public : « **Avant mai 1986, les champignons contenaient déjà du césium 137, dû aux tests nucléaires atmosphériques des années 60, phénomène connu bien avant Tchernobyl** ». Il lâchait ainsi une autre bombe. Aucune information officielle n'avait jamais été donnée à la population sur cette contamination radioactive venue de si loin.

À partir de 1945, et pendant 20 ans, les deux superpuissances ont surtout fait leurs essais à l'air libre. Environ 500 explosions atomiques aériennes ont eu lieu dans le Pacifique, le Nevada, l'ex-URSS et même, par la France, en Algérie.

La justice américaine a reconnu 13 catégories de cancer pouvant être indemnisées pour les populations voisines du site du Nevada. Les nuages radioactifs

commençaient à faire le tour du monde, surtout dans l'hémisphère Nord.

Le président Johnson reconnaît publiquement en 1964 devant la télévision américaine, suite à la signature par son pays du Traité de Moscou en 1963, : « **Les produits mortels des explosions atomiques empoisonnaient notre sol et notre nourriture, le lait que boivent nos enfants et l'air que nous respirons tous. Les poisons radioactifs commençaient à menacer la sécurité de l'homme dans le monde entier et constituaient un danger grandissant pour la santé de chaque enfant à naître** ».

Ne tenant pas compte de ce traité, interdisant les essais aériens, ni des risques majeurs pour la santé des populations, la France continuera ses essais atmosphériques jusqu'en 1974. Elle avait commencé en 1960 en Algérie. La Chine fera aussi des essais aériens, à partir de 1964.

La bombe et le césium

Parlons atomes. Le césium 134 et le césium 137 forment un duo présent dans toutes les réactions de fission, civiles ou militaires et ils permettent de trouver le (ou les) coupables. En effet la radioactivité décroît dans le temps, et comme le césium 134 ne vit que 10 à 20 ans, on ne le retrouve plus dans les champignons qui ont pompé dans le sol



les restes des essais nucléaires. Son jumeau 137 vit vieux (300 ans !). D'où un principe de calcul assez simple, qui différencie les deux origines possibles : Tchernobyl et les essais atomiques. Ne touchez pas au tableau rempli de becquerels, vous risqueriez de vous contaminer... Mais regardez bien ces quelques exemples, représentatifs de centaines d'autres.

Le bolet jaune de 1988 est touché « seulement » par Tchernobyl. Mais il est gourmand en radioactivité. Et il vient d'une région très contaminée, la Drôme. Il atteint 2550 Bq, quatre fois la norme européenne de 600 becquerels par kilo de poids frais. Ces cas existent encore, même si le césium 134, qui prouve l'origine, a presque disparu en 1995. Deux autres champignons sont hors norme avec leur simple part militaire : le bolet bai du Massif Central (à 33 % soit 630 Bq) et le pied de mouton du Vaucluse (à 55 % soit 1340 Bq). À Orléans, à Poitiers, dans les Deux-Sèvres, la part des essais militaires domine, avec des hasards de dispersion. Même si la teneur est plus basse, aucune dose de radiation n'est inoffensive pour ses effets génétiques et cancérogènes.

Part des essais nucléaires et de Tchernobyl dans la contamination des champignons (1)

Espèce	Date	Lieu	Contamination*	Tchernobyl	Essais
Bolet jaune (2)	1988	Poët Laval (26)	2550 Bq	100 %	0 %
Bolet bai (3)	1989	Puy-de-Dôme (63)	1900 Bq	66 %	33 %
Chanterelle en tube (4)	1988	Forêt d'Orléans (45)	160 Bq	50 %	50 %
Lactaire délicieux (4)	1989	Forêt d'Orléans (45)	305 Bq	50 %	50 %
Pied de mouton (2)	1987	St-Trinit (84)	2430 Bq	45 %	55 %
Pied de mouton (5)	1987	Lezay (79)	202 Bq	10 %	90 %
Chanterelle en tube (5)	1987	Poitiers (86)	443 Bq	0 %	100 %
Chanterelle en tube (4)	1984	Forêt d'Orléans (45)	145 Bq	0 %	100 %

* Total des césiums 134 et 137 en Bq/kg frais. Norme CEE : 600 Bq/kg frais.

(1) Ce tableau est une sélection à partir de centaines d'analyses publiées. (2) CRIL-RAD Valence 75 40 95 05.

(3) Que Choisir ?, avril 90 (4) ACIRAD Centre, Orléans 38 53 38 19 (5) Science et Vie, déc. 89.

Ping pong CEE - CEA

Observer

Régis Sauvanet

« **L'**impact des essais atmosphériques américains sur la santé de la population des îles Marshall et les résultats des études menées par des pays latino-américains riverains du Pacifique montrent à l'évidence que les essais atmosphériques, puis souterrains ont une influence sur la santé des populations situées à proximité des sites d'essais ».

À ce commentaire de la Commission de l'Environnement, de la Santé et de la Protection des consommateurs, le CEA rétorque : « La France a cessé ses essais aériens depuis quatorze ans. Les effets résiduels ne représentent, dans l'hémisphère Sud, qu'un septième de l'ensemble des effets résiduels des tirs russes, américains, anglais et indiens ». **Ce qu'oublie de préciser les autorités françaises, c'est que la puissance totale des essais atmosphériques était estimée en 1962 à 8500 fois la puissance d'Hiroshima** - à notre humble avis ce chiffre est bien inférieur à la réalité, l'essai soviétique de 58 Mt représente à lui seul 4 140 Hiroshima - **et que les retombées atmosphériques en matières radioactives correspondantes seraient de 9 millions de curies de strontium 90 et 14 millions de curies de césium 137. Sachant qu'un curie égal 37 milliards de becquerels, un « simple » septième, même de l'hémisphère Sud, devient on ne peut plus conséquent !**

Les apprentis sorciers de l'atome

À la remarque de la Commission européenne sur l'impact des essais atmosphériques américains sur la santé de la population des îles Marshall, faits reconnus officiellement par les États-Unis, le CEA répond : « pas comparable... Nos tirs ont été effectués sous ballons et au-dessus de l'eau (pas de poussières de corail) ». Et pourtant un haut responsable des sites du temps des essais atmosphériques a déclaré : « **Nous avons vite fait les essais nucléaires aériens sous ballons car les premiers essais sur terre et sur barge étaient trop sales. Ils envoyaient en l'air des dizaines de milliers de tonnes d'eau de mer et de coraux radioactifs qui retombaient ensuite en neige blanche sur les îles aux alentours** ». Ce qui a entraîné, entre autres, pour l'un de ces essais la contamination par 10 à 20 kg de plutonium de la zone Viviane, qui fut recouverte en guise de décontamination d'une couche d'asphalte, arrachée le 11 mars 1981 par une violente tempête qui projeta ce revêtement et les déchets dans le lagon.

Ainsi lorsque le CEP, en annonçant le premier essai atmosphérique, a lancé un avertissement aux aéronefs et aux navires, leur demandant d'éviter une zone dangereuse de 400 km autour de Moruroa, il connaissait parfaitement les pro-

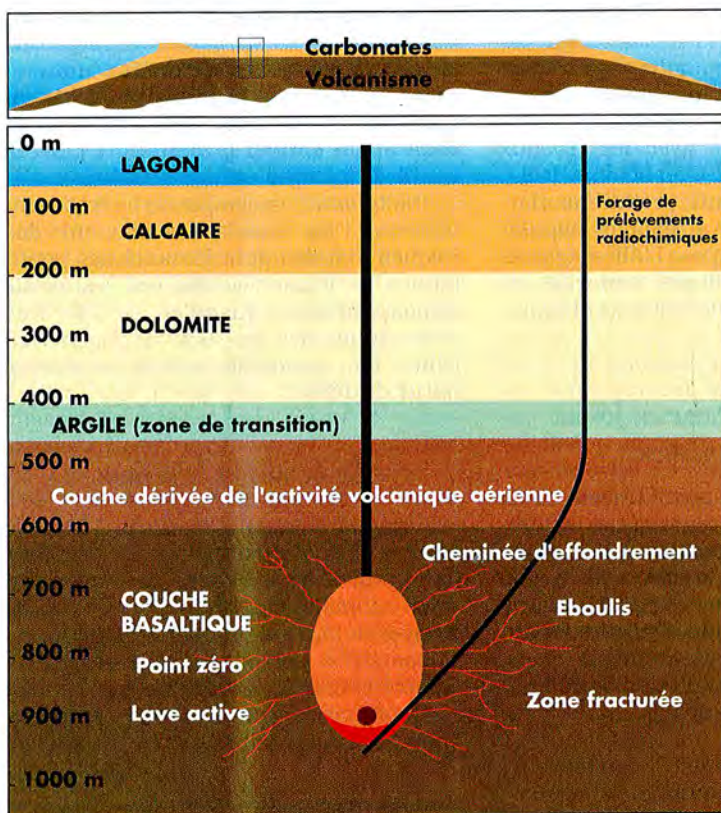


Poubelles nucléaires, sur l'aéroport d'Hao, en 1966.

blèmes liés à cette première explosion nucléaire. Néanmoins lorsque les autorités polynésiennes firent remarquer que sept îles peuplées se trouvaient dans ce périmètre, le CEP a immédiatement ramené le périmètre dangereux à une zone de 222 km. Alors pourquoi le CEA rétorque-t-il à la Commission européenne que le fait d'avoir réduit à 220 km cette zone est consécutif à une surestimation initiale des risques ? N'y aurait-il pas au contraire sous-estimation ?

Un sous-sol perdu à tout jamais

« Les eaux du lagon de Mururoa resteront pures » assure le CEA. Qui poursuit, selon Jacques Charmelot, envoyé spécial AFP : « Il faudra des centaines, voire des milliers d'années pour que des éléments



Sous l'action de la chaleur produite par la réaction nucléaire, plus de 100 000 °C, la roche qui entoure le point d'impact est littéralement vaporisée et fondue. La périphérie de cette cavité est fracturée et fissurée sur plusieurs centaines de mètres. Soit, pour une charge de 50 kt, une cavité de 37 m de diamètre avec une cheminée d'une hauteur de 148 m, la zone de fracture étant de 266 m. Pour une charge de 120 kt, diamètre de la cavité : 140 m, zone de fracture : 1 km de rayon.

« En 1979, en particulier, une expérience a déclenché le glissement en plusieurs phases (au bout de 23 jours pour la dernière d'entre-elles) d'un volume de plusieurs dizaines de millions de m³ de matériaux », dit le CEA.

Des fuites de radionucléides à courte durée de vie ont été détectées après deux essais par des missions de scientifiques indépendants, elles furent attribuées à un « accident exceptionnel » survenu pendant le découplage d'une vanne lors du prélèvement d'échantillons depuis la cavité. Cela établirait l'existence d'une communication directe entre celle-ci et les couches supérieures de la structure géologique.

radioactifs prisonniers sous le lagon de Mururoa atteignant la surface de ses eaux turquoises, et à la fin de ce lent voyage, ils seront totalement inoffensifs... Il faudra donc, au mieux 150 ans au tritium et 1,5 millions d'années au plutonium 239 pour sortir de la couche basaltique...

Pourtant dès 1986, les professeurs Hochstein et O'Sullivan, experts en mécanique des fluides géothermiques de l'Université d'Auckland, fondant leurs estimations sur un modèle informatisé utilisant les profils de température et les données hydrologiques de Moruroa, affirmaient que des radionucléides parmi les plus dangereux et à longue période radioactive remonteraient vers le lagon de Moruroa à brève échéance, tout au plus 100 ans. Cette étude les conduisit à la conclusion qu'à l'état naturel, l'atoll « fuit autant qu'un tamis ».

Le CEA, toujours en réponse à la Commission, considère que le modèle physique utilisé par ces deux professeurs est correct au plan descriptif mais intègre des valeurs grossièrement excessives. Quant à la demande par ses scientifiques de la constitution d'une mission scientifique d'urgence et indépendante, le CEA répond qu'elle publiera ses propres études d'hydrogéologie...

Le CEA, dans le tome II, précise pour les terrains basaltiques que : « leur faible perméabilité interdit la migration verticale des produits radioactifs... » or, quelques pages plus loin, **il reconnaît que les terrains volcaniques du CEP sont saturés en eau...**

Pour être complets, citons cette annexe du rapport Cousteau : « Le déplacement des points de tirs à l'intérieur du lagon est une précaution qui permet de limiter les risques hydrauliques. Un certain nombre de zones ont été fragilisées par les tirs successifs et puissants qui ont été réalisés sur la périphérie de l'atoll... Cependant, on a pu observer, directement, qu'un tir effectué à l'intérieur du lagon provoquait de nouvelles fractures dans la dalle calcaire du platier déjà fragilisée. Les ébranlements engendrés par les prochains tirs continueront à fragiliser la couronne corallienne et à accélérer le vieillissement de cet atoll, soit en provoquant la chute des blocs cyclopéens déjà en partie détachés par les failles antérieures, soit en provoquant de nouvelles failles... augmentant ainsi la perméabilité de l'ensemble de l'édifice calcaire. »

Mais quand seront-ils libérés ?

Si tout le monde est d'accord sur le fait que les radionucléides seront un jour en contact direct avec les eaux du lagon, la question demeure : quand et où ces éléments commenceront à se répandre et dans quelles proportions ?

Avant l'introduction du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires en 1963, les États-Unis avaient décidé que leurs bases d'essais de Bikini et Eniwetak ne pouvaient convenir à des essais souterrains en raison de la composition géologique et du caractère poreux du sous-sol, alors que géologiquement parlant, les atolls de Moruroa et de Fangataufa sont identiques à Bikini et Eniwetak.

Sur ce point le CEA affirme que l'épaisseur de carbonate (dolomie, calcaire, corail), au dessus des formations volcaniques atteint 820 mètres à Bikini et 1 400 mètres à Eniwetak contre seulement 170 à 450 à Moruroa et Fangataufa. Pourtant, le tome II du CEA, fait état d'épaisseurs pouvant atteindre 723 mètres de minéraux carbonatés sur les flancs de l'atoll. Car résumer la géologie de l'atoll à deux couches, comme le fait très souvent le CEA, est très réducteur, s'agissant d'un

sous-sol non homogène et constitué d'au moins quatre à cinq strates n'ayant pas une porosité identique, point particulièrement important en l'occurrence.

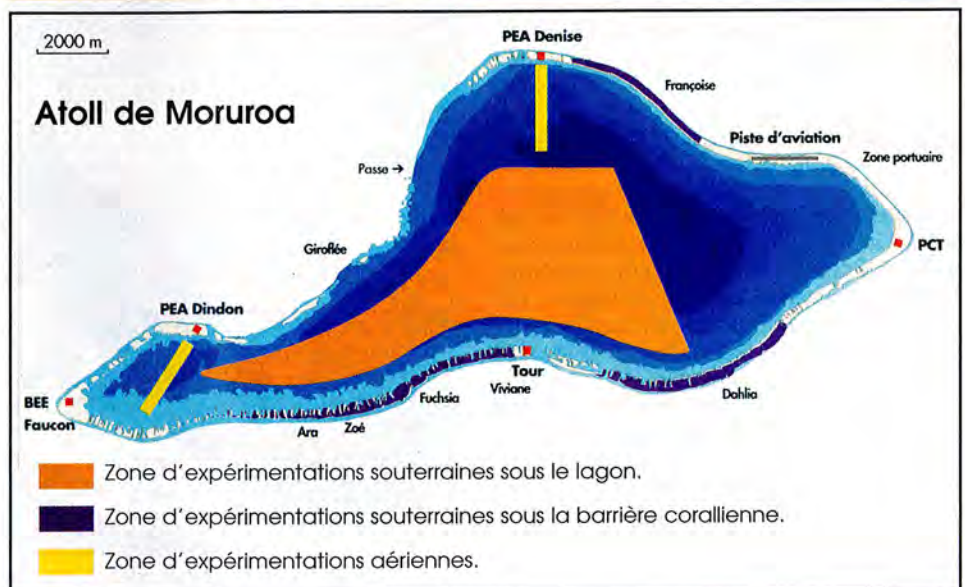
« Les autorités française n'ont jamais affirmé qu'il s'agissait de sites "idéaux" mais simplement "convenables"... ». Cette phrase n'émane pas de la Commission européenne, mais est tout simplement l'une des réponses des autorités françaises au rapport de cette commission.

Moruroa : atoll d'origine volcanique qui s'étend sur 25 km de long pour 9 km au point le plus large. La largeur maximum de la bande corallienne est de 300 mètres pour une hauteur comprise entre 0,5 et 3 m.

37 essais atmosphériques ont été effectués à Moruroa, et l'on estime qu'actuellement 20 kg de plutonium 239 se trouvent dans les sédiments du lagon.

76 essais ont été effectués en zone côtière et 50 essais sous le lagon, soient 126 cavités et puits. « Pour remédier au manque de place, en 1981 on procéda aux premiers essais sous le lagon », sachant que chaque essai crée une cavité de 20 à 120 mètres de diamètre et des fissures périphériques de plusieurs centaines de mètres, il est facile de comprendre ce commentaire du CEA : « les tassements cumulés dus aux expérimentations successives dépassent par endroit 1 mètre, ce qui a entraîné la submersion des anciennes routes d'accès aux chantiers. »

Bien évidemment, le CEA ne fait jamais référence à la situation réelle du sous-sol basaltique qui doit être un vrai gruyère...



Cogéma : « La matière première du nucléaire » mais aussi le premier maillon de la nébuleuse nucléaire

Difficile de ne pas avoir entendu à la télévision que « 10 gr d'uranium suffisent pour assurer les besoins en énergie d'une famille pendant une année », qui plus est, preuve en main, ces 10 gr ne sont pas dangereux !

Pourquoi un tel matraquage publicitaire, alors que cette filiale à 100 % du CEA n'a absolument rien à nous vendre ? Nous apprenons également, que cet uranium sera recyclé. Ce qu'oublie de préciser le narrateur, c'est que si « recyclage » il y a - au sens même du mot il y a de quoi être choqué par l'utilisation d'un tel terme - celui-ci peut avoir comme finalité la fourniture de plutonium pour la fabrication d'armes nucléaires. Alors pour quelle raison cette publicité ne précise-t-elle pas que le « recyclage » ou plutôt le retraitement des 10 gr d'uranium d'une

famille puisse aussi servir à la fabrication d'armes nucléaires ? Puisque la Cogéma fournit, par l'intermédiaire de ses filiales, de l'uranium 235 et 238 (Pierre-latte et Malvési) ainsi que du plutonium 239 (Marcoule) à des fins militaires.

Il est d'ailleurs curieux de constater que ni le Rapport annuel, ni les documents « grand public » de la Cogéma ne font état de cette activité militaire pourtant bien réelle de ce groupe industriel du secteur public.

Avec la mise en service d'UP2, Cogéma dispose d'une capacité de retraitement de 1 600 tonnes par an sur le site de La Hague, dont 14 t de plutonium. L'on est loin des 15 gr produits par la France le 29 juin 1955, date de la première production française de plutonium.

Le nucléaire civilitaire

WISE-Paris

Mykle Schneider

Le représentant de l'ambassade japonaise à Paris était perturbé. Le 9 août 1995, jour du 50^e anniversaire de la tragédie de Nagasaki, le quotidien à grand tirage *Mainichi Shimbun* publie un article sur l'implication potentielle du plutonium japonais dans le programme d'armement de la France. À la base de l'article, un rapport de WISE Paris commandité par trois organisations non-gouvernementales japonaises qui conclue qu'« il n'y a pas de garantie que le plutonium japonais n'a pas contribué à la production de plutonium de qualité militaire en France ».

À en croire l'absence de couverture médiatique, ce dossier n'intéresse personne en France. Et pourtant - devrais-je dire parce que - dans ce pays, les imbrications entre les utilisations civiles et militaires relèvent de décisions stratégiques du développement du nucléaire dès ses débuts.

Le CEA : la fusion entre nucléaire civil et militaire

Pierre Guillaumat, ancien patron du CEA, l'architecte de la bombe française, a répondu un jour à la question sur la bifurcation entre le civil et le militaire : « il n'y a pas eu de bifurcation. Le Commissariat cherchait à faire de l'énergie atomique avec tout le monde ».

Il explique qu'« au début, le Service des Poudres est venu dire les poudres, les explosifs, ça dépend du ministère de la Guerre, comment allons-nous faire la bombe atomique ? Nous leur avons dit : venez commencer à travailler chez nous pour voir ce qu'est la maison, pour avoir ce qu'on appelle un peu la culture commune du CEA. Et nous avons reçu quatre ou cinq ingénieurs des Poudres qui ont étudié la séparation isotopique de l'uranium, avec l'arrière-pensée qu'un jour on ferait de l'uranium enrichi pour faire des bombes, mais aussi de l'uranium enrichi pour faire de l'électricité et de l'uranium enrichi pour faire n'importe quoi ».

Pierre Guillaumat est sans doute le vrai père du tout nucléaire. Il l'a exprimé lui-même en déclarant : « Moi j'avais plutôt l'idée que le Commissariat à l'énergie atomique devait fonder de l'énergie atomique partout. Il ne devait pas en faire, mais il devait la mettre partout ». En l'occurrence, c'est lui qui a créé le Bureau d'études générales qui est devenu la Direction des applications militaires aujourd'hui responsable des essais nucléaires à Moruroa.

Le lien entre le nucléaire civil et militaire n'est pas seulement de nature technique - ce qui sert à l'un peut servir à l'autre - mais aussi d'importance économique. Ainsi, le rapport annuel du CEA de 1973 explique : « il s'agit pour le CEA

dans un cadre budgétaire sans élasticité et avec des effectifs strictement plafonnés (...) d'ajuster la production des matières nucléaires militaires à des besoins fortement évolutifs en mettant à profit les progrès de la technique et des programmes civils (qui eux-mêmes ont largement bénéficié des programmes militaires) pour limiter les dépenses correspondantes ».

Suivant le mensuel d'information *Les défis du CEA* : « dès 1955, à la demande des pouvoirs publics, ses chercheurs se mettent à travailler sur la séparation de l'isotope 235 de l'uranium, qui alimente déjà de nombreux réacteurs de recherche



Transport de plutonium entre La Hague et le Japon.

et dont la Défense nationale a besoin. Il s'agit de construire des sous-marins à propulsion nucléaire, puis, après l'explosion de la bombe A, en février 1960, de développer une arme nucléaire d'une puissance supérieure à la mégatonne ».

Produire du courant en préparant la bombe. Le programme français est intrinsèquement « civilitaire ».

Deux ingrédients de base permettent la fabrication d'un engin nucléaire : l'uranium hautement enrichi (testé à Hiroshima) et le plutonium (testé à Nagasaki). Les deux technologies se sont avérées aussi dévastatrices l'une que l'autre.

La filière uranium

L'uranium naturel ne contient qu'une faible quantité d'uranium 235 (environ 0,7 %). Certains réacteurs fonctionnent à l'uranium naturel. Aujourd'hui, hormis les deux surgénérateurs Phénix et Superphénix, il n'y a plus que des réacteurs de la filière à eau légère fonctionnant à

l'uranium légèrement enrichi ou au combustible mixte uranium-plutonium (MOX). L'uranium est faiblement enrichi (3 à 4 % d'uranium 235) dans l'usine d'Eurodif à Tricastin. Ensuite, il est soit usiné en éléments de combustible soit envoyé à l'usine Cogéma de Pierrelatte où il peut être hautement enrichi en plusieurs étapes pour être introduit dans les réacteurs de sous-marins ou dans les bombes.

La filière plutonium

Au moins 50 % de l'investissement de l'usine UP2 de la Hague auraient été couverts par les budgets militaires. EDF n'a jamais trop apprécié d'être ouvertement mêlée à la bombe. On peut supposer que le changement de dénomination des premiers réacteurs à Chinon EDF 1, 2 et 3 en Chinon A1, A2 et A3 n'était pas pur hasard, car Chinon a servi à produire du plutonium pour la DAM. Le surgénérateur Phénix à Marcoule est exploité conjointement par EDF et le CEA. Il a également servi à produire du plutonium militaire.

Les japonais ne devraient pas rester les seuls embarrassés d'être mêlés aux activités militaires en France. Notre pays compte officiellement 30 installations dites mixtes civiles-militaires. L'accès des contrôleurs d'Euratom y est au bon gré du Gouvernement français. Ne parlons pas des contrôles de l'AIEA. Une seule installation est régulièrement visitée par ses inspecteurs, le stockage des combustibles irradiés à la Hague.

Après avoir été financée par et travaillée pour les militaires, l'usine UP2 de la Hague a traité les combustibles, outre ceux du Japon, au moins ceux de l'Allemagne, de Belgique, des Pays Bas, de la Suède, de la Suisse. Suivant le principe que l'atome ne porte pas de drapeau, le plutonium sortant de cette usine est redistribué au prorata aux divers clients.

Le plutonium retourné au Japon avec l'*Akatsuki Maru* en 1992 n'était pas d'origine japonaise. La composition dite isotopique n'était pas la même. Qui peut donc affirmer que ce plutonium japonais n'a pas alimenté le cœur de Phénix qui lui même génère - quand il fonctionne ! - du plutonium pour la DAM ?

Le dilemme des partenaires nucléaires de la France est évident : tous protestent aujourd'hui contre la reprise des essais nucléaires français alors que bon nombre d'entre eux sont impliqués dans des programmes directement liés à la fabrication de matières nucléaires pour la bombe française.

Le dilemme des français opposés aux essais est aussi évident : il faudra sans doute commencer la réflexion sur le système nucléaire un peu avant l'ultime bang à Moruroa.

Du rififi au CEA...

Observez

Régis Sauvanet



Un administrateur accepte de parler

Observez : Pourquoi une telle chape de plomb à l'intérieur du CEA ?

Claude Aufort : Disons que le CEA est un organisme qui a un passé. Ce passé a une forte composante militaire, et donc une forte composante du poids de l'État sur ses missions en même temps que du secret...

O : Ces missions militaires n'étaient-elles pas un peu secrètes au départ ?

Cl A : Je crois que c'est difficile à dire. Moi on ne me l'a jamais raconté comme ça. Je suis rentré au CEA en 1964. **Au départ Joliot-Curie avait choisi, pour la France, la filière à eau lourde mais le choix militaire de la force de frappe a amené un choix civil dans la filière uranium naturel graphite gaz (UNGG) qui elle était plutonigène.** En quelque sorte il y a des rapports entre le civil et le militaire de ce point de vue là. Il y a donc tout un passé où les deux missions cohabitent en essayant de s'harmoniser et ceci jusqu'en 1969, date de l'abandon de la filière.

O : C'était donc une erreur d'aller vers la filière que les militaires avaient imposé ?

Cl A : L'idée de Joliot au départ c'était de développer la filière à l'eau lourde. Pour la suite, je dirais qu'à un moment les pays font des choix et ils assument ces choix.

O : Mais, est-ce que ce virage ne pourrait pas conduire vers d'autres filières ou vers d'autres voies technologiques aujourd'hui ?

Cl A : Non, je ne crois pas. Les choses sont séparées. Le nucléaire civil en France est un secteur à trois composantes. D'une part le CEA, pour la recherche et le cycle de combustible, d'autre part EDF, troisièmement Framatome. Il est difficile de penser que le militaire pourrait infléchir le civil, d'autant plus que maintenant on n'a plus besoin de plutonium militaire. Le pays a ce qu'il faut. Il n'y a pas besoin de passer par les applications civiles.

O : Oui, mais COGEMA produit quand même du plutonium militaire ?

Cl A : Oui, mais ils ont des réacteurs particuliers pour faire cela. Par ailleurs il y

avait un ou deux réacteurs français qui étaient ceux de la filière graphite/gaz, qui sont maintenant arrêtés qui produisaient du plutonium...

O : C'était Chinon ?

Cl A : Oui, c'était Chinon A3...

O : Peut-il y avoir dérive, et prolifération, vers le nucléaire militaire à partir des activités civiles ?

Cl A : Oui, mais la question essentielle est la volonté politique. Même sans retraitement ceux qui veulent la bombe l'ont. Il y a moult moyens d'obtenir du plutonium, même sans avoir le cycle de combustible que l'on a. (...) A mon avis ce n'est pas lié... Dernièrement l'ensemble du monde s'est retrouvé d'accord pour signer une reconduction du Traité de non prolifération, que la France a signé, et dans lequel chacun s'engage à montrer « sa bonne volonté », j'insiste sur « bonne volonté », pour s'engager dans le désarmement nucléaire. Mais y a-t-il bonne volonté ? (...)

O : La majorité du conseil d'administration serait-elle d'accord avec vous ?

Cl A : Je ne pense pas. Mais je ne suis pas non plus tout seul.

O : Pensez-vous que le président Chirac avait l'intention de continuer les essais de faible puissance lorsqu'il a fait sa déclaration le 13 juin ?

Cl A : Oui, je le pense. Parce que même si c'étaient les États-Unis qui demandaient cette possibilité, la France ne disait rien mais vivait à l'ombre de cette orientation.

O : A quoi vont servir ces 7 ou 8 essais ?

Cl A : Je pense qu'il y a deux éléments scientifiques qui expliquent que la dissuasion doit évoluer. En matière scientifique et technique, toute chose qui ne poursuit pas la recherche et le développement est vouée à la disparition et à l'obsolescence. Deuxièmement, on dit qu'on simule et si on simule il faut valider, on valide avec des essais. Par ailleurs une troisième idée peut expliquer une nécessaire évolution. La dissuasion française, et la forme qu'elle a prise, est liée à un monde divisé en deux blocs. Depuis l'écroulement du mur de Berlin en 1989 cette situation internationale a évolué. Et donc il m'apparaît normal que si on conserve la dissuasion celle-ci peut et doit prendre des formes techniques qui sont en phase avec la nouvelle situation mondiale. Ces trois raisons, deux scientifiques et une politique, font que si on dit oui à la dissuasion, à mon avis il n'est pas possible qu'il y n'ait pas des essais à terme. Je dirais même qu'avec la simulation il est possible de faire ces essais en France car ils sont de petite puissance. (...) **Pour moi la question qui se pose est : la politique de dissuasion est-elle toujours d'actualité ?**

Interview de Monsieur Claude Aufort, membre du Conseil d'administration du CEA, au titre des représentants élus du personnel, du collège syndical CGT.

« Il y a 20 ans, le CEA c'était la bombe, entre-temps, le CEA est devenu plus fréquentable, demain le CEA fêtera ses 50 ans, quelles drôles de bougies devons-nous souffler ? »

Cette phrase n'est pas isolée, et bon nombre de scientifiques du CEA interrogés, pour la plupart signataires de l'Appel des scientifiques (plus de 100 signatures émanant du CEA à ce jour), pensent que la reprise des essais nucléaires ne pourra que ternir l'image du CEA auprès de la communauté scientifique internationale. Selon ces scientifiques particulièrement compétents dans le domaine du nucléaire, il apparaît clairement que la reprise de ces essais n'a comme origine qu'une volonté politique, dictée par la pression du lobby des militaires et de la DAM.

Voulant en savoir plus, nous avons interrogé François Rollinger, professeur agrégé de sciences physiques, ingénieur au CEA, secrétaire général adjoint de la CFDT du CEA sur la position exacte de son syndicat.

Observez : Votre syndicat, qui est par ailleurs majoritaire au CEA, a pris une position contre la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, pourquoi ?

François Rollinger : Le nucléaire est dans notre pays un domaine où il est très difficile de faire jouer leur rôle aux mécanismes démocratiques et où l'information reste trop souvent confisquée par une technocratie trop sûre d'elle. Beaucoup de travailleurs du CEA et notamment des militants CFDT ont été choqués par la décision du président Chirac et il était de notre devoir de le faire savoir publiquement.

O : Quel rôle a pu jouer le CEA quant à la décision de Jacques Chirac ?

FR : Il est certain que le CEA comme les militaires font le forcing depuis le début du moratoire pour obtenir la reprise des essais. Mais en l'occurrence, les experts sont surtout des alibis car la décision de reprendre les essais n'est pas fondamentalement une question technique, mais une question politique.

Reprendre les essais, c'est rêver que les cinq puissances nucléaires reconnues par le TNP se sont vues accorder par le reste du monde le privilège éternel et intangible d'être les seuls à disposer de la puissance nucléaires ; c'est totalement présomptueux et c'est un véritable encouragement à la prolifération.

O : Estimez-vous que technologiquement parlant ces huit essais soient nécessaires ?

FR : C'est vrai que le CEA n'a démarré son programme sur la simulation que tardivement ; il a été imprévoyant et a accumulé peu de données expérimentales dans ce but. Ce ne sont pas huit essais très rapprochés de plus ou de moins qui changeront significativement cet état de fait. La vraie question est de savoir si notre force de dissuasion reste crédible dans les dix ou quinze ans qui viennent sans ces nouveaux essais. La réponse est évidemment : oui ; même le CEA ne prétend pas le contraire.

Les acteurs du nucléaire

DAMOCLES

Bruno Barrillot

L'ensemble des travaux effectués dans le cadre des essais est réalisé principalement par les deux organismes relevant de la **DIRCEN** : les Armées et le **CEA**. Sur les sites nucléaires, les armées sont chargées principalement de la protection militaire des sites, de l'entretien des bases militaires, des transports inter-sites, des gros chantiers. Le **CEA** a la responsabilité de la conduite des essais et de l'analyse des résultats. Les personnels du **CEA** venant principalement des centres d'études de la *Direction des Applications Militaires de Métropole* ne restent que pendant la période des tirs.

Entre deux campagnes de tirs, le **CEA** ne dispose que d'un état-major réduit, avec un directeur à Tahiti. Certains travaux ou études sont réalisés conjointement par le **CEA** et les Armées : c'est le cas du *Service Mixte de Contrôle Biologique et Radiologique (SMCB-R)* qui résulte de la fusion de deux organismes de contrôle.

Mais le **CEA** et les armées sous-traitent un certain nombre de tâches à des entreprises extérieures. Parmi ces entreprises, on distingue des entreprises locales de Polynésie qui assurent les services courants de la base (nettoyages, services de restauration et quelques emplois techniques) : leurs employés sont désignés sous l'appellation de « Personnels recrutés localement ».

Pour des tâches plus spécifiques, la **DIRCEN** fait appel à des entreprises spécialisées. La plupart des entreprises liées aux contrats militaires sont des multinationales engagées dans de nombreux pays du monde ou liées à des entreprises étrangères.

Activités civiles et militaires peuvent de cette manière être liées, tant technologiquement que financièrement parlant.

Ainsi de relever certains laboratoires privés ou civils participant, directement ou indirectement, aux programmes d'essais comme le **BRGM** (mesures de magnétisme et gravimétrie), le **CNRS** (étude de prélèvements des cavités d'explosion),

la **CGG** (études de profils sismiques), le laboratoire **DHI** d'Hambourg (mesures d'intercomparaisons radiologiques en collaboration avec l'**AIEA**), **IFREMER** (mesures de bathymétrie, photographie et imagerie acoustique), mais aussi le Musée national d'histoire naturelle par des missions de contrôle biologique.

Pour des tâches plus spécifiques, la **DIRCEN** fait appel à des entreprises spécialisées. La plupart de celles liées aux contrats militaires sont des multinationales engagées dans de nombreux pays du monde ou liées à des entreprises étrangères. Elles ont également des activités civiles dans de nombreux cas.

ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES AYANT FOURNI OU FOURNISSANT DES ÉQUIPEMENTS AU CEP

ACB (Groupe GEC Alsthom) : fourniture des conteneurs de la bombe
Bouygues Offshore (Groupe Bouygues) : barges et ponts flottants pour les forages
Bull (Groupe Bull SA) : systèmes électroniques et ordinateurs
Dumez-Citra (Groupe Dumez) : grands travaux d'infrastructures
CGEE (Groupe GEC-Alsthom) : centrale de production d'eau douce, climatisation
Filotex (Groupe Filotex) : fils et câbles spéciaux pour les appareils de mesure
Sedco Forex (Groupe Schlumberger) : forage des puits de tirs
Intertechnique (Groupe Intertechnique) : instrumentation, mesures
Les Câbles de Lyon (Groupe Les Câbles de Lyon) : câbles pour appareils de mesure
Sodern (Groupe Sodern) : sources neutroniques destinées à l'amorçage de la réaction
Spie-Batignolles (Groupe Schneider SA) : grands travaux d'infrastructure
STMI (Groupe STMI) : service de décontamination sur Moruroa
Thomson-CSF (Groupe Thomson-SA) : fourniture d'instruments électroniques
Framateq SA (Groupe Framateq-SA) : fourniture de 4 tombereaux de chantier

Du civil au militaire

Observer

Chantal Malherbe

Produire des armes demande des hommes, des usines, des capitaux et bien entendu des clients, car sans ces derniers l'industrie de l'armement n'existerait pas. Tant que nos États seront acheteurs, car ce sont eux les clients, il faudra produire coûte que coûte.

Pourquoi nos industriels de l'armement n'affichent-ils pas clairement les multiples facettes de leur activité ? Alors qu'il s'agit de productions parfaitement reconnues, légales et même encouragées par nos gouvernants.

Dresser une liste exhaustive de toutes les sociétés participant de près ou de loin à cette industrie n'est pas l'objet de ce dossier. Comme il ne s'agit surtout pas d'amalgamer les sociétés citées ci-après aux entreprises participant aux essais nucléaires, mais simplement de relever certains grands groupes français liés par capitaux interposés à la fabrication d'armes ou de produits pouvant être utilisés pour la fabrication de ces armes.

« Vous n'irez pas chez nous par hasard »... Savez-vous que le 28 avril 1993, **Total** entre dans le capital de **Cogéma**, à hauteur de 10,8 % par le biais d'une augmentation de capital réservée, et cède son secteur uranium à **Cogéma**, tandis que pour sa part **Cogéma** prend 4,3 % du capital de **Total**.

Et comme le remarque **Cogéma** « En forgeant ce lien nouveau avec **Total**, grand groupe français de l'énergie, implanté internationalement, **Cogéma** s'ouvre des perspectives de développement, conforte son secteur uranium et diversifie ses investissements financiers dans des conditions compatibles avec ses propres impératifs de gestion. »



COGEMA

L'alliance entre le leader mondial du combustible nucléaire, fournisseur principalement des centrales nucléaires civiles mais aussi, auprès du **CEA**, de matières pour la fabrication des armes nucléaires, et un grand pétrolier.



En Route vers le Futur.

PSA
PEUGEOT
CITROËN



PSA Peugeot Citroën, dont tout le monde connaît les voitures, c'est : un chiffre d'affaires de 166 milliards de francs, le 3^e constructeur européen de véhicules particuliers et 139 800 salariés.

Mais PSA c'est aussi Panhard et Levassor : 1^{er} constructeur mondial d'engins blindés à roues et SAMM : société spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes de haute technologie pour l'aéronautique et l'armement.

LAGARDERE GROUPE

Matra c'est avant tout Lagardère Groupe, l'un des leaders en hautes technologies. Avec notamment Matra Marconi Space, société spécialisée dans la fabrication de satellites. Mais c'est aussi Matra Défense, l'un des principaux fabricants de missiles (sans tête nucléaire) équipant notamment le Mirage 2000-5 mais aussi sol-air, cette part représente un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs.

Mais le grand public connaît mieux Matra par sa division Matra Transport, dont le cheval de bataille est l'Espace. Plus de 425 338 voitures ont été déjà commercialisées, dont 66 700 au titre de l'année 1994. L'exportation représentant plus de 50 % de ce chiffre, avec en tête des pays acheteurs l'Allemagne (11 511 véhicules) suivie de la Grande-Bretagne (7 062), de



la Belgique (4 158), de la Suisse (3 970) et de l'Autriche (2 940). Cette voiture est commercialisée par le réseau Renault. Lagardère Groupe, c'est aussi Hachette, dont : les Éditions Marabout, Calmann-Lévy, Hachette Livre, Harlequin, Stock et Grasset. Sans oublier Hachette Filipacchi Presse et d'autres sociétés de presse (Télé 7 jours, Parents, Ici Paris, Elle, France Dimanche, Vital, Le Provençal...), ou encore Europe 1, Europe 2 et 47 % du capital de RFM.

GEC ALSTHOM

Alcatel Alsthom, l'un des mastodontes de l'industrie française, avec un chiffre d'affaires global de 191 milliards de francs, répartis principalement entre la branche communication par Alcatel, et l'énergie et les transports avec GEC Alsthom.

Alcatel, c'est avant tout la communication et les télécommunications dans le domaine de l'espace et de la défense (systèmes de communication straté-

gique et tactique, de décryptage et d'aides à la navigation).

GEC Alsthom, c'est le TGV mais aussi la production, le transport et la distribution d'énergie. Avec notamment 44,1 % du capital de Framatome, le leader mondial des réacteurs nucléaires.

Il ne faut pas oublier qu'Alcatel Alsthom c'est aussi l'édition, avec le Groupe de la Cité et les médias, avec le Groupe l'Express, Le Point. Mais aussi, 49 % du capital de Radio Nostalgie, le contrôle de Courrier International. Sans oublier Alcatel, société spécialisée dans la location de bien d'équipement et Saff, fabricant d'accumulateurs.



Nombreuses sont les sociétés proposant de la téléphonie et ayant un lien, direct ou indirect, avec l'industrie de la défense, exemple : Alcatel, Dassault, Matra, Sagem...

La volonté
d'excellence



THOMSON-CSF

« Nous sommes restés dans le peloton de tête mondial de l'industrie d'électronique de défense » Ainsi, selon Alain Gomez, Thomson CSF a, malgré la réduction des budgets de défense, confirmé sa place de leader, et d'affirmer : « nous continuerons à chercher, dans le cadre de la rationalisation de l'industrie européenne, activité par activité, les opportunités d'atteindre la masse critique et la part de marché pertinente ».

Thomson SA c'est 36 milliards de chiffre d'affaires pour la branche Thomson CSF (58 % du capital), dont 65 % dans le domaine de la défense, mais c'est aussi

38 milliards de francs pour la branche Thomson multimédia (100 % du capital) plus particulièrement concernée par des activités « grand public », mais bien évidemment ces chiffres ne tiennent pas entièrement compte de toute la galaxie Thomson et de ses 180 sociétés et filiales. Thomson CSF c'est le 3^e groupe mondial d'électronique professionnelle pour un effectif de 46 800 personnes.

L'année 1994 a été principalement marquée par l'accord de coopération avec l'Allemand Daimler Benz Aerospace. Ainsi TDA, cette nouvelle entité, est devenue le n° 1 européen dans le domaine des mortiers, mines antichar, armements aéroportés, munitions intelligentes et composants de missiles.

Place des équipements Thomson CSF dans les armements à vocation nucléaire : radar à balayage du Rafale, sonar des sous-marins nucléaires d'attaque Trafalgar, électronique des Mirages 2000-5.

Thomson CSF c'est surtout la technologie concernant les radars, les systèmes d'électronique, les systèmes d'entraînement et

de simulation, l'électronique de missiles, mais aussi et principalement sa filiale Sextant Avionique l'un des leaders mondiaux en électronique de vol civil et militaire.

Mais Thomson c'est aussi, par sa filiale Thomson multimédia le 4^e groupe mondial d'électronique grand public, avec des marques phares comme :

Brandt, Telefunken, Saba et bien entendu Thomson, - branche dite "produits bruns", c'est à dire liés à l'électronique, la branche "produits blancs" c'est à dire l'électroménager n'appartenant plus à Thomson - sans oublier Nordmende et Ferguson pour l'Europe et RCA, General Electric et Proscan pour les USA.

Soit 13 millions de tubes couleurs, 8 millions de téléviseurs, 3 millions de magnétoscope et 26 millions de produits audio.



Kilotonnes, mégatonnes...

Observer

Philippe Marie

Une bombe de 100 kt équivaut à 100 millions de kilos de dynamite (TNT). Un *Mirage 2000* équipé d'une bombe de cette puissance transporte l'équivalent de la puissance que transportaient en 1944 vingt mille bombardiers.

La bombe thermonucléaire *Canopus*, d'une puissance de 2,5 Mt, utilisée à Fangataufa le 24 août 1968, est supérieure en puissance à l'ensemble des explosifs utilisés par toutes les forces armées lors de la seconde guerre mondiale.

Une bombe, comment ça marche ?

Tout d'abord il y a la bombe A : l'ancêtre, que l'on peut résumer au concept d'une « rencontre », communément appelée fission, entre un certain nombre de noyaux fissiles, tels que le plutonium 239 ou l'uranium 235.

Pour que la réaction en chaîne soit explosive, le nombre des fissions doit croître constamment, ceci exige un certain nombre de neutrons et donc une masse critique de matière fissile.

Quant à l'énergie d'une bombe H (hydrogène) ou bombe thermonucléaire, elle est la résultante de la fusion de noyaux légers. Ainsi pour provoquer la fusion de noyaux, qui de par leur charge électrique s'opposent, il convient de porter ceux-ci à une température minimum nécessaire au démarrage de la réaction. Ainsi, même si théoriquement 40 tonnes de TNT seraient suffisantes pour comprimer de l'hydrure de lithium, le combustible thermonucléaire solide le plus facile à allumer, le recours à une bombe atomique de cette

Zones de mortalité en fonction de la puissance (rayon)

Zone de :	100 % de mortalité	20 à 50 % de mortalité	10 % de mortalité
1 kilotonne	de 0 à 350 m	de 350 à 650 m	de 650 à 900 m
10 kilotonnes	de 0 à 600 m	de 600 à 1400 m	de 1400 à 2300 m
100 kilotonnes	de 0 à 2500 m	de 2500 à 5000 m	5000 m et plus
1 mégatonne	de 0 à 5000 m	de 5000 à 10000 m	10000 m et plus

puissance reste la meilleure solution afin de comprimer et ainsi permettre l'allumage d'un explosif thermonucléaire. Autre solution, comprimer ces noyaux à l'aide de lasers, ce qui aujourd'hui n'est réalisable qu'en laboratoire.

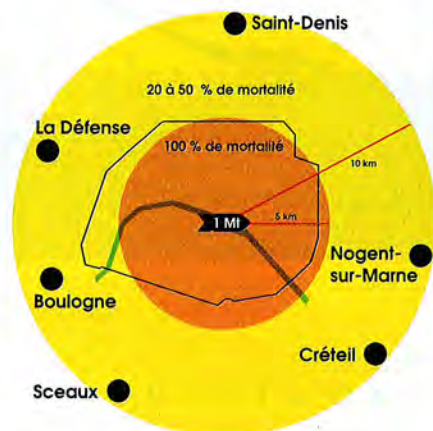
La bombe à neutrons

La bombe à neutrons, également nommée bombe à radiations renforcées ou tout simplement bombe N, est une bombe H grande émettrice de neutrons. Le rayonnement de neutrons étant nettement supérieur, jusqu'à 15 fois, à celui d'une bombe nucléaire « standard ».

Les effets de chaleur, de souffle et de radioactivité sont théoriquement limités. Le rayon « d'action » d'une bombe à neutrons de 1 kt est d'environ 2 km.

Dans un diamètre de 3,5 km, les dommages causés par l'émission de neutrons sont très conséquents, et en tout état de cause entraînent une mort certaine autour d'un rayon de 930 m du point d'impact. Mais à moins de 1700 m vous avez 50 % de « chance » de survie, certes avec séquelles. Au delà de cette zone de 1700 m, on ne sait pas...

Selon les militaires, la particularité de cette de bombe est sa « propriété » vis à vis des bâtiments et infrastructures puisqu'elle est censée ne pas toucher ceux-ci. Ce qui n'est pas tout à fait exact, car même si son souffle est inférieur à celui d'une bombe classique à hydrogène, il est néanmoins très important, puisque pour une bombe de 1 kt le rayon de destruction totale est de 430 m. **Mais il est vrai que sa cible première reste : les êtres vivants.**



Dégâts d'une bombe thermonucléaire de 1 Mt larguée sur Notre-Dame

Mort immédiate, mais aussi à court, moyen et long terme puisque les émissions de neutrons provoqueront des détériorations au niveau des cellules et par ricochet auront des effets génétiques sans commune mesure avec tout autre type de bombe de puissance comparable.

Bref, une bombe très coûteuse et demandant de grandes quantités de plutonium et de tritium, pour un autre type de guerre, avec des puissances réduites et un terrain d'action plus ciblé. Une guerre qui avant l'emploi de bombes nucléaires plus classiques permettrait de mesurer le savoir faire des hommes de science.

À noter que tous les chiffres communiqués dans cette page dépendent de la hauteur du point d'explosion, hauteur ayant une importance majeure dans l'effet recherché et les cibles visées.



Parlement européen.

Le CEA et la « grande » DAM

Organisme civil, qui ne porte de civil que le nom puisque près de la moitié de son budget est consacré aux activités nucléaires militaires. Avec la mise en place de la Direction des applications militaires (DAM) le 12 septembre 1958, de Gaulle met au grand jour l'un des aspects secret du CEA qu'il avait créé le 18 octobre 1945.

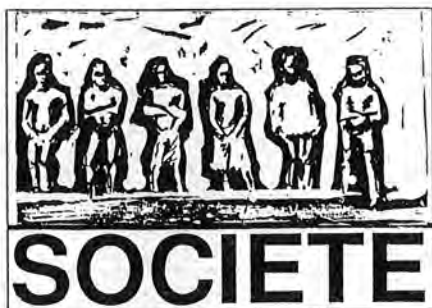
Même si entre ces deux dates, la préparation clandestine du nucléaire militaire était déjà bien engagée, il est évident qu'à partir de 1958 et avec la

nomination de Pierre Guillaumat comme ministre des Armées, jusqu'à lors administrateur général du CEA, tout s'accéléra.

La DAM dispose à l'intérieur du CEA, certes d'installations exclusives et particulièrement protégées mais aussi de centres communs de recherche et surtout de production de combustibles (Cogéma), voire de stockage des déchets (ANDRA). Sans ignorer que si les recherches militaires sont bien spécifiques et portent principalement sur la mise au point et la fabrication d'armes, les activités civiles du CEA, comme la

recherche fondamentale, profitent également aux applications de la DAM.

Pour compléter le dispositif du CEA, le décret du 29 septembre 1970 met en place un Comité de l'énergie atomique composé notamment d'un représentant du ministère de l'Environnement, en l'occurrence à ce jour André Claude Lacoste, directeur de la Sécurité des installations nucléaires, ainsi que Gilles Ménage (président d'EDF) au titre des « personnalités compétentes dans le domaine scientifique ». Quant aux militaires, ils sont particulièrement bien représentés avec trois délégués.



USA : PAUVRETE A VENDRE

La pauvreté a pris de telles proportions que des annonces publicitaires télévisées invitent les gens à adopter un enfant américain de milieu urbain défavorisé, semblables à celles qui les conviennent à adopter un enfant sous-alimenté du tiers-monde !

GRANDE-BRETAGNE : POLICIERS SANS ARMES

Les 74000 bobbies britanniques, consultés par référen-

dum en mai dernier, se sont prononcés à plus de 79 % des voix pour continuer à exercer leur métier sans porter d'armes. L'argument pour s'opposer au port d'une arme a été que la police craint que cela entraîne une "course aux armements" avec les délinquants. Ils constatent que le fait de ne pas porter d'armes les expose moins que les policiers d'autres pays aux coups de feu : la Grande-Bretagne est l'un des pays où il y a le moins de morts violentes dans la police. Quand la France adoptera-t-elle la même attitude ? (source : Non-Violence Actualité, juillet-août 1995).

LA RELIGION EN CHUTE LIBRE

En 1993, selon l'INSEE, 8 % des plus de 60 ans se disaient sans religion. La proportion monte chez les moins de 25 ans à 32 %. Si l'on y rajoute 40 % de catholiques non-pratiquants... Il ne reste plus chez les moins de 25 ans que 21 % de catholiques, 2 % de protestants, 1 % de musulmans, 1 % de juifs, 3 % d'autres.



ACTIVITES DE LOISIRS

En 1994, le Ministère de la Culture a réalisé une enquête sur les loisirs des Français. Au cours des douze derniers mois,

- 97 % ont regardé la télévision (81 % tous les jours ou presque)
- 90 % ont écouté de la musique (48 % tous les jours ou presque)
- 73 % ont regardé une vidéo (25 % chaque semaine)
- 81 % des hommes et 59 % des femmes ont fait du bricolage (39 % et 13 % chaque semaine)
- 63 % ont fait du jardinage (22 % une fois par semaine)
- 48 % des hommes et 78 % des femmes ont fait de la cuisine pour le plaisir (18 % et 42 % chaque semaine)
- 6 % des hommes et 48 % des femmes ont fait du tricot (2 % et 22 % chaque semaine)
- 15 % des hommes et 6 % des femmes font du sport de compétition
- 60 % des hommes et 56 % des femmes ont fait du sport de détente
- 26 % des hommes sont allés chasser contre 9 % des femmes
- 35 % et 23 % ont utilisé un microordinateur (dont 18 % et 9 % chaque semaine)
- 30 % et 20 % une console de jeux (9 % et 4 % chaque semaine)
- 56 % ont lu un quotidien national (10 % tous les jours)
- 75 % ont lu un quotidien régional (28 % tous les jours)
- 90 % ont lu une revue (50 % chaque semaine)
- 75 % des hommes, 85 % des femmes ont lu un livre (26 % et 41 % chaque semaine)
- 51 % des hommes et 56 % des femmes sont allés au cinéma
- 32 % des hommes et 42 % des femmes sont allés au musée
- 15 % des hommes et 22 % des femmes sont allés dans une galerie d'art
- 31 % des hommes et 41 % des femmes sont allés dans une bibliothèque
- 17 % des hommes et 25 % des femmes sont allés au théâtre
- 9 % des hommes et 5 % des femmes sont allés dans un concert rock
- 7 % des hommes et 5 % des femmes sont allés dans un concert jazz
- 14 % des hommes et 15 % des femmes sont allés à un concert de musique classique
- 16 % des hommes et 19 % des femmes sont allés voir un spectacle de variétés
- 9 % des hommes et 15 % des femmes sont allés à un spectacle de danse
- 26 % jouent d'un instrument de musique (7 % en ont joué depuis un an)
- 47 % ont un appareil photo (40 % s'en sont servis depuis un an)

PAUVRETE CROISSANTE

Selon une étude du CREDOC, 13 millions de personnes, soit 22 % de la population française, vit uniquement des minima sociaux (RMI, minimum vieillesse...). Par ailleurs, 1,5 million de chômeurs (46 % du total) vivent avec moins de 3000 F. La croissance économique est surtout la croissance des inégalités.

QUI SONT LES RICHES ?

Selon une enquête menée par Alternatives Economiques (hors-série n°25, été 95), les 1 % les plus riches de la population ont une moyenne d'âge de 79,1 ans dont 49,8 % sont des femmes (pour une fois, c'est l'égalité !), 46,4 % habitent en Ile-de-France. Alors que le patrimoine transmis en France est en moyenne de 580 000 F, ils ont bénéficié eux en moyenne de 10 557 000 F.

S'ils sont riches, ils sont aussi dirigeants politiques : 71 % des membres des grands corps d'Etat et 60 % des hauts fonctionnaires sont originaires des classes les plus aisées. 95 % des sénateurs sont issus des catégories socio-professionnelles les plus aisées. Qui a dit "abolition des privilèges" ?

MANQUE D'ENSEIGNANTS

En moyenne, on compte en France 22,8 élèves par enseignant... contre

- 9,7 en Belgique,
- 10,4 en Suède,
- 10,8 en Autriche,
- 10,8 en Norvège,
- 11,1 au Danemark,
- 13,4 au Portugal,
- 15,2 aux Etats-Unis,
- 18,5 en Australie,
- 18,8 en Finlande,
- 20,5 en Allemagne...

Cela situe la France dans les plus mauvaises places des pays de l'OCDE.

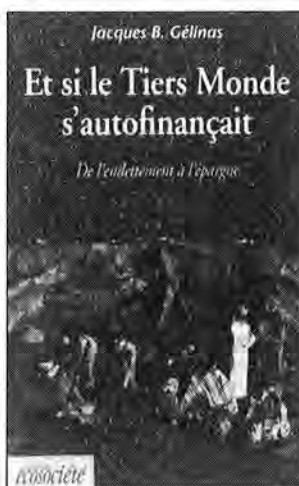


ET SI LE TIERS-MONDE S'AUTOFINANÇAIT

De l'endettement à l'épargne

de Jacques Gélinas
Ed. Ecosociété (Québec)
Diffusé par Silence
1994 - 240 p - 75 F

Après une étude des 50 ans d'"aide" apporté par le Nord aux pays dits sous-développés, Jacques Gélinas en arrive à la conclusion que cette aide a provoqué l'apparition d'une "aidocratie", fonctionnaires vivant de l'aide internationale, honnêtement ou non, et à la destruction des économies locales par l'injonction d'"argent froid", c'est-à-dire d'argent qui arrive sans que l'on sache trop comment ni pourquoi... par opposition à l'"argent chaud" gagné à la sueur de son front.



Aujourd'hui, on en est arrivé à la situation que c'est le Sud qui, par les seuls intérêts de la dette, finance le Nord. Une situation dans la tradition du colonialisme savamment entretenue par certaines structures politiques. S'efforçant de définir le développement comme "l'ensemble des activités

qui contribuent à la formation progressive du capital matériel et humain en vue d'une production autoentretenu visant à satisfaire les besoins présents et futurs de la collectivité" (p.128), l'auteur s'intéresse alors à des exemples d'économies de pays qui ont su suivre une autre voie, que ce soit le Japon, Taïwan ou les Bamilékés au Cameroun. Ces exemples ont en commun le développement par l'épargne et le refus de l'endettement extérieur à la communauté.

L'auteur rappelant le fonctionnement "en confiance" des fontaines et autre systèmes de mise en commun de l'épargne, il montre que c'est cette confiance et ce sens de la communauté qui est le moteur le plus puissant du véritable développement.

Il prône donc un développement par le bas, avec sa démocratie locale, la responsabilité locale, la convivialité... C'est ce fonctionnement à la base qui peut permettre aux communautés de redevenir autonomes, de se développer dans le respect des différences et d'où peut naître une structure politique à plus haut niveau qui soit démocratique.

Avançant l'idée d'un capitalisme collectif et responsable, l'ouvrage se termine par une interrogation sur le rôle des associations de solidarité internationale : elles doivent être à l'écoute d'éventuelles demandes, favoriser la communication et l'information... mais peut-être devraient-elles se contenter de cela.

Un ensemble de réflexions que l'on retrouve de plus en plus fréquemment dans les textes issus des Africains eux-mêmes. MB.

NESTLE, BETTENCOURT ET LES NAZIS

de Charles Poncet
Ed. de l'Aire, 15 rue de l'Union, CH-1800 Vevey
1995 - 36 p.

Ce tout petit livre est fort percutant : on y apprend les errements d'André Bettencourt pendant la dernière guerre mondiale. Actionnaire principal de la société l'Oréal, longtemps gros actionnaire de Nestlé, ancien ministre, ami de François Mitterrand, il a écrit des articles dans la presse nazi entre 1940 et 1942 fortement antisémites. Ce petit livre montre ses liens avec les nazis et avec Nestlé qui, pendant l'occupation, a réussi à contrôler sa filière française en fournissant aux autorités allemandes des certificats comme quoi aucun membre de la direction n'était juif ! La famille Bettencourt est aujourd'hui classée comme la famille la plus riche de France ! L'argent n'a pas d'odeur. MB.

SOCIOLOGIE DU SPORT

de Jacques Defrance
Ed. La Découverte / Repères
1995 - 122 p. - 39 F

Ce petit livre nous introduit aux questions sociologiques que pose le sport. Et elles sont nombreuses. "L'analyse de la structure sociale d'une population pratiquante (ou de l'audience) d'un sport suscite des questions sociologiques comparables à celles que suggèrent toutes les descriptions de l'ordre social : indentifications en termes d'inégalité, de processus d'exclusion, étude du profil des groupements formés, mise en évidence de hiérarchies spécifiques et de relations de domination. De même toute modification de cette structure sociale des sports déclenche des réactions analogues à celles qu'on observe pour d'autres genres de bouleversements sociaux" (p.42). Ce livre ouvre des pistes dans de multiples directions, cite une multitude d'études sur le sujet, montrent les incertitudes, les voies encore explorées, les différences dans le temps, dans le lieu et par discipline et même com-

ment évolue la définition du sport. Une bonne introduction au sujet, des pistes de réflexion multiples, mais peut-être un tel domaine aurait pu bénéficier de la part de l'éditeur de plusieurs ouvrages tant le contenu est dense. MB.

LE JARDIN NATUREL

Plantes sauvages comestibles de nos régions
De Gilbert Fabiani
et Pierre Laroche
Ed. Edisud
1994 - 60 p. - 98 F.

Présenté en double page - à gauche le texte, à droite un schéma de la plante - ce livre présente 45 plantes qui poussent toutes seules et qui peuvent nous servir pour l'alimentation. Certaines sont très connues (poireau, ail, fenouil), d'autres moins (alkekenge, bardane, rai-fort). Pour le même prix, chaque dessin de plante est agrémenté d'un dessin d'insecte. Si les différents noms utilisés sont précieux, on regrettera que ne soient pas mentionnés les risques de confusion avec d'autres plantes. FV.

LE LARZAC ET APRÈS

Etude d'un mouvement social novateur
Alexander et Sonia Alland
Ed. L'Harmattan
1995 - 270 p. -

Les premiers chapitres de ce livre rappellent l'histoire de ce mouvement de "paysans" qui sur ce plateau du Sud de l'Aveyron, ont réussi, entre 1971 et 1981, à résister au projet d'extension d'un



camp militaire. Alexander Alland, ethnologue américain, et sa femme, ont suivi de 1984 à aujourd'hui l'après-lutte. Les chapitres de la fin du livre sont donc consacrés à étudier les différences culturelles et les conflits qui agitent ce groupe socialement anachronique. Si la démonstration concernant la naissance d'un mythe à travers les écrits et les comités de soutien est décorative de manière relativement objective, l'analyse des conflits sur le plateau (entre le Nord et le Sud, entre gros propriétaires et petits propriétaires, entre natifs de la région et néo-ruraux) laisse un goût d'inachevé. Alors que les auteurs ont réalisé une multitude d'interviews, elles sont résumées au maximum. Et leurs engagements personnels dans la vie associative locale donnent un ton partisan dans certains domaines. Si ce livre va certainement paraître difficile à supporter aux paysans du Larzac (il ne calmera pas les esprits !), il est intéressant pour ceux qui ont participé à cette lutte tout comme pour ceux qui mènent des luttes actuelles car il montre bien comme une lutte commune peut gommer provisoirement les différences et comment elles resurgissent une fois le feu de l'action éteint. MB.

VIVISECTION ET POLLUTION

Ed. Association
Léonard de Vinci
25 Bd de Strasbourg,
94130 Nogent/Seine
1994 - 20 p. -

Comment peut-on expliquer que les nouveaux produits qui apparaissent sur le marché provoquent souvent les pires dégâts dans notre environnement ? C'est parce que les procédés d'expérimentation nécessaires à leur autorisation de commercialisation sont erronés. Or la plupart de ces procédés s'appuient sur l'expérimentation animale. La découverte a posteriori des conséquences de ces produits sont la preuve de l'inefficacité de l'expérimentation animale. Dans ces conditions pourquoi continuer à faire de la vivisection ? Cette brochure, très jol-

ment maquettée et diffusée en grand nombre, montre bien l'imposture scientifique de l'expérimentation animale... mais à trop vouloir prouver on finit par s'égarer. Il est ainsi écrit (p.7) : "Il est affligeant de constater que ces "recherches" sont financées et mises en œuvre à l'instigation des "Verts" ou de groupements de "protection" de la Nature... et que le mouvement écologiste s'y associe dans son ensemble". Argument avancé : en demandant des lois de protection, on multiplie l'expérimentation animale ! Manifestement les auteurs de la brochure confondent certaines organisations de consommateurs et la plupart des groupes écologistes. Il est dommage que le discours tombe dans l'intolérance car la page 16 vaut à elle seule le détour : un catalogue de moyens naturels pour éviter le recours aux produits chimiques. MB.

COMPRENDRE LA NON-VIOLENCE

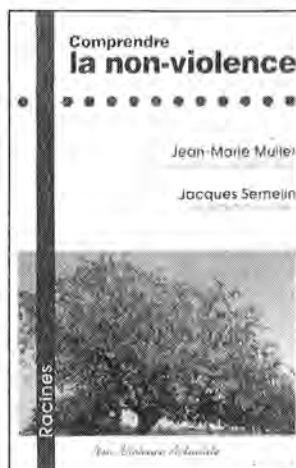
de Jean-Marie Muller
et Jacques Sémelin
Ed. Non-violence Actualité,
BP 241 45202 Montargis
cédex

1995 - 102 p. - 50 F

LA NON-VIOLENCE

de Christian Mellon
et Jacques Sémelin
Ed. PUF / Que sais-je ?
1994 - 124 p. - 40 F

Voilà deux ouvrages issus des réflexions du Mouvement pour une Alternative Non-violente. Si le Que sais-je est plus synthétique, le premier livre est plus ciblé sur la philosophie sous-jacente de la non-violence : reconnaissance du conflit, reconnaissance de la peur de l'autre. Le premier s'adresse donc plus à des personnes ne connaissant pas encore la non-violence, le second à des personnes ayant déjà mené des actions. Le Que-sais-je présente de nombreuses références bibliographiques alors que le texte de Jean-Marie Muller fait bizarrement l'impasse sur les notes bibliographiques. Ces deux petits livres très bon marché devraient traîner dans tous les milieux non-violents même si on peut remarquer la complète ignorance des auteurs



des mouvements écologiques : comment peut-on par exemple citer les prix Nobel sans parler des Prix Nobel Alternatifs qui récompensent aujourd'hui des mouvements de terrains qui mènent des actions non-violentes : mouvement Chipko en Inde, opposants à la déforestation (Chico Mendès en Amazonie, Amis de la Terre en Malaisie...) Il serait temps que les trois théoriciens auteurs de ces deux ouvrages se penchent sur les formes de luttes contemporaines : la marche des Beurs de 1983 a quand même déjà 12 ans ! MB.

HAUT-JURA

de Gérard Benoit à la
Guillaume
et François Labande
Ed. Olizane (Suisse)
1994 - 180 p.

Si vous ne connaissez pas encore le Jura, entre la France et la Suisse, ce merveilleux livre de photos devrait vous convaincre de partir à la rencontre des paysages et des hommes d'une région qui n'a heureusement pas trop souffert des méfaits de l'industrialisation et du tourisme. Le texte historique vous présente les métiers spécifiques de la région (comme les sangliers qui produisent les sangles de bois qui entourent les fromages). Enfin, pour la curiosité, la préface est écrite par Dominique Voynet qui, lorsqu'elle ne fait pas de la politique, est tout à fait capable d'écrire un texte sensible et poétique qui montrera à Antoine Waechter que toute "gauchiste" qu'elle soit, elle a aussi un cœur. FV.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

LES PAYSANS VERTS

De l'agriculture à l'environnement, expériences innovantes en région méditerranéenne
de Pierre-Yves Guihéneuf
Ed. Syros
1994 - 200 p. - 89 F

Alors que l'agriculture agonise entre grandes exploitations et jachères, l'auteur s'est attaché à montrer des exemples de diversification en région Languedoc : débroussaillage, accueil touristique... Les exemples s'appuient fortement sur les aides multiples (communes, Etat, Europe...). Pas très convainquant.

LE TEPEE

Ed. Utovie, 40320 Bats
1995 - 24 p. - 22 F (+6 F de port)

Un petit guide pratique pour construire un tepee. Pour le retour à la nature pur et dur.

LES OLIVES, DU SOLEIL DANS LA CUISINE

de Simone Chamoux
Ed. Utovie, 40320 Bats
1995 - 128 p. - 45 F (+ 10 F de port)

Toutes les recettes de cuisine possibles et imaginables avec des olives.

MON SAUVAGE AU CANADA

Indiens et réserves
de François Dallaire
Ed. L'Harmattan
1995 - 156 p. - 85 F

Un livre qui prend le contre-pied du discours militant habituel : pourquoi les Indiens, immigrés de Sibérie quatre siècles avant les Européens, devraient continuer à bénéficier d'une législation différente du reste des Canadiens ? Après avoir montré les avantages dont bénéficient les Indiens, il cite quand même les résultats : 45 % des Indiens n'ont comme seule ressource que l'aide sociale. Si les statistiques sont si mauvaises, ce n'est la faute que des Indiens qui refusent la modernité. Les Merde Donalds, c'est tellement mieux !

LA REVOLTE DE LOS ANGELES

Avril-mai 1992
du Groupe surréaliste de Chicago
Ed. ACL, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01
1995 - 32 p. - 20 F

Malgré le film vidéo, les flics ayant tabassé Rodney King ne sont pas condamnés. La révolte des jeunes noirs est à la hauteur de l'iniquité du jugement : une semaine d'émeutes contre la justice raciste. Ce texte montre l'état d'esprit de ces jeunes et l'on y découvre une prise de conscience écologique : un rap qui proclame que la jeunesse noire est en voie de disparition et la revendication pour améliorer les quartiers noirs, que l'on y plante des arbres. La population de ces quartiers aux hauts taux de chômage ne demande pas du travail mais le droit de vivre, la liberté. Un message original que les médias officiels n'ont évidemment pas rétransmis.



PARIS : EVITEZ DE RESPIRER

"Mieux vaut prévenir que guérir" : voilà l'adage que semblent adopter comme bouclier contre la pollution atmosphérique les autorités préfectorales et gouvernementales d'Ile-de-France. En effet, les Franciliens ont été certainement enchantés et rassurés d'apprendre que le week-end du 5-6 mai, ils avaient respiré un air tellement vicié (en ozone et en gaz carbonique) qu'il a déclenché l'état d'alerte n°2 sur l'échelle d'Airparif.

Quel bonheur de savoir deux jours après, alors qu'aucune mesure pour éviter toute incidence sur la santé publique n'est prise, que les urgences des hôpitaux ont recensé un afflux "suspect et anormal" de bébés, enfants, personnes âgées, asthmatiques... dans leurs services ! Heureusement que les autorités sont là pour nous expliquer pourquoi on étouffait et étouffait dans la capitale ! Malheureusement, ce n'est pas la première fois que la circulation automobile nous "empoisonne" la vie, l'existence et les poumons ! Toutes les études prouvent que la voiture, son utilisation urbaine accentuée par l'inconscience du développement des infrastructures autoroutières sont les principaux facteurs de pollution. N'oublions pas de comptabiliser les heures perdues dans les embouteillages, les tonnes de carburant gaspillé, les "coûts" de la Sécurité sociale, l'argent dépensé dans les aménagements routiers au détriment des budgets sociaux et de la protection de l'environnement.

A Paris, malgré les plaintes des écologistes, les mises en garde des médecins, rien n'est fait (rien !) pour faciliter l'accès des bicyclettes (excepté aux acrobates !) et développer les transports en commun, pour interdire le centre-ville à la voiture (je rêve !). Alors de deux choses l'une, ou bien les autorités préfectorales, Monsieur Chirac et "consorts" sont des incompetents notoires ou bien ce sont des criminels en puissance ! Et après cela, il se plaindra de n'être pas en "odeur de sainteté" chez les écologistes !

Avec ce que je respire chaque jour, qu'il ne soit pas surpris si je ne peux pas le sentir ! Il me reste à plonger (en apnée !) dans les rues de Paris pour aller poster cette lettre.

Vincent LAGARRIGUE
Hauts-de-Seine

UNE TÊTE BIEN FAITE

Un nouveau Président de la République vient d'être élu. La scolarité en France, comme ailleurs, n'est pas sans poser des problèmes... Commencer par demander aux élèves ce qui leur semble le plus important à apprendre à l'école, au collège, ne me paraîtrait pas une procédure stupide. Selon les milieux, la palette des réponses s'étendrait (mais ce n'est qu'une hypothèse) de l'imprégnation, de l'acquisition d'une culture (au sens large) à la possibilité d'accéder à un "bon" métier (ce terme recouvrant divers sens selon les personnes concernées).

Un approfondissement de cette expression conduirait à l'idée d'une "tête bien faite" plutôt que bien pleine "pouvant s'adapter, évoluer dans un monde moderne où tout progresse ou change de plus en plus rapidement. On notera avec amusement que cette image, l'une des plus connues des Essais de Montaigne, est généralement citée à tort et appliquée à l'élève, non au précepteur : "Je voudrais aussi qu'on fût soigneux de lui choisir un conducteur qui eût plutôt la tête bien faite que bien pleine, et qu'on y requît tous les deux, mais plus les mœurs et l'entendement que les sciences" (Dictionnaire des citations, Larousse, 507-43).

Plus trivialement, l'on pourrait prolonger la recherche en proposant une seconde interrogation du jeune : "quand on veut ou désire utiliser de façon optimale un appareil, quelle démarche a-t-on intérêt à entreprendre ?"

Si l'évidence de la connaissance du mode d'emploi s'impose à toutes et tous, n'est-il pas incroyable, stupéfiant, ahurissant (je ne sais quoi ajouter de plus absurde) qu'à la fin du vingtième siècle, l'on persiste à négliger la maxime socratique "connais-toi toi-même" ? (...)

Par exemple, avoir retenu ou non "1515, victoire de Marignan par François 1er" n'est pas du tout gênant (excepté pour les historien(ne)s, les spécialistes, les gens cultivés) surtout si le souvenir s'arrête là ! En revanche, réfléchir sur l'agressivité humaine, ses causes et ses conséquences... sur le mode de fonctionnement du cerveau en général, serait plus ambitieux et plus formateur, mais aurait le tort (voire le vice !) réducteur de s'attaquer aux fondements de notre société "toujours plus", d'oser la démystifier ! Bloquée, son avenir me semble facile à imaginer (...)

Pierre PAYEN
Nord

BAUDRUCHE "NATIONALE" UN POINT DE VOCABULAIRE POLITIQUE

Les dirigeants d'un certain parti français n'ont que le mot "national" à la bouche. Et pour cause : camelots d'une droite "nationale", colporteurs d'idées "nationales", ils parquent sous la bannière d'un parti "national".

Arrêtons-nous sur le mot. La droite "nationale" est-elle - comme le dictionnaire permettrait de le penser - la droite française ? Les idées "nationales" sont-elles celles du peuple de France ? Le parti "national" est-il celui de l'ensemble des Français ?

Des citoyens, parmi lesquels certains ont des idées, parfois même de droite, ne se reconnaissent ni dans lesdites idées, ni dans ladite droite, ni dans ledit parti qui n'a de "national" que le nom. La gauche française elle-même, dont aucun des principaux partis ne revendique un monopole en s'affichant comme le parti "commun" ou le parti "social", n'est pas moins nationale que la droite.

Il y a donc abus de langage : où est passé le suffixe ? Pourquoi le nationalisme et les nationalistes se cachent-ils derrière une épithète tronquée ? Par honte d'avoir causé tant de haine et tant de guerres ? Les dirigeants de ce parti dit "national", s'ils avaient le courage dont ils se targuent, commenceraient par assumer publiquement la valeur dans laquelle ils se drapent. Mais ils sont lâches, et ambitieux. Aussi cherchent-ils, pour revêtir une cause discréditée par l'Histoire, à en gonfler la baudruche jusqu'aux dimensions de la nation elle-même : quiconque n'est pas des leurs n'est pas français, semble suggérer l'apanage proclamé de l'épithète "national".

Comment mettre un terme à cette usurpation ? De trois façons. Pour le pouvoir, en obligeant ce parti à se rebaptiser au nom de la langue française. Pour les journalistes, en faisant avouer leur nationalisme à ces partisans honteux. Pour tout citoyen, en ne désignant jamais ce parti sans recourir au suffixe "-iste". Le boycottage commence par le nom de ce qu'on boycotte.

Yvan GRADIS
Hauts-de-Seine

Cette marche est partie de Bruxelles le 12 janvier 1995 après deux années de préparation. (...) (NDLR : voir le n° de Silence de la fin 1994). Si la marche est partie de Bruxelles, c'est parce que cette ville abrite de nombreuses instances de la Communauté Européenne. L'infrastructure dispose d'un vieux bus qui transporte les bagages, la nourriture, ceux qui ne marchent pas, etc. La cuisine est installée dans un fourgon et c'est l'association écologique Rampenplan de Hollande qui nous prépare d'excellents repas végétariens. S'opposer au nucléaire ne suffit pas. Il faut aussi proposer des alternatives : ainsi le SNORE, camion-exposition danois, suit la marche. Le public peut venir s'informer sur les économies d'énergie et sur les énergies renouvelables.

En Belgique, Halle, Rebecq et Soignies sont des communes menacées par l'implantation de déchets nucléaires. Nous avons été reçus dans plusieurs maires. Ce fut l'occasion pour nous de dire : "Si vous êtes contre les déchets nucléaires, il va de soi que vous devez vous opposer au nucléaire en général. Des alternatives existent ; allez vous renseigner auprès de notre camion-expo". Nous nous sommes également arrêtés quelques heures devant le quartier général de l'OTAN. A l'Université de Mons, dans le parc Hibakusha, un arbre est planté après chaque nouvel essai nucléaire de la planète. Voici quelques mois, on pouvait penser que le dernier arbre avait été planté. Mais la Chine a procédé à un nouvel essai le 15 mai dernier. (...)

En France, nous avons usé nos chaussures sur les routes du Nord, de la Picardie, d'Ile-de-France et de la Normandie. Nous avons beaucoup discuté avec la population et distribué énormément de tracts. C'est le pays où il y a eu le plus de réunions publiques. A vrai dire, la lutte anti-nucléaire n'attire pas les foules.

Il faut dire que la plupart des personnes rencontrées ignoraient tout de la marche. Les médias locaux ont régulièrement diffusé l'information après notre passage ; et les médias nationaux pratiquement pas. Mais à l'époque, EDF et la COGEMA menaient une grande campagne de publicité laquelle nuit à la liberté de la presse.

Vues les nombreuses installations nucléaires présentes sur le territoire français, il n'a pas été difficile de mener des actions comme aux portes du Commandement atomique de Taverny et d'Evreux, ainsi qu'à Sacyr devant les bâtiments du CEA. Le rassemblement devant Beaubourg à Paris n'a réuni guère plus de 100 personnes, ce qui est ridicule dans la capitale du pays le plus nucléarisé du monde.

Nous avons été particulièrement actifs dans le Nord-Cotentin, un des principaux pôles nucléaires mondiaux. Un matin, nous avons mené une action symbolique devant le terminal ferroviaire de Valognes. Des déchets nucléaires de plusieurs pays européens y parviennent avant d'être envoyés par camions à la Hague. En fin d'après-midi, nous avons bloqué une entrée de l'arsenal où sont fabriqués des sous-marins nucléaires. Le lendemain, la porte d'accès principale de la COGEMA fut bloquée durant cinq heures. Nous avons beaucoup chanté et dansé. Nous avions de nombreux panneaux indiquant les ethnies minoritaires victimes du nucléaire (à cause des mines d'uranium, des essais nucléaires ou des déchets). Il s'avère que nombre d'installations atomiques sont situées sur leurs territoires ; c'est le cas, par exemple, pour les abori-

LA MARCHÉ POUR UN MONDE DENUCLÉAIRE

gènes des États-Unis. Il était important d'avoir ces panneaux devant la COGEMA, entreprise qui exploite des mines d'uranium en Afrique, en Australie et en Amérique du Nord. La Cogema assure aussi le retraitement des déchets nucléaires. Cette pratique est très contestable car elle induit le transport de déchets nucléaires, permet la fabrication de bombes atomiques et peut fournir du combustible pour la filière surgénératrice. Qui croit encore à Superphénix ? La veille de notre départ en Angleterre, nous étions une quinzaine de marcheurs à occuper le portique de la Cogema sur le port de Cherbourg. C'était une semaine avant le départ d'un bateau chargé de déchets radioactifs à destination du Japon.

En quittant la France, nous avons dû laisser au port nos amis Sri-Lankais, Ukrainiens et Roumains car les autorités britanniques n'ont pas daigné leur accorder de visa.

Faire un crochet par la Grande-Bretagne s'imposait étant donné que ce pays est l'une des cinq grandes puissances atomiques mondiales. Nous n'étions que 13 marcheurs à l'entrée de Conterbury tandis que la moyenne de la marche se situait entre 40 et 50 marcheurs jusqu'à maintenant.

Là, nous avons bloqué la plupart des entrées d'AWE, Aldermaston Weapons Establishment, le centre de recherche et de développement de la bombe atomique anglaise. Ce centre aurait des répercussions sur la santé de la population vu le nombre croissant de leucémies. Lors de cette action, les policiers ont été quelque peu brutaux. Mais nous avons gardé la maîtrise de la situation et le tout est devenu un jeu. Ce fut l'une des meilleures actions de la marche.

Nous avons soutenu les groupes locaux qui sans relâche demandent la fermeture de cet établissement. Nous avons vu à l'œuvre beaucoup de femmes dont l'enthousiasme était communicatif. Notre manifestation dans les rues de Londres avait également de l'allure.

De retour en Belgique, nous avons apprécié l'accueil des gens qui nous ont offert régulièrement à boire et à manger.

A l'occasion de notre passage a été organisée une manifestation devant la centrale nucléaire de Doel. Elle était à l'initiative des quarante et quelques communes menacées par l'implantation d'une poubelle nucléaire. Il y avait autant de faux bidons de déchets radioactifs qu'il y avait de communes concernées. Nous étions environ 400 manifestants. Ce qui est peu pour un rendez-vous national. Mais il semblerait que la mobilisation soit localement très forte. Nous n'oublions pas non plus les quelques kilomètres qu'ont parcourus avec nous les 260 élèves d'une école de Beersel. Ils nous ont offert des dessins. A plusieurs reprises, nous sommes intervenus dans les écoles. Ce furent toujours de bons moments, tant la curiosité des enfants est grande.

Que dire des Pays-Bas ? Ce fut très court, mais ô combien stimulant ! Déjà nous étions tous les jours entre 70 et 80 marcheurs sur les routes de ce plat pays : un record.

Les Hollandais, tout comme les Britanniques, semblent avoir une grande expérience dans le domaine des actions de désobéissance civile. Tout d'abord, nous avons été pique-niquer sur une piste d'atterrissage militaire non loin de l'endroit où stationnent des missiles nuclé-

aires US. Policiers et militaires sont rapidement intervenus. Ils nous ont relâchés au bout de deux heures.

Le lendemain nous étions 150 devant la centrale nucléaire de Dodevaard. A l'origine, la fermeture de l'usine était prévue en 1995. Aujourd'hui, il est question de poursuivre la production d'électricité jusqu'en 2004, voire 2007, bonjour la sécurité ! Nous avons planté des éolennes en bois, semé des graines de tournesol... Un cordon de policiers nous empêchait de nous rendre sur le pont - pourtant public - qui sépare le bâtiment de la route. Nous avons décidé de le franchir. Au bout d'une heure, et après quelques violences, la plupart des participants étaient sur le pont et le directeur de la centrale a accepté de recevoir une délégation de marcheurs.

En Allemagne, nous avons apprécié d'être accueillis par des groupes de musique ou de théâtre locaux. Nous avons pu remarquer aussi que les luttes antinucléaires sont parfois payantes : le surgénérateur de Kalkar n'a jamais fonctionné et la centrale de Mülheim est à l'arrêt depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, la mobilisation allemande porte notamment sur le transport des déchets nucléaires. Nous avons soutenu la campagne des groupes locaux en bloquant un train en gare de Cologne durant 15 minutes.

Dans les environs de Gera (ex-Allemagne de l'Est), nous avons pu nous rendre compte de l'effet néfaste dû à l'extraction du minerai. La mine d'uranium en question a cessé ses activités d'extraction en 1990-91. La plupart des travailleurs seraient morts entre 45 et 60 ans. L'eau est maintenant contaminée et la population connaît de nombreux problèmes de santé ; c'est particulièrement le cas des enfants. Sans oublier que ces paysans cultivent des champs relativement contaminés. Le nucléaire est pervers en ce sens qu'il tue à petit feu et rien ne prouve que c'est la radioactivité qui est en cause. Vivre dans de telles zones est psychologiquement difficile. Il faudrait engager des sommes colossales pour nettoyer ce désastre écologique. Et dire que des gens prétendent que l'énergie nucléaire est bon marché !

Nous nous sommes retrouvés en République Tchèque sans vraiment nous en rendre compte. En effet, il n'y a eu aucun contrôle à la frontière. Dès le premier soir, des enfants nous ont offert des dessins ; ils nous ont demandé de les remettre aux enfants de Tchernobyl. Mais dans cette région de la Bohême du Nord, c'est avant tout le charbon qui est source de pollution et de drames humains. Pas moins de 110 villages ont été détruits depuis 1946 en vue de l'exploitation du charbon. La population est reléguée dans des villes construites à la hâte. Sur plusieurs kilomètres, nous avons porté de grandes croix en bois où figuraient le nom du village et la date de sa disparition. Nous sommes arrivés au village de Horna Jirčina, menacé de destruction. Et le soir, nous avons dormi à Libkovic où nous avons vu une exposition de photos des plus bouleversantes, retraçant la destruction partielle de ce village.

Les conditions de vie ne peuvent être saines tellement la fumée de charbon prend à la gorge. Après être passés dans cette région, nous mesurons encore un peu plus l'intérêt que présentent les énergies renouvelables. De plus, 80 % des

bénéfices dégagés par ces mines de charbon va directement à la construction de la centrale nucléaire de Temelin.

Nous avons manifesté dans les rues de Prague. Pendant ces cinq mois de marche, les médias n'ont jamais été aussi nombreux que dans la capitale tchèque. Nous avons mené des actions symboliques en présence des médias devant les centrales de Temelin et de Dukovany ; les militants tchèques sont plus réticents que beaucoup de marcheurs à mener des actions de désobéissance civile.

Le groupe a ensuite transité par l'Autriche. Pourquoi se rendre dans ce pays sans centrale nucléaire ni bombe atomique ? Parce que ce pays dirige l'AIEA, agence internationale de l'énergie nucléaire, dépendant des Nations-Unies. Cette agence fait la promotion de l'énergie nucléaire et contrôle à sa guise l'application du TNP, traité de non-prolifération. En août 1986, M. Roren, directeur de la sécurité nucléaire de l'AIEA, a déclaré en parlant de Tchernobyl : "Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante".

Nous avons manifesté dans les rues de Vienne. Certains d'entre nous étaient revêtus d'un bidon de la forme d'une bombe. Devant les bureaux de l'AIEA, nous avons dit que faire la promotion de l'énergie nucléaire, c'était aussi favoriser la prolifération de la bombe atomique. Nous avons également exprimé le souhait que l'AIEA devienne l'agence qui orchestre la dénucléarisation du monde. Nous avons par ailleurs profité de notre passage dans la capitale autrichienne pour mener des actions devant l'ambassade de Chine, suite à l'essai nucléaire du 15 mai.

L'Autriche exerce de fortes pressions sur la République Tchèque et la Slovaquie pour qu'elles mettent un terme à la construction des centrales de Temelin et Mochovce. Néanmoins le pays importe de l'électricité parfois d'origine nucléaire. De nombreuses initiatives ont été prises au passage de la marche : expositions, débats, projection d'un film, festival de musique en plein air, nombreuses réceptions...

Changement de décor avec l'étape slovaque, probablement la plus décevante pour un certain nombre de marcheurs ; certains ont même pensé à la manipulation... Les marcheurs des autres pays de l'Est ont été maintenus à la frontière pendant plusieurs heures. Du coup, nous n'avons pas pu participer à la manifestation prévue dans les rues de Bratislava. Devant la centrale de Bohunice, l'action fut des plus minables. Mais dans un premier temps, l'organisateur slovaque et le maire d'un village avaient passé un accord des plus douteux : pas d'action autour de la centrale en échange du terrain de foot pour la nuit ! Il nous a toujours été dit que le plus important, c'est de montrer notre détermination contre Mochovce, centrale dont les travaux ne cessent de durer. Il faut dire qu'EDF (France) propose de financer 51 % de la dernière tranche des travaux. Il ne faudra pas s'étonner si, par la suite, des déchets nucléaires français finissent sur le sol slovaque.

Au dernier moment, les Slovaques ont encore réduit leurs ambitions militantes, créant ainsi des tensions entre partisans des actions fortes et les autres. Plusieurs raisons ont été données : la presse n'aime pas les actions fortes, les associations slo-

vaques nous demandent d'être prudents, le risque d'emprisonnement ou d'expulsion est grand, et j'en passe. Finalement, nous avons dépassé les ambitions des Slovaques sans aucun incident. Cet étrange comportement des jeunes Slovaques est probablement à mettre sur le compte d'un manque de maturité. Dans ce pays, les médias ont très peu diffusé l'information. Ainsi, nous avons énormément distribué de tracts dans les villages et les villes traversés. Les gens ont l'air très gentils, mais il nous était très difficile de communiquer avec eux. Quel dommage ! C'est une des raisons pour lesquelles plusieurs marcheurs se sont alors mis à apprendre le russe, afin de pouvoir dire quelque chose aux habitants d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie. Cette expérience de cinq mois de marche est tellement riche qu'il m'est difficile d'en faire une synthèse. J'aurais pu évoquer plus longuement les activités des groupes anti-nucléaires locaux, les rencontres avec la population et les marcheurs eux-mêmes ; pas moins de vingt nationalités ont été présentes sur la marche. J'ai beaucoup à raconter aussi sur les jolis coins traversés, sur les anecdotes des trojets à pied ou des lieux de repos. Au départ de Bruxelles, j'avais quelques inquiétudes. J'ai toujours été plus à l'aise dans les associations sociales ou humanitaires que dans les mouvements écologistes. La marche n'y a rien changé. Beaucoup de marcheurs sont bourrés de contradictions et l'esprit de solidarité est parfois absent. Mais on apprend beaucoup sur la vie de groupe. J'avais également des inquiétudes concernant mes jambes qui ont été totalement paralysées voici 12 ans après un choc à la colonne vertébrale. Il reste des séquelles. Finalement, les jambes se portent de mieux en mieux et elles m'ont permis de faire l'intégralité des étapes à pied. Un grand merci en tous cas à ceux qui, plus atteints par la maladie, mais très courageux, m'ont donné la force d'aller de l'avant malgré les difficultés.

De plus mes motivations anti-nucléaires se sont renforcées depuis le mois de janvier. J'ai donc beaucoup de raisons d'aller jusqu'au bout de cette aventure nucléaire, c'est-à-dire jusqu'à Moscou le 12 octobre.

Je pense aussi à l'avenir. Je compte être plus actif dans la mouvance antinucléaire française. Les luttes doivent se développer dans ce pays très nucléarisé. D'une part, la France doit s'engager sur la voie du désarmement nucléaire et cesser ses essais, qu'ils soient souterrains ou réalisés en laboratoire. D'autre part, d'ici à quelques années, il faudra arrêter un certain nombre de réacteurs. C'est donc dès maintenant qu'il faut bouger pour que les économies d'énergie constituent une priorité. Il faut aussi insister sur la nécessité de favoriser les énergies renouvelables. Selon un rapport, remplacer le nucléaire par les énergies renouvelables permettrait la création de 500 000 emplois. Tandis que le nucléaire occupe en fait peu de monde. C'est un argument de poids vu le nombre de chômeurs en France.

C'est la première fois que je participe à une marche, ce ne sera certainement pas la dernière.

Olivier MARC
Finistère.

Silence : pour ceux qui voudraient rejoindre la marche avant l'arrivée à Moscou (le 12 octobre), prévoir des visas et contacter : For Mother Earth, Zilverhof 19, 9000 Gent, Belgique, tél : 19 (32) 9 233 3268.

L'AMOUR... ENCORE

Deux de vos lectrices ayant déclenché une longue réponse du représentant d'Androline, je me permets, à mon tour, de vous faire part de mon sentiment concernant les problèmes évoqués. Sur la forme d'abord, il faut à Androline quatre colonnes pour tourner autour du problème, en évitant d'en poser clairement les termes. L'objectif pourtant est clair même si on ne le dit pas aussi crûment, il s'agit ni plus ni moins de donner à des adultes le droit d'avoir des relations sexuelles avec des enfants. Car c'est bien en termes strictement juridiques au fond que l'auteur de ce plaidoyer pro domo argumente puisque ce qu'il propose tout à la fin c'est de "baisser progressivement l'âge de la majorité sexuelle". Ce qui apparente bien sûr le phénomène à celui concernant par exemple le droit de vote pour en faire une simple mesure technique à l'intérieur d'un droit bourgeois. Pour la réflexion anarchiste, ça se pose un peu là ! L'analyse politique est du même tonneau, simple prétexte à divagation, et l'analyse psychosociologique est inexistante, se contentant de pétitions de principes (faux) et de la nostalgie du bon vieux temps de Sexpol. On n'a pas à aller loin pour le démontrer. Dès la première phrase, on nous assène "extrême-droite et pédophilie n'ont rien à voir". Et pourquoi donc ? Parce qu'on a jadis accusé les nazis d'être homosexuels et que beaucoup de ces derniers sont morts dans les camps. Ce raisonnement n'est pas stupide d'innocemment. Il vise tout simplement à faire des pédophiles une minorité sexuelle au même titre (honorable) que la communauté homosexuelle. Il faudrait tout de même revenir à un certain nombre d'évidences rationnelles. La sexualité n'est pas une donnée de la nature humaine. Elle se construit à travers des expériences vécues dans un type déterminé de société. Elle n'est jamais simple ni univoque. Mais un enfant, puisqu'on en est à devoir rabâcher les truismes, est un être en développement. Ce n'est pas un adulte en miniature. Sa liberté première, fondamentale, incontournable, c'est de pouvoir bâtir, en sécurité, sa personnalité afin de devenir un être autonome. Ce qui implique, entre autres, de ne pas "brûler les étapes", ni d'être l'objet du désir adulte. Pourquoi l'exploitation économique des enfants devrait-elle justifier leur exploitation sexuelle, comme le dit Androline ("est-il plus condamnable de donner 10 \$ à un enfant pour une relation sexuelle que de lui donner 50 cents pour travailler..."). Ou pourquoi au nom du bordel social ambiant, vouloir en rajouter dans l'inhumanité de ses petites satisfactions personnelles ? Oui, le problème est bien dans la norme, la morale que l'on récuse par rapport à son simulacre bourgeois. Vivre en société, fût-elle libertaire, c'est tracer une ligne de démarcation d'avec la loi de la jungle. Donc produire de la Loi, de la Norme de manière explicite. Refuser par exemple que ceux qui sont grands et musclés fassent travailler ou dépouillent les petits malingres. Ou encore qu'on excise les petites filles. Et aussi qu'on sodomise les petits enfants. L'enfant face à l'adulte le désirant est dans la situation du prolétaire face au capitaliste. On peut exhiber exactement les mêmes arguments concernant sa liberté, sa responsabilité (facile) contractuelle, sa volonté exprimée d'entrer en sujétion. Certains dynamitent le code du travail, d'autres s'en prennent sur des points très particuliers au code pénal. Chaque fois au nom de la liberté, d'une sorte d'état de nature qui mettrait en relation deux individus sur le même plan. On rit (jaune) quand un patron tient ce discours car l'on connaît le fin mot de l'histoire : plus de protection légale, c'est identiquement l'exploitation à outrance du faible par le fort. Au bout, c'est vrai, il y a le fascisme. Je crois profondément que le discours actuel d'Androline est du même ordre.

Alex CLERGUE
Héraut.

POUR LE REVENU MAXIMUM

Le nouveau président déclare une fortune d'environ dix millions de francs. Il faut y ajouter les revenus qui en découlent, les revenus de ses diverses fonctions ainsi que les privilèges qui s'y attachent : voiture, chauffeur, personnel et services... La grande vie, quoi ! Et Chirac n'est pas le plus fortuné. Il y a pire. Pendant ce temps, des millions d'enfants meurent de faim et de guerre (souvent avec des armes que nous avons fabriquées). Des millions de Français n'ont plus de travail, c'est-à-dire, pour beaucoup, de moyens de vivre, de moyens de s'épanouir, d'être responsable et utile quelque part. Je demande le revenu maximum. La gauche au pouvoir a instauré péniblement le revenu minimum pour survivre. Il faut exiger de la droite au pouvoir un revenu maximum pour éviter le scandale de ceux qui prennent la part de revenu de subsistance de 2, 5, 10, 100 voir 1000 personnes.

Pour vivre correctement en France, 8 à 10 000 francs par personne et par mois me semblent suffisants. Les revenus supérieurs sont donc excessifs (sauf cas particuliers) et privent donc d'autres du nécessaire. Moralement rien ne peut justifier les cumuls de revenus, de fonctions que nous offrent en spectacle les politiques, les financiers et autres gens bien placés. Une hiérarchie de revenus variant de 6 à 10 000 francs me semble une échelle suffisante pour répartir la responsabilité ou la pénibilité. Le SMIC à 6000 F net par mois doit être le minimum pour tous ceux qui veulent travailler ou qui ne peuvent travailler (handicapés, grands malades...). Ce revenu maximum peut toucher beaucoup de monde, par seulement les millionnaires. Il est un exemple pour une vraie solidarité en France et avec tous les êtres humains de par le monde.

Alexis ROBERT
Ile-et-Vilaine.

MORUROA : UNE OPPORTUNITÉ

Pendant sa campagne, Chirac prétendait réduire la fracture sociale. En fait ce sont les fissures de Moruroa qui vont bientôt atteindre son palais de l'Élysée. En riposte à sa décision abjecte de reprendre les essais atomiques, un boycott mondial des produits français s'installe rapidement aux quatre coins de la planète et particulièrement chez nos plus proches voisins (Allemagne, Suisse, Italie). C'est une aubaine historique pour les opposants à la bombe en France. Grâce à cette pression croissante, c'est l'humanité entière qui va obliger Chirac à revenir sur son choix. Et avec un peu de chance, les Français auront enfin droit à ce fameux débat sur le nucléaire civil et militaire qui leur a toujours été refusé par leurs dirigeants successifs. En accompagnant de l'intérieur ce boycott économique et touristique, et donc en accentuant le déséquilibre massif et désormais inévitable de la balance commerciale française, nous affirmons notre solidarité élémentaire avec nos amis écologistes et pacifistes du monde entier, et au-delà avec toute l'humanité et toutes les formes de vie sur cette planète.

Merci Chirac, il y a enfin quelque chose qui va bouger dans l'Hexagone !

Jean-Philippe ALESSANDRA
Alpes-Maritimes.

A UNE AMIE NEO-ZELANDAISE

Je n'aime pas du tout les circonstances qui m'amènent à l'écrire aujourd'hui, et j'aurais de beaucoup préféré pouvoir le faire pour une autre occasion ! Il s'agit, bien évidemment, de la décision aberrante prise par celui que mes compatriotes ont finalement élu comme Président - décision sur laquelle je souhaitais te donner notre sentiment.

Tout d'abord, c'est évidemment une bourde politique de première grandeur, puisque cela revient à se mettre à dos le monde entier (sauf peut-être les Saddam Hussein, Jirinovski et quelques autres sanglants abrutis de la planète). En fait, il est bien clair que Chirac a pris cette décision uniquement pour imiter De Gaulle, et affirmer qu'il n'est plus le Premier Ministre de Mitterrand : c'est très exactement l'attitude classique de l'adolescent immature qui cherche à s'affirmer en s'opposant, et voudrait s'inspirer du comportement supposé de l'adulte qu'il a choisi comme modèle. Mais c'est tout de même une bien étrange façon de promouvoir le... rayonnement - si tu me permets cet abominable jeu de mots - de la France à l'étranger (même si, en l'occurrence, il s'agit plutôt d'une contamination latente...).

J'ajouterais que vouloir perfectionner encore une bombe destinée officiellement au massacre aveugle et systématique des civils (comportement que les militaires ont choisi de dénommer "stratégie anti-cités", sans doute pour éviter de s'entendre rappeler qu'il s'agit tout simplement d'un "crime de guerre" dûment catalogué...) cela me paraît être une manifestation de barbarie à l'état pur ; mais là, je n'exprime qu'un avis tout à fait subjectif, il est toutefois vrai que ce n'est pas Chirac qui est à l'origine de ce choix ; simplement il ne semble pas avoir eu beaucoup de problèmes de conscience à s'en faire activement complice...

En outre, c'est évidemment d'un insondable mépris pour les peuples riverains du Pacifique, et d'un solide cynisme à l'égard du traité de non-prolifération nucléaire - puisque cela revient à dire qu'on n'acceptera de le signer qu'à condition de n'avoir plus besoin d'en respecter l'esprit !

Et c'est aussi le témoignage d'une époustouflante sottise au sujet des problèmes qui se poseraient effectivement à la France et dans le monde d'ici 10 à 15 ans (limite officielle de la crédibilité de notre armement nucléaire, utilisée pour expliquer la "nécessité" des essais envisagés). En effet, si on se réfère aux conclusions de la Conférence de Rio ("Nous pouvons continuer avec les politiques actuelles...") et l'émergence chez nous de la fameuse "fracture sociale" si largement déplorée (avant les élections, bien sûr), on peut se poser des questions : notre Président croit-il vraiment que ces menaces pourront être réduites à coups de bombes atomiques ? Et les crédits affectés aux essais ne pourraient-ils pas aider à leur trouver des solutions... à condition de ne pas les laisser aux mains des militaires ?

Enfin, c'est le genre d'attitude qui m'a toujours sidéré : comment peut-on se prétendre civilisé (...) et tenir un raisonnement que même l'homme des cavernes a heureusement su dépasser : "l'essentiel dans la vie, c'est d'avoir une matraque plus grosse que celle des voisins !". Je suis bien que subsiste en chacun de nous un reste de "cerveau reptilien", mais un Président de la République, ça devrait tout de même savoir utiliser son néo-cortex !

Ce qui m'amène tout d'abord à te faire part de notre indignation (je pense que tu peux la comprendre) et ensuite à te demander de bien vouloir présenter à ta famille, à tes proches, à tout ton peuple si tu en as la possibilité, non pas nos excuses (...) mais le témoignage de notre sympathie, tous nos encouragements pour maintenir et renforcer la pression qui peut être exercée contre cette décision, et l'assurance de la profonde opposition de nombreux Français à un tel comportement, aussi sottement détestable (...).

Espérons que dans cette triste affaire, la raison - et le cœur ! - finiront cependant par l'emporter...

Louis PINSARD
Yvelines.

L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT, C'EST LA MORT QU'ON VEND !

L'industrie de l'armement crée des emplois, et les syndicats, souvent obnubilés par ce seul aspect, ne manquent pas de le rappeler à chaque fois que des places de travail sont supprimées dans ce secteur de l'industrie. Mais, il est aussi possible de faire une analyse plus approfondie et alors, un autre aspect se fait jour. La réalité des chiffres est obstinée et les résultats sont confondants si on les met en parallèle avec la misère sous-jacente et induite par ce secteur de l'activité économique.

On rappellera alors avec profit le calcul suivant : pour le même investissement en fonds publics, on peut créer soit 1 emploi dans l'industrie de l'armement, soit 2 emplois dans les secteurs de la construction et de la santé, soit 3 emplois dans l'éducation, ou même 4 emplois dans les services publics (source : Pourquoi sont-ils si pauvres, R. Strahm, La Baconnière, 1986)

Redevenir humain

Quand nous déciderons-nous enfin à admettre que produire des armes, c'est armer des hommes pour qu'ils s'entre-tuent ? C'est construire son aisance commerciale sur les larmes de pères, de mères, d'époux, de frères, de sœurs qui pleurent et souffrent.

"Si vis pacem para bellum" est une antienne éculée et trompeuse. Les armées n'empêchent pas les guerres, bien au contraire ! Le plus souvent, elles rongent les sociétés par une gangrène bien trop gourmande en personnes et en argent.

Le glaive est une perversion de l'esprit humain et son forgeron, le complice de la détresse humaine qu'il provoque par le bras du guerrier interposé. Alors ?

Une reconversion est possible

L'industrie de l'armement bénéficie de capacités humaines, d'outils de production, de connaissances scientifiques et technologiques ainsi que de moyens financiers qu'il faudrait convertir pour les mettre enfin au service de la Paix, de la civilisation et du développement harmonieux et mutuellement respectueux de tous les membres de l'humanité.

Si nous ne nous y décidons pas, nous continuerons à faire, hypocritement, du Tiers-Monde et/ou des régions instables de notre planète, par le biais d'"aides au développement alibis", le marché odieux où nous déversons sans scrupules notre production destructrice, invalidante et indigne pour mieux reprendre d'une main discrète les fonds si "généreusement" distribués de l'autre.

Quitte à venir ensuite effectuer le service après-vente par l'intermédiaire d'associations humanitaires qui ont déjà bien assez à s'occuper de la misère et de la souffrance des hommes sans y ajouter les misères et les souffrances directes ou induites provoquées par l'achat et l'utilisation des armes "Made in le monde prétendument civilisé".

Des emplois en faveur de la vie

C'est par ce changement d'attitude radical que nous pourrions regagner notre dignité, notre honneur et un peu de moralité en aidant les pays actuellement en guerre à retrouver les leurs dans la Paix et le développement durable qui pourra alors découler d'une aide enfin consacrée à la Vie.

Mais nous y gagnerons également en créant moins de malheureux qui deviendront souvent autant de réfugiés potentiels, car pour ne pas avoir à fuir de chez soi, encore faut-il avoir au moins de bonnes raisons d'y rester. Nul ne part de chez lui de bon gré, mais plutôt à douleurs.

Alain MARQUET

Genève.

anciens numéros

- 150 Nucléaire : faibles doses. Forbach. Tibet. Yougoslavie. Aérosols. Paris-Le Cap. Somport. Sexe et politique. Ecologie : idéologie ? ... 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. L.H.T. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail... 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg. 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage... 18 F
- 162 La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte... 20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité... 20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville... 20 F
- 166 Moruroa : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tonks. Malville. Somport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable... 20 F
- 167-168 Transports solidaires. Forçutage. Le voyage

- d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Somport. L'amaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. L'écologie ou la mort ! 32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts, marée basse 20 F
- 170 Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIBA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales... 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville. Inondations et aménagement doux. A.Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Espérance. Malville. Inondations... 20 F
- 173 Mir Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1)... 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3)... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable... 20 F
- 178 Comment délégitimer ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestève. Malville.

THORIUM

Je m'étonne de ne pas trouver dans vos revues des derniers mois un article sur les travaux du professeur Carlo Rubbia, Prix Nobel de Physique. En effet, il a conçu un amplificateur d'énergie utilisant du thorium. L'opération se déroule en trois phases : un générateur de protons, un accélérateur de particules qui amplifie la course des protons injectés, des barres remplies de thorium, élément abondant dans l'écorce terrestre, cibles des protons dont le thorium se transforme en U233 et qui dégage de la chaleur.

Avec ce procédé, plus de déchets, plus d'enrichissement et plus de retraitement, donc plus de plutonium. Tous les modèles mathématiques ont prouvé que le thorium produit autant d'énergie qu'une centrale classique.

Voilà une autre alternative aux centrales nucléaires et au surgénérateur. Bien que je sois pour le solaire, le vent, le bois, la cogénération, le méthane, il est dommage de ne pas parler de ce procédé. D'ailleurs Carlo Rubbia et son équipe poursuivent les recherches en vue d'éliminer les déchets dont on ne sait que faire actuellement. Mais je ne suis pas sûr qu'EDF changera facilement son fusil d'épaule.

Bernard ORTEL

Bas-Rhin.

Silence : sans entrer dans une longue discussion technique, ce que propose Carlo Rubbia n'est qu'une variante des centrales nucléaires actuelles. Si cela peut permettre de remplacer l'uranium le jour où celui-ci viendra à manquer, il est totalement faux de dire qu'il n'y aura pas production de déchets. Cette piste de recherche relève de la philosophie nucléocrate actuelle. Nous préférons des technologies de taille modeste qui permettent une plus grande démocratie et une meilleure prise en charge des problèmes environnementaux.

- Importations de déchets. Mac-do... 20 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaire. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire... 23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?... 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal... 23 F
- 188 La bombe un bruit qui court (2), pour une prolifération solaire, bannir l'arme nucléaire. Neve Shalom. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme... 23 F
- 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cui du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence... 23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brenneis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?... 23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands... 23 F
- 192-193 Les communautés de l'Arche. Longo Mai, la Nef des fous. Abolition des armes nucléaires. Santé : vers l'autonomie (2). Couches réutilisables. Risques du gaz naturel. Politique de coopération. Malville... 35 F
- 194 Pour changer, échangeons : échanges de savoirs, échanges locaux, monnaies locales. Santé, vers l'autonomie (3). Superphénix... 23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Je m'abonne :

- ☐ Particulier 12 n° 220 F
- ☐ Dom-tom et étranger 12 n° 270 F
- ☐ Institution 12 n° 440 F
- ☐ Soutien 12 n° 300 F et +
- ☐ Petit futé 24 n° 380 F
- ☐ Groupés par 3 ex. 36 n° 570 F
- ☐ Groupés par 5 ex. 60 n° 850 F
- ☐ Petit budget 12 n° 190 F

Je m'informe :

Hors-série Silence

- ☐ Paris Dakar : Pas d'accord... 25 F
- ☐ La menace climatique... 30 F
- ☐ Radioactivité, les faibles doses... 30 F
- ☐ Energies renouvelables... 30 F
- ☐ Les métiers de l'écologie... 70 F
- ☐ Du chômage à l'autonomie conviviale... 30 F

Editions Silence

- ☐ Le soleil à votre table... 89 F
- ☐ La liberté de circuler... 70 F
- ☐ Nucléaire ? Non merci... 75 F
- ☐ Le nucléaire détrôné... 30 F
- ☐ Séphastoché, mon premier cuisinier... 36 F
- ☐ Superphénix : le dossier... 30 F
- ☐ Quelle écologie radicale ?... 70 F
- ☐ Un cuisinier solaire facile à faire... 20 F
- ☐ Construire une cuisine solaire... 20 F

Diffusion Silence

- ☐ Ed. Ecosystème (Montréal) Pour un pays sans armée... 75 F
- ☐ Pour que demain soit... 75 F
- ☐ L'écologie ou la sagesse de la nature... 75 F
- ☐ Moi, ma santé... 75 F
- ☐ L'écologie politique... 75 F
- ☐ Entre Nous, rebâtir nos communautés... 98 F
- ☐ Et si le Tiers-Monde s'autofinancait... 98 F
- ☐ Deux roues, un avenir... 98 F

Ed. Lucien Sowy (Lyon)

- ☐ La dignité antinucléaire... 50 F
- ☐ Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon) Qu'est-ce que l'écologie sociale ?... 35 F
- ☐ Pour une écologie de la liberté... 88 F
- ☐ Ecologie et politique de l'anarchisme... 38 F

Ed. Utopie (Landes)

- ☐ La désobéissance civile... 36 F
- ☐ Nous sommes peut-être frères... 36 F
- ☐ Ed. Alternatives (Paris) Le catalogue des ressources... 180 F
- ☐ Ed. Georg (Lausanne) Additifs alimentaire... 98 F
- ☐ Gestion des déchets... 98 F
- ☐ Les sols... 98 F
- ☐ L'eau... 98 F
- ☐ La radioactivité... 98 F
- ☐ L'alimentation... 98 F
- ☐ La diversité biologique... 98 F
- ☐ L'air... 98 F
- ☐ Le bruit... 98 F

Frais de port :

- ☐ 1 ouvrage... 15 F
- ☐ 2 ouvrages... 28 F
- ☐ 3 ouvrages et plus... 40 F
- ☐ Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
- ☐ Je commande les anciens numéros suivants :

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM :

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

Paris-Dakar : pas d'accord

De Michel Bernard, J.M. Fardeau et B. Delpeuch
Dessins de Cabu, Plantu, Altho, etc...
Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Le débat dans les médias. L'opinion des personnalités. Les réactions officielles. Les témoignages des habitants dans les pays traversés. Les associations opposées au Paris-Dakar.
1989 - 36 pages 21 x 29,7 cm - 25 F

La menace climatique

Coordonné par Dominique Zanda
Les émissions de certains gaz pourraient perturber le climat terrestre actuel et provoquer un réchauffement. Une présentation du phénomène et surtout les mesures à prendre, en particulier dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, pour éviter ce risque.
1990 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Radioactivité, les faibles doses

Coordonné par Perline
Les doses de radioactivité sans conséquences pour la santé ? Les connaissances scientifiques actuelles montrent qu'il n'en est rien. Dangers : rayonnement médical, Tchernobyl, risques d'accident dans l'industrie nucléaire, irradiation des aliments, essais nucléaires, tabac...
1992 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Energies renouvelables

Coordonné par Michel Bernard
Sans nucléaire, point de salut ? En France, il est possible de développer les énergies renouvelables et d'éviter ainsi de remplacer les centrales nucléaires qui arriveront en fin de course d'ici quelques années. Au sommaire : biomasse, éoliennes, solaire, maison bioclimatique...
1993 - 56 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Les métiers de l'écologie

Coordonné par Michel Bernard
Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir : 40 reportages + adresses de formation.
1993 - 108 pages 21 x 29,7 cm - 70 F

Du chômage à l'autonomie conviviale

De Ingar Granstedt
Pourquoi payer des services et des produits que l'on peut produire soi-même ? L'auteur montre que l'on peut être autonome dans de nombreux domaines, progressivement travailler à temps partiel et ainsi partager le travail salarié avec les chômeurs. Très concret.
1995 - 36 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Le Soleil à votre table

De Roger Bernard
Au Nord comme au Sud, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire : des plans, des photos, des recettes.
1987 - 170 pages 15 x 21 cm - 89 F

Séphastoché, mon premier cuiseur solaire

De Roger Bernard
Séphastoché est le plus simple des cuiseurs solaires... Il a été conçu spécialement pour les enfants. Il nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles... pour un prix de revient de quelques francs. Facilement transportable, il peut aussi servir aux randonneurs.
1994 - 32 pages 17 x 22,5 cm - 36 F

Un cuiseur solaire facile à faire

De Roger Bernard
Pour bricoleur débutant, une brochure technique qui donne les plans pour fabriquer un cuiseur avec quelques cartons récupérés, une vitre, de l'aluminium ménager, des vieux journaux, des ciseaux et un couteau.
1990 - 28 pages 21 x 29,7 cm - 20 F

Construire et utiliser une cuisinière solaire

De Roger Bernard
Pour bricoleur un peu plus expérimenté, une brochure technique qui donne les plans détaillés pour la réalisation d'une cuisinière à miroirs, facile à utiliser et performante.
1992 - 24 pages 21 x 29,7 cm - 20 F

Superphénix : le dossier

Coordonné par Perline et Philippe Brochet
Depuis 1973, la France essaie de développer une filière surgénératrice avec le réacteur nucléaire Superphénix (Malville, Isère). Des manifestations des années 70 jusqu'à la marche Malville-Matignon en 94, l'historique et les arguments à opposer à la société du plutonium.
1994 - 44 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Nucléaire Non-Merci

Coordonné par Henry Chevallier
Le nucléaire, ce n'est pas seulement le réacteur ou le projet de décharge à côté de chez soi. C'est avant tout un choix de société qui implique de nombreuses contraintes. Ce livre montre qu'il faut stopper au plus vite le programme nucléaire français.
1993 - 190 pages 17 x 22,5 cm - 75 F

Le nucléaire détrôné

BD de Antoine Bonduelle, Boualem Khelifi, Jean Monastier
Un accident à la centrale de Fessenheim en Alsace provoque un vaste débat sur l'énergie nucléaire. L'occasion de montrer qu'il existe de multiples moyens de développer une autre politique de l'énergie. 20 fiches pratiques sur les économies complètent la BD.
1994 - 40 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

La liberté de circuler

De Colin Ward. Préface de René Dumont
Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il propose des alternatives pour en finir avec le mythe de l'automobile.
1993 - 144 pages 14 x 21 cm - 70 F

Quelle écologie radicale ?

Débat entre Murray Bookchin et Dave Foreman
Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Mais écologie sociale et écologie profonde sont-elles compatibles ?
1994 - 164 pages 15 x 21 cm - 70 F

Silence diffusion

Ed. Ecosociété (Montréal)

Pour un pays sans armée

Coordonné par Serge Mongeau
La sécurité sans armée est-elle possible ? Des pays ont déjà fait ce choix. La non-violence peut aider. De multiples pistes de réflexion et des arguments contre la « dépense » nationale ! Appel au courage, au réalisme et à l'imagination.
1993 - 160 pages 15 x 21 cm - 75 F

Pour que demain soit

De Serge Mongeau
L'écologie sociale en action : le récit de multiples initiatives pour montrer qu'il n'est pas besoin d'attendre une hypothétique prise de pouvoir. Comparaison entre les pratiques des groupes écologistes québécois De quoi vous donner envie d'agir à la base.
1993 - 190 pages 15 x 21 cm - 75 F

L'écosophie ou la sagesse de la nature

De Serge Mongeau
Peut-on envisager un avenir à l'humanité sans respecter d'abord la sagesse de la nature ? Un tour des critères éthiques mis en avant par les écologistes de différentes écoles de pensée... à comparer aux pratiques de chacun, ce que l'auteur n'hésite pas à considérer comme primordial.
1994 - 150 pages 15 x 21 cm - 75 F

Moi, ma santé

De Serge Mongeau
La santé est bien trop souvent cantonnée à la maladie. En privilégiant la prévention, on s'aperçoit très vite que la santé relève du domaine politique. Comment agir individuellement et dans la société pour assurer à tous une bonne santé.
1994 - 190 pages 15 x 21 cm - 75 F

Deux roues, un avenir

De Claire Morissette
L'automobile détruit la santé, provoque des morts, isole les personnes, pollue, coûte cher, détruit l'environnement. L'alternative : le vélo et ses qualités ! Une nouvelle façon de penser ! Un livre enthousiaste : courez acheter un vélo !
1994 - 264 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'écologie politique

De Dimitrios I. Roussopoulos
Un livre pour apprendre à distinguer conservationnisme, environnementalisme, écologie fondamentaliste, biorégionalisme, éco-féminisme, éco-socialisme, écologie sociale...
1994 - 148 pages 15 x 21 cm - 75 F

Entre nous, rebâtir nos communautés

De Marcia Nozick
L'autonomie se construit de soi vers ses proches puis vers la société. Ce livre multiplie les exemples Nord-Américains sur les initiatives que l'on peut prendre pour appliquer la formule "penser globalement, agir localement".
1995 - 265 pages 15 x 23 cm - 98 F

Et si le Tiers Monde s'autofinancait ?

De Jacques B. Gélinas
Après une critique de l'"aidocratie" qui s'est installée entre le Nord et le Sud, ce livre propose d'appuyer l'épargne locale qui, parce que l'argent a été rudement gagné, est d'une efficacité réelle.
1995 - 240 pages 15 x 21 cm - 98 F

Ed. Georg (Genève)

Additifs alimentaires,

souvent superflus, parfois bienvenus
Les additifs sont présents dans la plupart de nos aliments. Souvent dangereux. Il est important de savoir lire les étiquettes de composition des produits...
1991 - 120 pages 15 x 21 cm - 98 F

Gestion des déchets,

la société du prêt à jeter
De René Longuet et R. Weick
Aujourd'hui, l'homme se retrouve avec une masse de déchets sans précédent, chargés d'innombrables substances toxiques, souvent rétifs à tout traitement. Comment les éviter ? Des réponses pratiques.
1993 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

Les sols, faciles à perdre, difficiles à regagner

De Gonzague Pillet et René Longuet
Le sol ne représente qu'une mince pellicule à la surface des terres immergées. Son rôle est très important pour les écosystèmes. Un livre pour comprendre comment fonctionne un sol et comment le protéger.
1989 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'eau aujourd'hui, planète bleue, planète grise

De Nicole J. Leblanc et René Longuet
Sans eau, pas de vie. Sur toute la planète, seulement 1 % de l'eau est présente sous une forme utilisable par les organismes terrestres. Ce 1% est aujourd'hui gaspillé et pollué. Rivières, mers, eaux souterraines : la pollution est partout. La bataille de l'eau n'est pas loin.
1990 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F

La radioactivité

dans tous ses états
De H.P. Deshusses
La radioactivité s'accompagne d'un vocabulaire parfois compliqué. Un livre qui présente de manière simple les connaissances en ce domaine, mais aussi les pollutions et les risques inhérents à l'usage d'éléments fissiles.
1991 - 128 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'alimentation,

je mange donc je suis
De Jean-Pierre Girard
A l'heure des "fast-food", il serait temps de se rappeler que l'alimentation est un facteur important de notre santé. Comment bien manger, sans carences ni excès aussi bien ici que partout dans le monde.
1991 - 144 pages 15 x 21 cm - 98 F

La diversité biologique,

la vie en péril
De Claude Auroi
La pollution, l'agriculture intensive, la déforestation, la stérilisation de la nature détruisent de manière irréversible de multiples formes de vie sur terre. En dilapidant la richesse de la nature, c'est la propre survie de l'homme qui est en jeu.
1992 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'air

qu'on inspire, respire, expire
De Henri-Paul Deshusses et René Longuet
Pollué, l'air introduit des toxiques dans notre organisme, agresse les tissus des végétaux et des animaux et va jusqu'à corroder la pierre. Comment circuler l'air, les polluants, et comment maintenir propre cette enveloppe vitale.
1993 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

Le bruit

De Lison Méric
Le bruit est partout où est la vie. Le bruit, c'est le message, la musique, mais aussi une des nuisances la plus préoccupante des temps modernes. Une présentation de tous les bruits et des moyens d'éviter les plus désagréables.
1994 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

Ed. Atelier Création Libertaire (Lyon)

Qu'est-ce que l'écologie sociale ?

De Murray Bookchin
Un livre pour définir une politique écologique qui s'appuie sur le développement communautaire à la base et qui rejette toutes les structures de domination.
1989 - 43 pages 15 x 21 cm - 35 F

Une société à refaire

pour une écologie de la liberté
De Murray Bookchin
Une analyse des moyens politiques, sociaux et économiques à mettre en œuvre pour arriver à des sociétés humaines bénéfiques à l'environnement.
1992 - 192 pages 15 x 21 cm - 88 F

Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme

De John Clark
Face à la crise des idéologies de droite et de gauche, les écologistes s'interrogent sur la possibilité d'une nouvelle théorie politique. Le communisme anarchiste pourrait être à la base de cette nouvelle manière de faire de la politique.
1993 - 64 pages 15 x 21 cm - 38 F

Ed. Utovie (Landes)

La désobéissance civile

De H. D. Thoreau
Un classique de la réflexion sur la non-violence qui inspira de nombreuses luttes par la suite, de Gandhi au Larzac. "Une minorité est sans pouvoir tant qu'elle se conforme à la majorité ; mais elle est irrésistible lorsqu'elle fait obstruction de tout son poids".
48 pages - 36 F

Nous sommes peut-être frères

De chef indien Seattle
Ce texte célèbre est la réponse du Chef Seattle au président des Etats-Unis qui proposait aux Indiens l'achat de leurs terres. Les Indiens rappellent que l'Homme appartient à la Terre et non l'inverse.
1854 - 32 pages 17 x 23 cm - 36 F

Ed. Alternatives (Paris)

Le catalogue des ressources

De Philippe Bone et Xavier Lemoine
Plus de 2500 références d'initiatives, d'associations, de groupes, d'individus, de communautés, d'entreprises, de médias... pour découvrir ceux qui aujourd'hui vivent autrement.
1994 - 380 pages 21 x 29,7 cm - 180 F

Ed. Lucien Soumy (Limoges)

La dignité antinucléaire

De Martine Deguillaume
Face aux discours officiels, des femmes et des hommes s'opposent à l'énergie nucléaire. Ce livre présente les raisons éthiques et philosophiques de s'opposer au nucléaire. Un appel à ne plus courber l'échine et à se battre pour sortir de cette impasse.
1994 - 88 pages 15 x 21 cm - 50 F

Bon de commande
au dos